

**REPUBLIQUE LIBANAISE  
PRÉSIDENCE DU CONSEIL DES MINISTRES  
MISSION DES COMPTES ECONOMIQUES**

**Les Comptes Economiques du Liban  
2006-2007**

**Elaborés et rédigés sous la direction de Robert Kasparian**

Beyrouth, Décembre 2008



## Avant-propos

*En 2002, S.E. le Premier Ministre Rafic Hariri et S.E. le Ministre de l'économie et du commerce Bassel Fuleihan lançaient le projet d'élaborer les comptes économiques du Liban afin de fournir une description de l'évolution de l'économie libanaise. Ce projet a bénéficié depuis le tout début du soutien technique de l'Institut français de la statistique et des études économiques INSEE dont la réputation dans ce domaine est indiscutée.*

*Le choix avait été de retenir 1997 comme année de base, en raison de la disponibilité d'un certain nombre d'enquêtes statistiques. Ceci a permis le calcul de comptes économiques 1997 complets<sup>1</sup>, ensuite de la série des comptes économiques 1997-2002<sup>2</sup>, puis des comptes économiques des années 2003<sup>3</sup>, 2004<sup>4</sup> et 2005<sup>5</sup>.*

*Je suis heureux de célébrer la publication des comptes économiques 2006 et 2007 et je suis confiant que désormais les comptes seront établis régulièrement et dans les délais conformes au calendrier international de publication des comptes nationaux.*

*L'année 2006 a été marquée par la guerre de Juillet avec Israël. Cet événement a eu un impact sévère sur l'économie libanaise et sur les le mouvement de reprise de la croissance amorcé au début de l'année après l'interruption en 2005 de la très forte croissance de la fin 2004. En raison des troubles et des dégâts occasionnés par les attaques israéliennes, la consommation finale a reculé fortement ce qui a eu une répercussion défavorable sur l'activité économique en 2006. Cependant, une fois l'effet de la guerre amorti grâce aux efforts du gouvernement libanais et en phase avec le cycle d'expansion économique de la région, le pays a renoué avec la croissance et le PIB de 2007 a atteint un niveau record égal à celui réalisé en 2004 avant que le pays n'ait été affecté par des événements destructeurs en 2005 et 2006. La preuve est ainsi faite que, lorsqu'elle n'est pas affectée par les événements dramatiques qu'a connus notre pays ces dernières années, notre économie peut atteindre des performances élevées.*

*L'élaboration des comptes économique de façon régulière met à la disposition de tous les intéressés une série de données concernant le fonctionnement de l'économie libanaise et en donne une description claire. Ceci a permis d'ores et déjà et permettra à l'avenir de développer de nombreux travaux d'analyse économique de la part des chercheurs et de ceux qui s'occupent des affaires économiques.*

---

<sup>1</sup> Ministère de l'économie et du Commerce - République Libanaise - Mai 2003

<sup>2</sup> Ministère de l'économie et du Commerce - République Libanaise - Juillet 2005

<sup>3</sup> Présidence du Conseil des Ministres - République Libanaise - Mai 2006

<sup>4</sup> Présidence du Conseil des Ministres - République Libanaise - Février 2007

<sup>5</sup> Présidence du Conseil des Ministres - République Libanaise - Octobre 2007

*A cette occasion j'aimerais adresser mes remerciements à M. Robert Kasparian pour l'effort qu'il a fourni dans l'élaboration des comptes, ainsi qu'à l'équipe qui a contribué à tous ces travaux, et à tous les organismes libanais et internationaux qui ont collaboré à ce projet. J'aimerais aussi adresser mes remerciements à l'INSEE qui n'épargne aucun effort pour apporter son soutien et l'expertise nécessaire tout au long des étapes menant à la réalisation de cet important projet.*

**Le Président du Conseil des Ministres**



**Fouad Siniora**

***Remerciements à l'équipe qui a collaboré à la réalisation de cet ouvrage.***

*Nadine Zantout, économiste auprès de la mission des comptes économiques,*

*Najwa Yaacoub, statisticienne, à l'Administration Centrale de la Statistique,*

*Michel Salameh de la Banque du Liban pour les comptes du secteur financier,*

*Rana Dakroub du ministère des finances pour les comptes de l'administration*

## Sommaire

|   | page      |
|---|-----------|
| <b>Introduction</b>   | <b>7</b>  |
| <b>Première partie. Le compte de biens et services</b>                      | <b>9</b>  |
| Chapitre 1. La production   | 11        |
| Section I. L'agriculture et l'élevage                                       | 11        |
| Section II. Le secteur de l'énergie et des eaux                             | 14        |
| Section III. L'industrie  | 15        |
| Section IV. La construction   | 16        |
| Section V. Les transports et communications                                 | 16        |
| Section VI. Les services marchands  | 17        |
| Section VII. Le commerce  | 21        |
| Section VIII. Les services non marchands                                    | 22        |
| Chapitre 2. Les importations  | 25        |
| Chapitre 3. La consommation   | 31        |
| Section I. La consommation des ménages                                      | 31        |
| Section II. La consommation publique  | 38        |
| Chapitre 4. Les investissements   | 40        |
| Section I. La formation brute de capital fixe                               | 40        |
| Section II. La variation des stocks   | 41        |
| Chapitre 5. Les exportations  | 42        |
| <b>Deuxième partie. Les comptes intégrés</b>                                | <b>47</b> |
| Chapitre 1. Les comptes intégrés de l'économie nationale                    | 50        |
| Section I. Le compte de production  | 51        |
| Section II. Le compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires | 54        |
| Section III. Le compte de distribution secondaire des revenus               | 57        |
| Section IV. Le compte d'utilisation du revenu                               | 60        |
| Section V. Le compte de capital   | 60        |
| Section VI. Le compte financier   | 61        |
| Chapitre 2. Les comptes du reste du monde et la balance des paiements       | 67        |
| Section I. Le compte des opérations sur biens et services                   | 67        |
| Section II. Le compte des revenus primaires et des transferts courants      | 68        |
| Section III. Le compte des transferts en capital                            | 70        |
| Section IV. Le compte financier   | 70        |
| <b>Conclusion</b>   | <b>72</b> |
| <b>Liste des tableaux</b>   |           |
| 1. Le compte des biens et services 2005-2007                                | 9         |
| 2. Valeur ajoutée par secteur 2005-2007                                     | 11        |
| 3. La production agricole 2005-2007   | 12        |
| 4. La production d'énergie et eaux 2005-2007                                | 14        |
| 5. La production industrielle 2005-2007                                     | 15        |

|   |    |
|---|----|
| 6. La production de bâtiment et travaux publics 2005-2007   | 16 |
| 7. La production de services de transports et communications 2005-2007                                  | 17 |
| 8. La production de services marchands 2005-2007  | 18 |
| 9. Compte du secteur commercial 2005-2007   | 21 |
| 10. Calcul de la production des services non marchands 2005-2007  | 23 |
| 11. Importations classées par groupe de produit 2005-2007   | 26 |
| 12. Importations territoriales de biens classés suivant leur utilisation 2005-2007                      | 27 |
| 13. a) à e) Ventilation des produits intermédiaires importés pour les différents secteurs 2005-2007     | 28 |
| 14. Consommation des ménages par nature 2005-2007   | 31 |
| 15. Consommation alimentaire des ménages par nature 2005-2007   | 32 |
| 16. Consommation des ménages d'énergie et eaux 2005-2007  | 34 |
| 17. Achat de biens d'équipement par les ménages 2005-2007   | 35 |
| 18. Consommation de biens manufacturés selon leur nature 2005-2007                                      | 35 |
| 19. Consommation intérieure de services de transports et communication 2005-2007                        | 36 |
| 20. Consommation de services sociaux selon leur nature 2005-2007  | 37 |
| 21. Consommation de services individuels selon leur nature 2005-2007                                    | 38 |
| 22. Estimation du coût des services publics d'éducation et de santé 2002-2006                           | 39 |
| 23. La formation brute de capital fixe par nature 2005-2007   | 40 |
| 24. Répartition de la formation brute de capital fixe par secteur public/privé 2002-07                  | 41 |
| 25. Les exportations de biens et services par nature 2005-2007  | 42 |
| 26. Exportations de lingots d'or 2004-2007  | 43 |
| 27. Comptes intégrés de l'économie nationale (S.1)  | 49 |
| 28. Comptes du reste du monde (S.2)   | 49 |
| 29. Evolution des principaux agrégats 2003-2007   | 50 |
| 30. Les impôts indirects par nature 2003-2007   | 52 |
| 31. Les taxes sur la consommation par nature 2003-2007  | 52 |
| 32. Les subventions aux entreprises publiques 2003-2007   | 53 |
| 33. La répartition du PIB suivant les facteurs de production 2003-2007                                  | 54 |
| 34. Calcul des charges d'intérêts bancaires payées par les entreprises et les administrations 2003-2007 | 55 |
| 35. Evolution des charges de la dette publique et de part des intérêts dans les charges 2003-2007       | 56 |
| 36. Composition du revenu national brut 2003-2007   | 56 |
| 37. Répartition des impôts directs par nature 2003-2007   | 57 |
| 38. Les cotisations sociales payées par les agents nationaux 2003-2007                                  | 58 |
| 39. Répartition des prestations sociales reçues par nature 2003-2007                                    | 58 |
| 40. Répartition des transferts courants reçus suivant leur nature 2003-2007                             | 59 |
| 41. Calcul du RNBD 2003-2007  | 59 |
| 42. Répartition de la capacité (+) ou du besoin (-) de financement national par agent 2003-2007         | 61 |
| 43. Variation de la masse monétaire et des avoirs extérieurs nets du système bancaire 2003-2007         | 62 |
| 44. Variation des bons du Trésor répartis par souscripteur 2003-2007                                    | 63 |
| 45. Variation des crédits selon leur nature 2003-2007   | 64 |
| 46. Variation des crédits au secteur privé suivant les secteurs économiques 2003-07                     | 65 |
| 47. Evolution des différents soldes de la balance des paiements 2003-2007                               | 67 |
| 48. Contribution des différentes composantes de la demande à sa croissance en %/an                      | 72 |

## Introduction

La présente publication donne un aperçu des comptes de 2006 et une estimation provisoire des comptes de 2007. Ces comptes sont établis suivant les mêmes conventions et méthodes qui ont été adoptées lors de la confection des comptes des années 1997 à 2005.<sup>6</sup>

Notons que les estimations de certains postes ont été révisées au fur et à mesure de la disponibilité de nouvelles données sur l'économie nationale. Ainsi, outre les travaux signalés dans les précédentes publications, l'équipe chargée des comptes a dépouillé les clôtures des comptes d'un échantillon de municipalités comprenant les plus importantes, pour les deux années 2004 et 2005, ce qui a permis de réviser le compte des administrations publiques.

La croissance économique amorcée en 2003 et qui s'est poursuivie en 2004 avec plus de vigueur a été brutalement interrompue en 2005 suite à l'assassinat du premier ministre Rafic Hariri le 14 février et en 2006 suite à la guerre de Juillet avec Israël. Elle a repris sa tendance à la hausse en 2007

De la même manière les échanges extérieurs ont lourdement souffert du blocus des ports et aéroports à l'été 2006 mais ont fortement repris en 2007 par un effet de rattrapage. Un mouvement important des transferts extérieurs durant ces deux années a permis de dégager un excédent dans la balance des paiements malgré une hausse du déficit dans les échanges de biens et services.

Tous ces faits sont détaillés dans les comptes qui sont présentés en deux parties :

La première partie passe en revue les comptes de biens et services qui décrivent les différents aspects de l'économie réelle et leur évolution. Elle comprend cinq chapitres consacrés aux éléments constituant l'égalité de base de ces comptes à savoir :

production + importation = consommation + formation brute de capital fixe et variation des stocks + exportation.

La deuxième partie présente en deux chapitres l'équilibre général des comptes intégrant l'ensemble des flux constituant l'activité économique générale. Le premier chapitre est consacré aux comptes intégrés de l'économie nationale. Ils reprennent les comptes de production et les enchaînent avec les comptes des opérations de répartition et les opérations financières. Le deuxième chapitre expose les comptes du reste du monde et la balance des paiements.

---

<sup>6</sup> Le lecteur pourra consulter le modèle des comptes et les méthodes d'estimation en détail dans les deux publications éditées par le ministère de l'économie et du commerce : « Les comptes économiques du Liban 1997 », mai 2003 et « Les comptes économiques du Liban 1997-2002 », juillet 2005

Une rétrospective des comptes de 1997 à 2007 qui ont été révisés à la lumière des nouvelles données sera publiée dans un volume séparé. Ce volume comprendra les comptes de base et une annexe statistique.

Le lecteur pourra ainsi étudier le comportement de l'économie libanaise au cours des différentes phases de la conjoncture que le pays a traversé durant cette période.



## Première partie

### Les comptes de biens et services

L'économie libanaise avait amorcé une croissance à partir de l'année 2003, croissance qui avait culminé en 2004 puis avait été freiné en 2005 par les développements importants sur le plan politique qu'a connu le pays après l'assassinat du premier ministre Rafic Hariri en février et le retrait des troupes syriennes du Liban au mois d'avril.

La reprise amorcée dès le deuxième semestre 2005 s'est poursuivie avec vigueur durant le premier semestre de 2006 annonçant un fort taux de croissance pour cette année. Malheureusement la guerre survenue en juillet avec Israël qui a détruit une grande partie de l'infrastructure routière, a complètement paralysé l'économie du pays durant plus de 6 semaines ramenant ainsi la croissance à un niveau proche de zéro. L'année 2007 a été une année de rattrapage et l'économie libanaise s'est remise sur le trend de croissance amorcée trois années plus tôt.

Le tableau n° 1 ci-dessous montre que la demande totale en termes réels a régressé de 0,5% en 2006 et a augmenté de 10,4% en 2007. Cela a entraîné de fluctuations plus fortes des importations et plus amorties de la production. Ainsi, en 2006, tandis que le volume des importations diminuait de 3,2% celui de la production augmentait de 0,6%. En 2007, le taux de croissance du PIB a été beaucoup moins élevé que celui des importations : 7,5% contre 17,2%.

Tableau n°1  
Le compte des biens et services 2005-2007

|                                | <i>Valeurs</i>            |               |               | <i>Variations en %/an</i> |            |                    |             |
|--------------------------------|---------------------------|---------------|---------------|---------------------------|------------|--------------------|-------------|
|                                | <i>en milliards de LL</i> |               |               | <i>des prix</i>           |            | <i>des volumes</i> |             |
|                                | 2005                      | 2006          | 2007          | 2006                      | 2007       | 2006               | 2007        |
| <i>Emplois</i>                 |                           |               |               |                           |            |                    |             |
| Consommation privée            | 27 763                    | 28 045        | 31 404        | 3,2                       | 5,0        | -2,1               | 6,6         |
| Consommation publique          | 4 968                     | 5 115         | 5 375         | 0,4                       | 0,6        | 2,6                | 4,5         |
| FBCF privé et var. des stocks  | 6 347                     | 6 824         | 9 449         | 3,4                       | 8,7        | 4,0                | 27,3        |
| FBCF publique                  | 872                       | 908           | 1 012         | 4,1                       | 4,1        | 0,1                | 7,0         |
| <b>Tot.: dépense nationale</b> | <b>39 950</b>             | <b>40 893</b> | <b>47 239</b> | <b>2,9</b>                | <b>5,2</b> | <b>-0,5</b>        | <b>9,8</b>  |
| Exportations                   | 7 047                     | 7 189         | 8 507         | 2,9                       | 4,0        | -0,9               | 13,8        |
| <b>Emplois= ressources</b>     | <b>46 996</b>             | <b>48 082</b> | <b>55 746</b> | <b>2,9</b>                | <b>5,0</b> | <b>-0,5</b>        | <b>10,4</b> |
| <i>Ressources</i>              |                           |               |               |                           |            |                    |             |
| PIB                            | 32 955                    | 33 826        | 37 758        | 2,1                       | 3,8        | 0,6                | 7,5         |
| Importations                   | 14 042                    | 14 256        | 17 988        | 4,8                       | 7,6        | -3,2               | 17,2        |

Ce sont surtout les ménages qui ont diminué sensiblement leur consommation en 2006 (-2,1%), tandis la consommation publique ainsi que les investissements privés ont continué à progresser à un rythme modéré amortissant ainsi la chute de la demande. En 2007, les 10,4 points de pourcentage de croissance de la demande totale sont dus pour 3,8

points à la consommation des ménages, 3,9 aux investissements privés, 0,6 points aux dépenses publiques, soit au total 8,3 points de croissance de la dépense dus à la demande intérieure, la demande extérieure contribuant pour 2,1 points.

Quant à l'inflation mesurée par la variation du niveau des prix à la consommation, elle dénote un début d'accélération : +2,1% en 2005, 3,2% en 2006 et +5% en 2007. Cette inflation reste modérée au regard de l'évolution des prix à l'importation mesurée par l'indice des valeurs unitaires qui a progressé de 4,8% en 2006 et de 7,6% en 2007 alors que les prix des facteurs de production interne accusait des progressions plus modérées : +2,1% en 2006 et +3,8% en 2007.

L'évolution des agrégats du compte de biens et services durant les années 2006 et 2007 est décrite en détail dans les cinq chapitres qui suivent :

1. La production intérieure
2. Les importations
3. La consommation
4. La formation brute du capital fixe et la variation des stocks
5. Les exportations

## Chapitre premier La production

Le produit intérieur brut (PIB) mesure le niveau de l'activité de production des différents agents économiques. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées des entreprises (sociétés, entreprises individuelles et entreprises publiques) produisant des biens et services marchands évalués aux prix du marché et de la production des administrations de services non marchands évaluée aux coûts des facteurs.

La répartition du PIB sur les différents secteurs d'activité économique et son évolution en 2006 et 2007 par rapport à l'année précédente sont données dans le tableau n° 2.

Tableau n°2  
Valeur ajoutée par secteur 2005-2007

| Secteur                     | Valeurs<br>en milliards de LL |               |               | Variations en %/an |            |             |            |
|-----------------------------|-------------------------------|---------------|---------------|--------------------|------------|-------------|------------|
|                             | 2005                          | 2006          | 2007          | des prix           |            | des volumes |            |
| Agriculture et élevage      | 1 731                         | 2 069         | 2 348         | 20,3               | 18,9       | -0,7        | -4,6       |
| Energie et eaux             | -258                          | -390          | -507          | ...                | ...        | ...         | ...        |
| Industries                  | 3 516                         | 3 289         | 3 579         | 0,3                | 1,5        | -6,7        | 7,2        |
| Construction                | 2 654                         | 2 927         | 4 052         | 5,9                | 18,6       | 4,2         | 16,8       |
| Transport et communications | 2 926                         | 2 877         | 3 118         | -0,3               | 1,9        | -1,3        | 6,3        |
| Services marchands          | 11 415                        | 12 092        | 13 029        | -0,1               | 2,0        | 6,1         | 5,6        |
| Commerce                    | 7 633                         | 7 585         | 8 587         | 4,5                | 1,4        | -4,9        | 11,6       |
| Administration              | 3 338                         | 3 377         | 3 553         | 0,0                | 0,0        | 1,2         | 5,2        |
| <b>Total PIB</b>            | <b>32 955</b>                 | <b>33 826</b> | <b>37 758</b> | <b>2,1</b>         | <b>3,8</b> | <b>0,6</b>  | <b>7,5</b> |

La croissance ou la régression de la valeur ajoutée dans un secteur dépend non seulement du développement de l'activité réelle dans ce secteur mais aussi de la variation des prix à la production et des prix des entrants.

Les sections qui suivent donnent le détail de la formation de la valeur ajoutée dans les différents secteurs.

### Section I. L'agriculture et l'élevage

La valeur ajoutée dans l'agriculture et l'élevage est calculée en retranchant de la production aux prix à la ferme la valeur estimée de la consommation intermédiaire ainsi que le montre le tableau ci-dessous (tableau n° 3).

Tableau n° 3  
La production agricole 2005-2007

| Branche de production            | Valeurs<br>en milliards de LL |              |              | Variations en %/an |             |              |             |
|----------------------------------|-------------------------------|--------------|--------------|--------------------|-------------|--------------|-------------|
|                                  | 2005                          | 2006         | 2007         | des prix           |             | des volumes  |             |
|                                  |                               |              |              | 2006               | 2007        | 2006         | 2007        |
| Céréales                         | 93                            | 117          | 104          | 15,3               | 4,2         | 8,7          | -14,3       |
| Fruits                           | 804                           | 1 085        | 1 108        | 20,5               | 17,0        | 12,0         | -12,7       |
| Cultures industrielles           | 103                           | 103          | 113          | 9,9                | 7,3         | -9,5         | 2,2         |
| Légumes et autres plantes        | 625                           | 698          | 830          | 22,9               | 17,5        | -9,0         | 1,1         |
| <b>Produits de l'agriculture</b> | <b>1 625</b>                  | <b>2 003</b> | <b>2 155</b> | <b>20,4</b>        | <b>16,0</b> | <b>2,4</b>   | <b>-7,2</b> |
| Animaux vivants                  | 303                           | 289          | 358          | 6,2                | 13,3        | -10,1        | 9,1         |
| Produits d'origine animale       | 221                           | 212          | 327          | 16,4               | 36,1        | -17,4        | 13,3        |
| Produits de la pêche             | 57                            | 46           | 60           | 5,9                | 7,0         | -24,1        | 22,8        |
| <b>Pr. de l'élevage et pêche</b> | <b>581</b>                    | <b>547</b>   | <b>745</b>   | <b>9,9</b>         | <b>21,7</b> | <b>-14,3</b> | <b>11,9</b> |
| <b>Total général</b>             | <b>2 206</b>                  | <b>2 550</b> | <b>2 900</b> | <b>18,0</b>        | <b>17,4</b> | <b>-2,0</b>  | <b>-3,1</b> |
| -Consommation intermédiaire      | 475                           | 480          | 552          | 8,8                | 11,5        | -7,0         | 3,0         |
| <b>= Valeur ajoutée brute</b>    | <b>1 731</b>                  | <b>2 069</b> | <b>2 348</b> | <b>20,3</b>        | <b>18,9</b> | <b>-0,7</b>  | <b>-4,6</b> |

Dans l'ensemble, la valeur ajoutée dans le secteur de l'agriculture et de l'élevage a connu une progression importante en 2006 et 2007. Mais cette progression est entièrement due à la hausse des prix à la ferme qui a été plus importante que celle des prix des biens intermédiaires utilisés. En fait, le volume de la production a eu tendance à baisser entraînant une baisse de la valeur ajoutée à prix constants.

### *Evolution de la production agricole*

*La production végétale* après une légère hausse en volume durant l'année 2006, a connu une forte chute en 2007. Cette fluctuation est due essentiellement à celle des fruits qui constituent plus de la moitié de la valeur de la production végétale.

La forte variation des quantités de fruits en baisse puis en hausse est due uniquement à l'alternance dans la production d'olives d'une année à l'autre. En effet, d'après les estimations du Ministère de l'agriculture, la production d'olives aurait atteint 76 500 tonnes en 2005, 177 300 tonnes en 2006 et 76 200 tonnes en 2007. La production en quantités de l'ensemble des autres fruits n'aurait baissé que de 0,5% seulement en 2006 et aurait augmenté de 3% en 2007.

Les prix à la production des fruits ont fortement progressé en 2006 et 2007. Par exemple, le prix moyen à la ferme des olives a passé de 1 480 LL/kg à 1 600 en 2006 puis à 1 900 en 2007 ; celui de la pomme de 700 à 900 puis à 1 000 LL/kg.

La production de légumes dont la valeur occupe le deuxième rang en importance dans le secteur de l'agriculture, a profité aussi de la même amélioration dans les prix de vente à la ferme que ceux des fruits. Mais les quantités produites ont régressé en 2006 (-9%) pour augmenter légèrement en 2007 (+1,1%). On relève en particulier la chute de la production

de pommes de terre de 511 mille tonnes en 2005 à 498 mille tonnes en 2006 et puis sa remontée à 515 mille tonnes en 2007.

Les cultures industrielles sont constituées de la betterave sucrière dont la production a baissé de 79,2 mille tonnes en 2005 à 30,9 mille tonnes en 2007 et du tabac dont la production a varié autour de 9 mille tonnes entre 2005 et 2007.

La production de céréales a continué sa progression en 2006 mais a reculé en 2007. La production de blé en particulier, qui constitue 60% de la valeur de cette branche de l'agriculture, a passé de 137 mille tonnes en 2004 à 144 mille tonnes en 2005 et à 153 mille tonnes en 2006 pour reculer à 116 mille tonnes en 2007.

*La production du secteur de l'élevage et de la pêche* a été fortement affectée par la guerre de juillet 2006 mais s'est considérablement améliorée en 2007.

L'augmentation des quantités produites d'animaux vivants en 2007 provient de l'augmentation de la production d'ovins et de caprins (de 8 700 à 14 800 tonnes d'équivalent viande rouge) et de poulets (de 140 400 à 143 600 tonnes), celle des bovins ayant stagné (autour de 15 000 tonnes).

Les produits d'origine animale sont composés de lait frais, d'œufs et de miel. D'après les estimations du ministère de l'agriculture, la production de lait frais est tombée de 251 900 tonnes en 2005 à 205 900 en 2006 pour remonter à 231 500 tonnes en 2007, celle d'œufs de 758 millions d'unités à 670 puis à 762 millions et en fin celle du miel de 1 095 tonnes à 810 puis à 762 tonnes durant les mêmes années.

### ***La consommation intermédiaire dans l'agriculture et l'élevage***

Contrairement à la production qui fait l'objet de statistiques régulières de la part du ministère de l'agriculture, la consommation intermédiaire dans ce secteur n'est pas saisie par enquête directe auprès des agriculteurs et des fermiers ; elle a été estimée de façon indirecte par l'examen de la production et de l'importation de produits destinés à l'agriculture et à l'élevage : semences et plants, eau d'irrigation, engrais, pesticides, aliments pour le bétail, services bancaires, etc. Ces produits sont d'ailleurs en grande partie importés, ce qui permet aussi de calculer approximativement l'évolution de leur prix de vente aux agriculteurs ainsi que des quantités utilisées.

En 2006 les inputs de l'agriculture baissent en volume plus que l'output alors qu'en 2007 ils augmentent malgré la baisse des quantités produites. Ceci est la conséquence des évolutions en sens inverse des deux grandes branches de l'agriculture, à savoir celle de la production végétale et celle de la production animale.

La hausse des prix de ces produits consommés dans l'agriculture (+8,8% en 2006 et +11,5% en 2007) est le résultat de la hausse des prix à l'importation des céréales et aliments pour bétail (+7,6% et +37%), des engrais et pesticides (+4,7% et +13,6%).

## Section II. Le secteur de l'énergie et des eaux

Parallèlement aux entreprises publiques qui contrôlent la production et la distribution de l'électricité et de l'eau, il existe, en raison des coupures fréquentes sur le réseau de distribution public, de petits établissements privés qui produisent et vendent de l'électricité à l'échelle du quartier et aussi des établissements qui distribuent de l'eau aux domiciles par des camions citernes.

L'évolution du compte de production de ce secteur entre 2005 et 2007 se présente comme suit (tableau n° 4) :

Tableau n° 4  
La production d'énergie et eaux 2005-2007

| Branche de production         | Valeurs<br>en milliards de LL |              |              | Variations en %/an |            |             |            |
|-------------------------------|-------------------------------|--------------|--------------|--------------------|------------|-------------|------------|
|                               | 2005                          | 2006         | 2007         | des prix           |            | des volumes |            |
| Carburants solides            | 10                            | 11           | 11           | ...                | ...        | ...         | ...        |
| Electricité                   | 1 149                         | 1 114        | 1 191        | 0,3                | 3,9        | -3,3        | 3,0        |
| Eaux                          | 173                           | 173          | 174          | 0,0                | 0,0        | 0,0         | 0,9        |
| <b>Total</b>                  | <b>1 332</b>                  | <b>1 298</b> | <b>1 377</b> | <b>0,3</b>         | <b>3,3</b> | <b>-2,8</b> | <b>2,7</b> |
| -Consommation intermédiaire   | 1 590                         | 1 688        | 1 885        | 19,5               | 9,4        | -3,0        | 2,9        |
| <b>= Valeur ajoutée brute</b> | <b>-258</b>                   | <b>-390</b>  | <b>-507</b>  | ...                | ...        | ...         | ...        |

### *Evolution de la production*

L'évolution en volume de la production d'électricité est estimée grâce aux statistiques de la distribution du courant électrique sur le réseau qui font apparaître une diminution de 3,3% entre 2005 et 2006 (de 10 581 à 10 214 MWh) et une augmentation de 3% en 2007 (à 10 548 MWh)

En l'absence de données sur la distribution d'eau, la consommation de ce bien a été supposée augmenter proportionnellement à la croissance de la population.

Quant aux prix, ils sont en théorie constants puisque aucun changement de tarif n'est intervenu entre 2005 et 2007. Cependant, le tarif de l'électricité étant progressif, le prix moyen du kWh distribué dépend de la répartition de la consommation entre les ménages. D'après les données de l'EDL le prix moyen du kWh facturé a passé de 140,8 LL en 2005 à 141,2 LL en 2006 et à 146,7 LL en 2007.

### *Evolution de la consommation intermédiaire et de la valeur ajoutée dans le secteur de l'énergie*

La consommation intermédiaire dans ce secteur est constituée en grande partie de produits pétroliers dont les prix étaient en hausse. Les prix de vente de la production restant quasiment constants, la valeur ajoutée dans ce secteur, qui représente une faible part de la valeur de la production, a fortement chuté pour négative à partir de 2005.

### Section III. L'industrie

Le tableau n° 5 montre l'évolution de la production des différentes branches de l'industrie ainsi que celle de la consommation intermédiaire.

Tableau n° 5  
La production industrielle 2005-2007

| Branche de production         | Valeurs<br>en milliards de LL |              |               | Variations en %/an |            |             |            |
|-------------------------------|-------------------------------|--------------|---------------|--------------------|------------|-------------|------------|
|                               | 2005                          | 2006         | 2007          | des prix           |            | des volumes |            |
| <b>Production</b>             |                               |              |               |                    |            |             |            |
| Agro-alimentaires             | 3 130                         | 3 201        | 3 400         | 5,3                | 3,4        | -2,8        | 2,7        |
| Textiles                      | 749                           | 697          | 754           | -5,5               | 10,6       | -1,5        | -2,3       |
| Minéraux non métalliques      | 1 220                         | 1 156        | 1 427         | 3,1                | 11,1       | -8,1        | 11,1       |
| Métaux, machines, appareils   | 1 648                         | 1 495        | 1 855         | -1,6               | 5,4        | -7,9        | 17,8       |
| Bois, caoutchouc et chimie    | 1 161                         | 1 157        | 1 271         | 12,1               | -5,9       | -11,1       | 16,7       |
| Meubles                       | 500                           | 501          | 572           | 3,4                | 12,8       | -3,0        | 1,3        |
| Autres branches               | 931                           | 896          | 1 065         | -6,2               | 5,1        | 2,7         | 13,0       |
| <b>Total</b>                  | <b>9 339</b>                  | <b>9 104</b> | <b>10 343</b> | <b>3,4</b>         | <b>6,3</b> | <b>-5,7</b> | <b>6,8</b> |
| -Consommation intermédiaire   | 5 823                         | 5 815        | 6 764         | 5,2                | 9,1        | -5,1        | 6,6        |
| <b>= Valeur ajoutée brute</b> | <b>3 516</b>                  | <b>3 289</b> | <b>3 579</b>  | <b>0,3</b>         | <b>1,5</b> | <b>-6,7</b> | <b>7,2</b> |

Dans l'ensemble, le taux de croissance réel de la production industrielle entre 2005 et 2007 a été presque nul. La régression de 2006 (-5,7%) ayant été compensée par la reprise en 2007 (+6,8%). En 2007, le volume des entrants (input) dans l'industrie ayant augmenté dans une proportion moins importante que celui de la production, il en est résulté une croissance de la valeur ajoutée à prix constants légèrement plus importante (+7,2%). Par ailleurs les prix des entrants ont haussé plus que les prix à la production, ce qui a entraîné une constance ou une hausse modeste dans les prix des facteurs de production (+0,3% en 2006 et 1,5% en 2007).

#### *Evolution de la production industrielle*

Toutes les branches n'ont pas été affectées de façon égale par le ralentissement de l'activité économique en 2006 et n'ont pas connu la même croissance en 2007. Les industries agro-alimentaires ont connu une croissance modeste (+2,7%), celles du textile, cuir et habillement ont continué à régresser, tandis que les autres branches manufacturières enregistraient des progressions plus ou moins importantes. Les industries liées au secteur de la construction, en particulier, ont vu le volume de leur production augmenter très sensiblement.

#### *Evolution de la consommation intermédiaire dans l'industrie*

Les années 2006 et 2007 ont été marquées par la hausse des prix des principales matières premières utilisées dans l'industrie. Dans les industries alimentaires, on relève la hausse

des prix du blé dur (+17,8% en 2006, +50,8% en 2007), du lait (+21,2% et +23,4%), des olives (+9,2% et +14,8%), des animaux pour la boucherie (+2,8% et +13,3%). Dans les autres industries, des hausses sensibles sont observées dans les produits intermédiaires suivants : l'aluminium (+33% en 2006 et +6,7% en 2007), le fer (+17,5% en 2007), le bois (+3,9% en moyenne en 2006 et +12,2% en 2007), les produits chimiques de base (+3,2% et +8,7%). Dans l'ensemble des industries, le prix du pétrole utilisé a augmenté de 16,1% en 2006 et de 12,5% en 2007.

#### Section IV. La construction

Comme pour la production industrielle, la croissance réelle de la construction est déduite des statistiques sur les matières premières utilisées dans ce secteur : livraison intérieure de ciment par les cimenteries locales et produits importés utilisés dans le bâtiment et les travaux publics. Le tableau n° 6 montre la variation de la production de bâtiments en valeur et en volume ainsi que celle des produits consommés dans la construction.

Après un arrêt dû aux hostilités de l'été 2006, la construction a repris son cours normal au cours du dernier trimestre, enregistrant ainsi un taux de croissance réelle de 3%. En 2007 les nécessités de reconstruction ont accéléré la croissance qui a atteint un taux de 16,7%.

Tableau n° 6  
La production de bâtiment et travaux publics 2005-2007

| Branche de production         | Valeurs<br>en milliards de LL |              |              | Variations en %/an |             |             |             |
|-------------------------------|-------------------------------|--------------|--------------|--------------------|-------------|-------------|-------------|
|                               | 2005                          | 2006         | 2007         | des prix           |             | des volumes |             |
|                               |                               |              |              | 2006               | 2007        | 2006        | 2007        |
| <b>Production</b>             | <b>5 030</b>                  | <b>5 472</b> | <b>7 222</b> | <b>5,6</b>         | <b>13,1</b> | <b>3,0</b>  | <b>16,7</b> |
| -Consommation intermédiaire   | 2 377                         | 2 546        | 3 171        | 5,3                | 6,7         | 1,7         | 16,7        |
| <b>= Valeur ajoutée brute</b> | <b>2 654</b>                  | <b>2 927</b> | <b>4 052</b> | <b>5,9</b>         | <b>18,6</b> | <b>4,2</b>  | <b>16,8</b> |

N'étant pas observée directement, la variation du prix à la construction a été estimée par la moyenne pondérée de l'évolution du salaire de l'ouvrier et des prix des matières premières. Le prix de la main d'œuvre a haussé d'environ 4,5% en 2006 et de 15,4% en 2007. Les prix du ciment de 8% et de 7,9% et ceux des matières premières importées pour la construction de 8,1% et de 8,7%. Ainsi la croissance des prix à la production a été estimée à +5,6% en 2006 et à +13,1% en 2007. La croissance des prix de l'ensemble de la consommation intermédiaire a été inférieure à celle des matières premières du fait de la constance des prix des services et autres produits rentrant dans les inputs.

#### Section V. Les transports et communications

Le secteur des transports et communications a subi de façon sévère les effets de l'arrêt des activités économiques durant l'été 2006, enregistrant un recul de 4,2% dans le volume de sa production. En 2007, ce sont les transports aériens qui reprennent avec beaucoup de vigueur : les ventes de titres de transports sur le territoire augmentent,



d'après les statistiques de l'IATA de 36,1% en valeur tandis que le nombre de passagers embarqués à l'aéroport de Beyrouth, après avoir chuté de 1 601 mille en 2005 à 1 366 mille en 2006 remontait à 1 649 mille en 2007, soit une hausse de 20,7%.

Le tableau n°7 montre l'importance de la branche des télécommunications dont la production a accusé une hausse de 3,7% en 2007 avec une stabilité dans les prix.

Tableau n° 7  
La production de services de transports et communications 2005-2007

| Branche de production         | Valeurs<br>en milliards de LL |              |              | Variations en %/an |            |             |            |
|-------------------------------|-------------------------------|--------------|--------------|--------------------|------------|-------------|------------|
|                               | 2005                          | 2006         | 2007         | des prix           |            | des volumes |            |
|                               |                               |              |              | 2006               | 2007       | 2006        | 2007       |
| Transports routiers           | 769                           | 761          | 855          | 2,9                | 11,4       | -3,8        | 0,8        |
| Transports aériens et autres  | 438                           | 440          | 599          | 1,7                | 12,8       | -1,1        | 20,6       |
| Postes et télécommunications  | 3 863                         | 3 760        | 3 898        | 2,1                | 0,0        | -4,7        | 3,7        |
| <b>Total</b>                  | <b>5 069</b>                  | <b>4 961</b> | <b>5 352</b> | <b>2,2</b>         | <b>3,0</b> | <b>-4,2</b> | <b>4,7</b> |
| -Consommation intermédiaire   | 2 143                         | 2 083        | 2 234        | 5,9                | 4,6        | -8,2        | 2,5        |
| <b>= Valeur ajoutée brute</b> | <b>2 926</b>                  | <b>2 877</b> | <b>3 118</b> | <b>-0,3</b>        | <b>1,9</b> | <b>-1,3</b> | <b>6,4</b> |

Quant aux transports routiers, il faut noter cette branche est sous-estimée du fait qu'elle ne prend pas en compte, faute de renseignements, les transports de marchandises. L'utilisation des transports en commun de la part des particuliers n'a pas beaucoup augmenté en 2007 (+0,8%) à cause d'une part la hausse des prix (+11,4%) et, d'autre part, de la faible augmentation d'arrivées de touristes.

## Section VI. Les services marchands

Du compte de production du secteur des services marchands autres que les transports, communications et commerce reproduit dans le tableau n° 8 ci-dessous, il ressort que ce secteur a connu une progression régulière aussi bien en 2006 qu'en 2007.

### *Evolution de la production de services marchands*

Le secteur des services marchands est très hétérogène et groupe des activités qui ont connu des développements différents. La guerre de juillet 2006 a affecté principalement le secteur touristique, d'autres secteurs tels que celui de la santé et des finances connaissaient au contraire une progression importante.

#### *a) Les services aux entreprises*

Il s'agit des services techniques, juridiques, de comptabilité, d'informatique, de location de matériels, de courtage, etc. La production de ces services n'est pas estimée à partir d'enquêtes directes auprès des entreprises. Elle est égale à la somme des consommations intermédiaires des différents secteurs utilisateurs de ces services, en particulier l'administration publique, et des exportations. Les erreurs d'estimation possibles des

consommations intermédiaires n'affectent pas l'estimation du PIB mais sa répartition entre le secteur des services et les autres secteurs. Par contre, une erreur sur l'estimation des exportations de services affecte le PIB.<sup>7</sup> D'après une enquête récente, les exportations de tels services auraient été le principal facteur de leur développement.

Les prix de ces services n'ont fait l'objet d'aucune évaluation et ont été maintenus constants.

Tableau n° 8  
La production de services marchands 2005-2007

| Branche de production         | Valeurs<br>en milliards de LL |               |               | Variations en %/an |            |             |            |
|-------------------------------|-------------------------------|---------------|---------------|--------------------|------------|-------------|------------|
|                               | 2005                          | 2006          | 2007          | des prix           |            | des volumes |            |
|                               |                               |               |               | 2006               | 2007       | 2006        | 2007       |
| Services aux entreprises      | 1 333                         | 1 356         | 1 476         | 0,0                | 0,0        | 1,7         | 8,8        |
| Entretien et réparation       | 216                           | 225           | 282           | 4,1                | 19,1       | -0,1        | 5,4        |
| Logement                      | 2 389                         | 2 410         | 2 434         | 0,0                | 0,0        | 0,9         | 1,0        |
| Hôtels et restaurants         | 1 236                         | 1 167         | 1 223         | -2,0               | 4,2        | -3,7        | 0,6        |
| Services personnels divers    | 814                           | 861           | 971           | 5,7                | 11,7       | 0,0         | 1,0        |
| Services de santé             | 1 806                         | 1 998         | 2 376         | -0,8               | 3,3        | 15,4        | 7,7        |
| Services d'éducation          | 3 201                         | 3 323         | 3 509         | 1,1                | 2,7        | 2,7         | 2,8        |
| Services financiers           | 2 708                         | 3 182         | 3 439         | 0,0                | 0,0        | 17,5        | 8,1        |
| <b>Total</b>                  | <b>13 705</b>                 | <b>14 522</b> | <b>15 711</b> | <b>0,4</b>         | <b>2,4</b> | <b>5,6</b>  | <b>5,7</b> |
| -Consommation intermédiaire   | 2 290                         | 2 430         | 2 682         | 2,9                | 4,2        | 3,1         | 5,5        |
| <b>= Valeur ajoutée brute</b> | <b>11 415</b>                 | <b>12 092</b> | <b>13 029</b> | <b>-0,1</b>        | <b>2,0</b> | <b>6,1</b>  | <b>5,6</b> |

*b) Les services d'entretien et réparation*

Il s'agit ici uniquement des services d'entretien et de réparation utilisés par les ménages et les administrations qui sont les seuls à avoir été saisis statistiquement. Les services d'entretien utilisés par les entreprises n'ont pas fait l'objet d'estimations et ont été négligés ; en conséquence la répartition du PIB entre le secteur des services et les autres secteurs, est biaisée.

La consommation des ménages en services d'entretien et de réparation, principale composante de la production de ce secteur, est connue grâce à l'enquête sur le budget des ménages de 1997. Les estimations pour les autres années ont été effectuées à l'aide d'indicateurs : l'importation des pièces de rechange pour la réparation des voitures et de l'électroménager, la croissance du nombre de logements (de ménages) pour l'entretien des bâtiments. D'après ces indicateurs, la consommation et donc la production de tels services aurait connu progression en volume de 5,4% en 2007 après une légère régression en 2006 (-0,1%). La hausse des prix de ces services aurait atteint 4,1% en 2006 et 19,1%

<sup>7</sup> Les comptes de ce secteur ont été révisés en 2003 à la lumière des résultats des enquêtes effectuées auprès des grandes entreprises. Il est apparu que les exportations de services adoptées dans les comptes 1997-2002 étaient sous-évaluées.

en 2007 d'après les relevés de prix de la Chambre du commerce, de l'industrie et de l'agriculture de Beyrouth (CCIAB).

***c) Le service de logement***

La production du service de logement comprend les loyers payés par les administrations publiques et la valeur locative des logements occupés par les ménages. Les loyers payés par les entreprises ne sont pas connus et en conséquence font partie de la valeur ajoutée des différents secteurs marchands.

En l'absence de statistiques sur l'évolution de l'habitat, l'accroissement du nombre de logements occupés a été supposé être égal au nombre de mariages enregistrés annuellement net des reprises de logements anciens. Ce nombre représente 1% des logements occupés l'année précédente aussi bien en 2006 qu'en 2007. La valeur locative moyenne d'un appartement a par ailleurs été stable.

***d) Les services des hôtels et restaurants***

Par convention et commodité de traitement statistique, la production des hôtels et restaurants est égale à leur chiffre d'affaires diminué de la valeur des achats de nourritures et boissons servies aux clients. Partant des estimations de 1997, la production de ce secteur pour les années suivantes a été estimée en utilisant comme indicateur de croissance réelle la moyenne simple des taux de croissance des arrivées des touristes et de la population résidente. C'est ainsi que le taux de croissance de ce secteur en 2006 a été estimé à -3,7% au regard de la baisse du mouvement touristique : l'arrivée de voyageurs étrangers a baissé de 7,4% en 2006 par rapport à 2005 (de 1 323 mille arrivées en 2005 à 1 226 mille en 2006). En 2007 le nombre de visiteurs étrangers a atteint 1 229 mille, dépassant de très peu les arrivées de 2006.

Les variations des prix des services de restauration sont déduites des observations de la CCIAB. Celles des prix des services d'hôtellerie ont été prises comme étant égales à celles des prix de la restauration.

***e) Les services personnels divers***

Il s'agit des services de loisirs, de soins personnels et ménagers. Ils sont connus grâce à l'enquête sur les budgets des ménages de 1997. L'estimation pour les autres années a été faite de façon arbitraire en appliquant aux données de 1997 un taux de croissance réelle de 1,4%/an pour la période 1997-2002 et de 1,2% pour les années 2003 et 2004, de 1% pour 2005 et 2007 et 0% pour 2006. Le taux de variation des prix est calculé grâce aux relevés de prix de la CCIAB.

***f) Les services de santé***

Les services de santé ont fait l'objet de nombreuses études entre 1997 et 1999 : enquête sur les conditions de vie des ménages (ACS 1997), les comptes de la santé (OMS 1998), enquête sur l'utilisation des services de santé (ACS, OMS 1999). Les estimations retenues pour 1997 sur la base de ces études ont été projetées sur les années suivantes en retenant

l'importation de médicaments comme indicateur de la production des services de santé. Au besoin, les dépenses de la sécurité sociale sont aussi prises en considération.

D'après ces estimations, le secteur de la santé (secteur marchand, à l'exclusion des services publics de santé) aurait connu en 2006 et 2007 une croissance remarquable (+15,4% et +7,7%). Les importations de médicaments ont passé de 647 millions de LL en 2005 à 771 millions en 2006 et à 917 millions en 2007. Par ailleurs la CNSS a déboursé au titre de l'allocation maladie 451 milliards de LL en 2006 et 540 milliards en 2007 contre 439 milliards en 2005.

Les variations des prix (-0,8% en 2006 et +3,3% en 2007) résultent d'un arbitrage entre les observations de l'ACS et de la CCIAB.

#### *g) Les services d'éducation*

La production de services d'éducation comprend uniquement les frais de scolarités et la valeur des services annexes reçus par les écoles et les universités de l'enseignement privé. Les services des écoles publiques et de l'Université libanaise sont comptés avec les services non marchands du secteur de l'administration (voir plus loin chapitre 3, section 2). Les estimations de 1997 ont été projetées sur les années suivantes en fonction de l'évolution du nombre d'élèves et d'étudiants enregistrés dans les établissements d'enseignement privés et des prix de scolarité relevés par l'ACS.

Le résultat de ces estimations fait apparaître un taux de croissance réelle de ce secteur de 2,8% en 2007 contre 2,7% en 2006, 2,9% en 2005 et 6,5% en 2004. Les relevés de prix de l'ACS font apparaître une légère hausse des prix (+1,1% en 2006 et 2,7% en 2007).

#### *h) Les services financiers*

Les services financiers comprennent les services bancaires et les services d'assurances.

La valeur de la production de services bancaires est définie comme étant égale aux intérêts et commissions reçus par les banques, diminués des intérêts payés aux déposants. Les données ayant servi au calcul de la production de ces services sont fournies par les comptes de "pertes et profits" communiqués à la Banque du Liban.

Il est difficile de définir un prix pour les services bancaires. En attendant des travaux d'étude permettant la mise au point d'une méthode de détermination d'un tel prix, les prix des services bancaires ont été supposés constants sur la période étudiée. En conséquence, une partie de la croissance de ce secteur peut être imputable à l'inflation.

La valeur de la production bancaire (banques commerciales et banques d'investissements) a passé de 2 344 milliards de LL en 2005 à 2 787 milliards en 2006 et à 2 990 milliards en 2007.

De même, la production des services d'assurances est définie comme étant égale à la différence entre les primes reçues et les indemnités payées augmentée des revenus des investissements des réserves techniques. Là encore il n'est pas envisagé de définir le prix

du service ainsi défini. Leur valeur a passé de 365 milliards de LL en 2005 à 396 milliards en 2006 et à 449 milliards en 2007.

## Section VII. Le commerce

### *Evolution de la production du service de commerce*

La valeur de la production de services commerciaux est mesurée par les marges commerciales au sens large (différence entre les prix de vente et les prix d'achat) et les commissions reçues par les intermédiaires entre utilisateurs et producteurs de marchandises. Ces marges comprennent les taxes sur la consommation payées par les commerçants et les marges du commerçant à proprement parler. Le tableau n° 9 ci-dessous récapitule les éléments rentrant dans le calcul de la production du secteur commerce.

Seules les taxes payées lors de la rentrée de la marchandise sur le territoire libanais ont pu être répertoriées. Elles comprennent les droits de douanes, la taxe sur la consommation et, depuis 2002, la TVA perçus sur les marchandises importées.

Les marges du commerce intérieur sont égales à la différence entre la valeur des emplois de biens et services et celle des importations et de la production locale diminuée du montant des taxes payées par les importateurs. Ainsi calculées, les marges comprennent les taxes internes telles que la TVA interne que les statistiques actuelles ne permettent pas d'affecter aux différents groupes de produits.

Tableau n° 9  
Compte du secteur commercial 2005-2007

| Composantes du produit        | Valeurs<br>en milliards de LL |              |               | Variations en %/an |            |             |             |
|-------------------------------|-------------------------------|--------------|---------------|--------------------|------------|-------------|-------------|
|                               | 2005                          | 2006         | 2007          | des prix           |            | des volumes |             |
|                               |                               |              |               | 2006               | 2007       | 2006        | 2007        |
| Taxes sur les importations    | 2 643                         | 2 451        | 2 856         | -4,2               | -2,2       | -3,2        | 19,1        |
| Marges du comm. intérieur     | 5 449                         | 5 724        | 6 580         | 8,9                | 3,7        | -3,5        | 10,9        |
| Services du comm. extérieur   | 917                           | 753          | 724           | 0,0                | 0,0        | -17,8       | -3,9        |
| <b>Total= production</b>      | <b>9 008</b>                  | <b>8 928</b> | <b>10 161</b> | <b>4,2</b>         | <b>1,7</b> | <b>-4,9</b> | <b>11,9</b> |
| -Consommation intermédiaire   | 1 375                         | 1 344        | 1 574         | 2,4                | 3,2        | -4,6        | 13,5        |
| <b>= Valeur ajoutée brute</b> | <b>7 633</b>                  | <b>7 585</b> | <b>8 587</b>  | <b>4,5</b>         | <b>1,4</b> | <b>-4,9</b> | <b>11,6</b> |

Le calcul des marges aux prix de l'année précédente revient à calculer les marges d'une année en appliquant au volume des biens échangés, le coefficient de marge de l'année précédente. Ce calcul a été fait séparément pour les taxes et les marges du commerce intérieur. En ce qui concerne les prix des services du commerce extérieur, aucune estimation de leur évolution n'est possible ; ils ont été maintenus au même niveau.

La lecture du tableau n° 9 nous apporte les renseignements suivants :

- Les taxes sur les importations ont baissé de 7,2% en 2006 et haussé de 16,5% en 2007. Par comparaison au taux de croissance des importations en valeur aux prix courant (+2,3% en 2006 et +25,8% en 2007), cela dénote une baisse importante dans le ratio taxes sur importations qui passe de 19,4% en 2005 à 17,5% en 2006 et à 16,3% en 2007. Si les prix à l'importation et les taux de taxation n'avaient pas changé, la valeur des taxes à l'importation aurait atteint 2 558 milliards de LL, en 2006 soit une baisse par rapport à 2005 de 3,2% seulement, ce qui est aussi différent du taux de variation réelle des importations (-2,4%). Cet écart résulte uniquement de la différence entre la croissance des importations de produits taxés et celle de produits exempts. En sens inverse, les taxes à prix et taux constants auraient entraîné en 2007 une hausse de 19,1%, hausse supérieure au taux de croissance des importations à prix constant qui avait atteint 16,8%.

Les marges du commerce intérieur ont par contre augmenté aussi bien en 2006 qu'en 2007 (+5% et +15,3%). Calculées à prix et taux de marge constants les marges auraient atteints 5 258 milliards de LL en 2006, soit en baisse de 3,5%, et 6 349 milliards en 2007, soit une hausse de 10,9% par rapport à 2006. En conséquence, les « prix » du service de commerce auraient haussé de 8,9% en 2006 et 3,7% en 2007.

#### ***La consommation intermédiaire et la valeur ajoutée dans le secteur du commerce***

La consommation intermédiaire est estimée pour l'année 1997 puis projetée sur les années suivantes suivant les mêmes méthodes que dans les autres secteurs de l'économie. Rappelons que les services de transport de marchandises ne sont pas inclus dans les entrants du commerce, ce qui entraîne une légère surévaluation de la valeur ajoutée dans ce secteur contrebalançant la sous-évaluation de la valeur ajoutée du secteur des transports.

Les prix des produits consommés par le secteur du commerce ont haussé dans l'ensemble de 2,4% en 2006 et de 3,2% en 2007.

#### **Section VIII. Les services non marchands**

Les services non marchands sont fournis par les administrations publiques qui comprennent l'Administration centrale, les administrations autonomes et les municipalités. Comme leur dénomination l'indique, ces services ne sont pas vendus sur un marché et n'ont donc pas de prix au sens courant du terme. Leur valeur est alors estimée à leurs coûts constitués par les trois éléments suivants : valeur des biens et services marchands consommés, valeur de l'amortissement du capital fixe public et salaires des fonctionnaires.

Seuls les comptes de l'Administration centrale et ceux du Conseil du développement et de la reconstruction (CDR) sont publiés régulièrement ; les dernières publications sont relatives à l'année 2006, les comptes de 2007 étant provisoires. Les autres administrations ont fait l'objet d'estimations. Ces estimations ont été projetées sur les autres années à partir d'indicateurs contenus dans les comptes du Trésor public.

Le tableau n° 10 montre le détail des éléments rentrant dans le calcul de la production.

Tableau n° 10  
Calcul de la production des services non marchands 2005-2007

| Eléments du coût                   | Valeurs<br>en milliards de LL |              |              | Variations en %/an |            |             |            |
|------------------------------------|-------------------------------|--------------|--------------|--------------------|------------|-------------|------------|
|                                    | 2005                          | 2006         | 2007         | des prix           |            | des volumes |            |
|                                    |                               |              |              | 2006               | 2007       | 2006        | 2007       |
| <b>Achats de B. &amp; S.</b>       |                               |              |              |                    |            |             |            |
| Energie et eaux                    | 88                            | 123          | 143          | 10,2               | 8,7        | 25,7        | 7,6        |
| Produits manufacturés              | 148                           | 138          | 161          | 3,7                | 8,0        | -9,8        | 8,3        |
| Transport et communications        | 23                            | 29           | 34           | 2,1                | 0,1        | 23,0        | 16,8       |
| Services financiers                | 693                           | 903          | 935          | 0,0                | 0,0        | 30,3        | 3,5        |
| Autres services marchands          | 678                           | 545          | 548          | 0,2                | 1,3        | -19,8       | -0,7       |
| <b>Total : cons. intermédiaire</b> | <b>1 630</b>                  | <b>1 738</b> | <b>1 822</b> | <b>1,0</b>         | <b>1,7</b> | <b>5,5</b>  | <b>3,1</b> |
| <b>Valeur ajoutée brute</b>        | <b>3 338</b>                  | <b>3 377</b> | <b>3 553</b> | <b>0,0</b>         | <b>0,0</b> | <b>1,2</b>  | <b>5,2</b> |
| <i>Amortissements</i>              | 672                           | 665          | 664          | 0,0                | 0,0        | -1,1        | -0,1       |
| <i>Salaires</i>                    | 2 665                         | 2 712        | 2 889        | 0,0                | 0,0        | 1,8         | 6,5        |
| <b>Valeur de la production</b>     | <b>4 968</b>                  | <b>5 115</b> | <b>5 375</b> | <b>0,4</b>         | <b>0,6</b> | <b>2,6</b>  | <b>4,5</b> |

La valeur des biens et services marchands consommés constitue la consommation intermédiaire dans le processus de production ; la valeur ajoutée des administrations est donc égale aux salaires des fonctionnaires et à l'amortissement du capital fixe à usage collectif.

**a) La consommation intermédiaire de biens et services marchands**

En 2006 et 2007, plus de 50% des biens et services marchands consommés par les administrations publiques sont constitués par la valeur des services bancaires inclus dans le service de la dette. En effet, une partie des intérêts payés par l'Etat aux banques ayant souscrit aux bons du Trésor constitue le paiement du service bancaire dont la valeur est mesurée par la différence entre les intérêts reçus et les intérêts payés aux déposants. La valeur estimée de ce service a fortement augmenté en 2006. Cela est la conséquence de l'augmentation des intérêts payés aux banques qui passent de 1 978 milliards en 2005 à 2 502 milliards en 2006 et à 2 754 milliards en 2007.

**b) La valeur ajoutée des administrations publiques**

La valeur ajoutée des administrations est calculée aux coûts des facteurs à savoir : valeur de l'usure du capital fixe (amortissements) et rémunération du facteur travail. Par convention, les intérêts payés nets de la valeur des services bancaires ne sont pas comptés dans la valeur ajoutée des administrations publiques et ne font donc pas partie du PIB.

La valeur des amortissements des biens publics est, par convention, égale au trentième de leur valeur actualisée. Cette valeur a été calculée en cumulant les dépenses de l'Etat pour la formation brute de capital fixe des trente dernières années, la valeur des dépenses

d'une année passée étant actualisée par un indice de prix adéquat. A défaut de l'existence d'un tel indice, nous avons adopté l'indice du salaire minimum. (Voir en annexe le détail des calculs). Ainsi calculée, la valeur des amortissements a été en légère baisse en 2006 et 2007. Cette baisse est la conséquence de la décroissance du rythme des investissements publics ces dernières années.

*La rémunération des salariés* des administrations publiques comprend le salaire de base, les primes et indemnités diverses ainsi que les cotisations patronales aux organismes de sécurité sociale. Le coût du facteur travail a progressé en 2006 de 1,8% et de 6,5% en 2007.

***c) La variation en volume des services non marchands***

Les services non marchands n'ayant pas de prix à proprement parler, le calcul du volume de tels services aux prix d'une année de référence se fait en additionnant les éléments du coût évalués aux prix de référence choisis. Seuls les prix des produits consommés ont varié (+1 % en 2006 et 1,9% en 2007), les prix des facteurs de production (salaires et indice de valorisation du capital fixe) n'ont pas changé durant la période.

Ainsi la variation en volume des services non marchands aura été de +2,6% en 2006 et 4,5% en 2007 pour une variation en valeur respectivement de 2,9% et 5,2%.



## Chapitre 2 Les importations

Les importations comprennent les importations de biens sur le territoire national et les dépenses de consommation hors du territoire de résidents au Liban. Les importations de services n'apparaissent pas car elles sont déduites des exportations de services.

Les importations de biens sur le territoire sont connues grâce aux statistiques douanières. Leur valeur comprend les coûts du fret et de l'assurance jusqu'aux postes douaniers (prix caf). Cependant, quelques modifications sont apportées à ces statistiques : en premier lieu, l'importation de lingots d'or pour la constitution de réserves ou dans un but spéculatif n'est pas prise en compte ; seule la partie de l'or utilisée dans la joaillerie est incluse dans les importations. En second lieu, la valeur et les quantités de produits pétroliers importés ont été modifiées suivant les statistiques fournies par la direction générale du pétrole<sup>8</sup>.

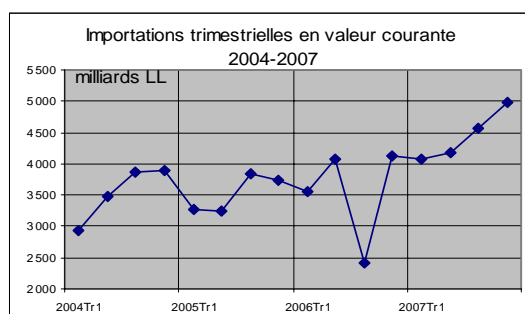
Le tableau n° 11 récapitule le chiffre des importations suivant le classement adopté pour l'élaboration des comptes et leur évolution durant les années 2006 et 2007 en valeur et en volume.

En 2006, les importations au sens territorial étaient en forte croissance durant les deux premiers trimestres par rapport à la période correspondante de 2005 ainsi que le montre le graphique ci-dessous. La forte chute enregistrée durant le troisième trimestre suite à guerre de juillet avec Israël, n'a pas été entièrement compensée par la reprise durant le dernier trimestre. Au total les importations ont enregistré durant cette année une hausse en valeur courante de 2,6% mais vu la hausse des prix « caf » le volume des importations a reculé de 2,4%.

<sup>8</sup> Le tableau ci-dessous montre les modifications apportées aux statistiques douanières

|                               | Valeurs en milliards de LL |               |               | Variations en % par an |            |             |             |
|-------------------------------|----------------------------|---------------|---------------|------------------------|------------|-------------|-------------|
|                               |                            |               |               | des prix               |            | des volumes |             |
|                               | 2005                       | 2006          | 2007          | 2006                   | 2007       | 2006        | 2007        |
| <b>Valeurs douanières</b>     | <b>14 085</b>              | <b>14 172</b> | <b>17 817</b> | <b>5,2</b>             | <b>7,8</b> | <b>-4,3</b> | <b>16,6</b> |
| Correction pétrole :          |                            |               |               |                        |            |             |             |
| -valeurs douanières           | -2 988                     | -3 282        | -3 578        | 11,9                   | 14,1       | -1,8        | -4,4        |
| +valeurs Direction du pétrole | 2 966                      | 3 208         | 3 624         | 16,5                   | 12,4       | -7,1        | 0,5         |
| Valeurs exclues               | -422                       | -131          | -292          |                        |            |             |             |
| Monnaie                       | -18                        | -8            | -8            |                        |            |             |             |
| lingots d'or                  | -502                       | -219          | -398          | 35,7                   | 13,4       | -67,9       | 60,2        |
| + or pour bijouterie          | 99                         | 96            | 113           | 35,7                   | 13,4       | -28,4       | 3,6         |
| Total des modifications       | -444                       | -205          | -246          |                        |            |             |             |
| <b>Total modifié</b>          | <b>13 640</b>              | <b>13 967</b> | <b>17 571</b> | <b>5,0</b>             | <b>7,7</b> | <b>-2,4</b> | <b>16,8</b> |

La reprise amorcée fin 2006 s'est poursuivie en 2007 avec plus de vigueur. Ainsi les importations ont accusé, durant cette année, une hausse de 25,9% en valeur et de 16,8% en volume. Une bonne partie de cette hausse est probablement due à la nécessité de reconstitution des stocks qui ont été fortement entamés durant le troisième trimestre 2006.



Les prix à l'importation, mesurés par les valeurs unitaires, ont accusé des hausses sensibles durant ces deux années : 5% en 2006 et 7,7% e 2007. La monnaie libanaise vis à vis des principales devises étrangères étant resté stable en 2006, la hausse des prix à l'importation en 2006 est principalement due à la hausse des produits pétroliers. En 2007, à la hausse des prix des produits pétroliers s'ajoute une hausse importante des prix des produits alimentaires tout particulièrement des prix des céréales (+46%), des produits laitiers (+20%) et des corps gras (+15%). L'appréciation de l'Euro (+9%) contribue en partie à ces hausses.

Tableau n° 11  
Importations classées par groupe de produit 2005-2007

| Nature du produit                  | Valeurs<br>en milliards de LL |               |               | Variations en % par an |            |             |             |
|------------------------------------|-------------------------------|---------------|---------------|------------------------|------------|-------------|-------------|
|                                    | 2005                          | 2006          | 2007          | des prix               |            | des volumes |             |
| Produits de l'agriculture          | 565                           | 539           | 822           | 4,6                    | 21,3       | -8,9        | 25,7        |
| Produits de l'élevage              | 288                           | 303           | 313           | -1,0                   | 11,5       | 6,0         | -7,4        |
| Produits pétroliers                | 3 209                         | 3 457         | 3 967         | 16,4                   | 12,7       | -7,5        | 1,8         |
| Produits agro-alimentaires         | 1 291                         | 1 324         | 1 776         | 2,5                    | 9,6        | 0,0         | 22,4        |
| Textiles                           | 890                           | 863           | 963           | -4,9                   | 5,2        | 2,0         | 6,1         |
| Minerais non métalliques           | 515                           | 468           | 695           | 0,4                    | 6,0        | -9,5        | 40,0        |
| Métaux, machines et appareils      | 3 966                         | 4 025         | 5 283         | 3,3                    | 3,7        | -1,7        | 26,6        |
| Bois, caoutchouc, chimie           | 2 282                         | 2 355         | 3 055         | 1,8                    | 6,4        | 1,4         | 21,9        |
| Meubles                            | 101                           | 99            | 109           | -8,8                   | 2,0        | 8,0         | 8,2         |
| Divers                             | 531                           | 534           | 588           | 0,1                    | 3,1        | 0,5         | 6,8         |
| <b>Total import. territoriales</b> | <b>13 640</b>                 | <b>13 967</b> | <b>17 571</b> | <b>4,9</b>             | <b>7,7</b> | <b>-2,4</b> | <b>16,8</b> |
| Dépenses à l'étranger              | 401                           | 289           | 417           | 0,6                    | 4,5        | -28,5       | 38,0        |
| <b>Total</b>                       | <b>14 042</b>                 | <b>14 256</b> | <b>17 988</b> | <b>4,8</b>             | <b>7,6</b> | <b>-3,2</b> | <b>17,2</b> |

Les biens dont l'importation a fortement fluctué en volume durant les deux années sont les produits de l'agriculture (-8,9% en 2006, +25,7% en 2007), les produits agro-alimentaires (+22,4% en 2007), les produits des minerais non métalliques (-9,5% puis +40%), les métaux, machines et appareils (-1,7% puis 26,6%) et les bois et produits chimiques (+21,9% en 2007).

Ces importations répondent en premier lieu au besoin des entreprises et des ménages en biens d'équipement. En effet, comme on peut le constater dans le tableau suivant (tableau n° 12), les biens durables destinés aux ménages ont augmenté en 2007 de 22,3% en valeur et ceux destinés à la formation brute de capital fixe de 32,3%. On notera plus particulièrement la hausse importante de l'importation de matériels destinés au secteur des transport et communications (+63,7% en valeur). La croissance en volume de tels biens est plus difficile à saisir, la variation des valeurs unitaires ne reflétant pas la variation réelle de leurs prix.

Tableau n° 12  
Importations territoriales de biens classés suivant leur utilisation 2005-2007

| Nature de l'utilisation              | Valeurs<br>en milliards de LL |               |               | Variations en % par an |            |             |             |
|--------------------------------------|-------------------------------|---------------|---------------|------------------------|------------|-------------|-------------|
|                                      | 2005                          | 2006          | 2007          | des prix               |            | des volumes |             |
|                                      |                               |               |               | 2006                   | 2007       | 2006        | 2007        |
| Emplois intermédiaires dans          |                               |               |               |                        |            |             |             |
| <i>l'agriculture et l'élevage</i>    | 266                           | 250           | 394           | 5,6                    | 22,5       | -11,0       | 28,9        |
| <i>l'énergie et l'industrie</i>      | 3 579                         | 3 572         | 4 758         | 6,7                    | 12,6       | -6,4        | 18,3        |
| <i>la construction</i>               | 525                           | 527           | 705           | 7,5                    | 8,7        | -6,6        | 23,1        |
| <i>les transports et services</i>    | 1 023                         | 1 089         | 1 315         | 12,6                   | 9,0        | -5,4        | 10,8        |
| <i>secteur non précisé</i>           | 708                           | 725           | 788           | 10,0                   | 9,0        | -7,0        | -0,3        |
| Total des emplois intermédiaires     | 6 100                         | 6 163         | 7 960         | 8,1                    | 11,7       | -6,6        | 15,6        |
| Emplois finals (consommation)        |                               |               |               |                        |            |             |             |
| <i>Biens durables</i>                | 1 906                         | 1 832         | 2 241         | 2,0                    | 2,1        | -5,8        | 19,8        |
| <i>Autres biens</i>                  | 4 300                         | 4 586         | 5 537         | 3,7                    | 8,3        | 2,9         | 11,5        |
| Total des emplois finals             | 6 205                         | 6 417         | 7 778         | 3,2                    | 6,4        | 0,2         | 13,9        |
| Destinés à la FBCF                   |                               |               |               |                        |            |             |             |
| <i>l'agriculture et l'élevage</i>    | 95                            | 87            | 124           | 1,6                    | 5,7        | -10,1       | 34,6        |
| <i>l'industrie</i>                   | 458                           | 399           | 563           | 1,6                    | -0,4       | -14,2       | 41,4        |
| <i>les BTP</i>                       | 62                            | 84            | 82            | -6,1                   | 2,5        | 43,4        | -5,1        |
| <i>les transports et commun.</i>     | 275                           | 339           | 555           | 1,8                    | -4,3       | 21,3        | 70,8        |
| <i>les services et le commerce</i>   | 423                           | 454           | 482           | -6,0                   | -6,0       | 14,3        | 13,1        |
| <i>secteur non précisé</i>           | 22                            | 22            | 28            | 2,1                    | 6,9        | 0,1         | 16,7        |
| Total des emplois pr FBCF            | 1 335                         | 1 386         | 1 833         | -1,4                   | -2,5       | 5,4         | 35,7        |
| <b>Total : Import. territoriales</b> | <b>13 640</b>                 | <b>13 967</b> | <b>17 571</b> | <b>4,9</b>             | <b>7,7</b> | <b>-2,4</b> | <b>16,8</b> |

La reprise de l'activité économique et plus particulièrement la hausse de l'activité de la reconstruction observée en 2007 ont entraîné en deuxième lieu une hausse de l'importation de biens intermédiaires. Les tableaux 13a à 13e donnent des détails sur l'évolution de l'importation des produits intermédiaires à l'usage des différents secteurs de l'économie durant les années 2006 et 2007.

On notera, pour le secteur de l'agriculture et de l'élevage, une très forte fluctuation des quantités de biens intermédiaires importés : -11% en 2006 et +28,9% en 2007 malgré une hausse importante des valeurs unitaires de ces produits (+22,5%). Cela est probablement

du à la reconstitution des stocks plus particulièrement des stocks d'engrais et de pesticides. (Voir tableau 13a)

Tableau n° 13a  
Importation de produits intermédiaires pour l'agriculture et l'élevage 2005-2007

| Nature du produit utilisé | Valeurs<br>en milliards de LL |              |              | Variations en % par an |             |              |             |
|---------------------------|-------------------------------|--------------|--------------|------------------------|-------------|--------------|-------------|
|                           | 2005                          | 2006         | 2007         | des prix               |             | des volumes  |             |
| Semences et plants        | 51,9                          | 49,5         | 70,8         | 3,4                    | 7,5         | -7,7         | 33,0        |
| Engrais                   | 66,9                          | 60,5         | 85,5         | 4,0                    | 18,3        | -13,0        | 19,4        |
| Pesticides                | 34,8                          | 25,0         | 41,1         | 6,8                    | 4,8         | -32,7        | 56,9        |
| Aliments pour bétail      | 108,7                         | 111,4        | 193,6        | 7,6                    | 37,0        | -4,8         | 26,9        |
| Autres produits           | 3,3                           | 3,2          | 3,3          | -2,5                   | 6,1         | -1,7         | -1,3        |
| <b>Total</b>              | <b>265,6</b>                  | <b>249,6</b> | <b>394,4</b> | <b>5,6</b>             | <b>22,5</b> | <b>-11,0</b> | <b>28,9</b> |

Les produits intermédiaires importés pour le secteur de l'énergie et de l'industrie, comprennent les produits pétroliers destinés à la production de l'électricité. Il s'agit essentiellement du fuel oil dont le prix caf a passé de 454 mille LL la tonne en 2005 à 514 mille LL en 2006 et 595 mille LL en 2007. Les autres produits pétroliers importés pour usage industriels n'ont pas pu être identifiés par destination et ont été classés dans les produits non ventilés par secteur utilisateur. (Voir tableau 13e)

Tableau n° 13b  
Importation de produits intermédiaires pour l'énergie et l'industrie 2005-2007

| Nature du produit utilisé       | Valeurs<br>en milliards de LL |              |              | Variations en % par an |             |             |             |
|---------------------------------|-------------------------------|--------------|--------------|------------------------|-------------|-------------|-------------|
|                                 | 2005                          | 2006         | 2007         | des prix               |             | des volumes |             |
| Produits agricoles              | 199                           | 165          | 297          | 11,3                   | 29,8        | -25,4       | 38,6        |
| Produits de l'élevage           | 227                           | 241          | 235          | -1,3                   | 12,8        | 7,5         | -13,3       |
| Produits pétroliers             | 948                           | 931          | 1 150        | 14,3                   | 14,5        | -14,1       | 7,9         |
| Pr. Agroalimentaires            | 127                           | 125          | 148          | 9,1                    | 9,2         | -9,7        | 8,7         |
| Textiles et cuir                | 165                           | 152          | 174          | 1,9                    | 0,7         | -9,2        | 13,2        |
| Minerais non métalliques        | 229                           | 220          | 368          | -0,3                   | 2,6         | -3,8        | 63,4        |
| Pr. Métalliques                 | 927                           | 988          | 1 348        | 6,1                    | 14,7        | 0,5         | 18,9        |
| Bois, caoutchouc, pr. chimiques | 726                           | 723          | 1 005        | 3,2                    | 10,6        | -3,4        | 25,7        |
| Autres produits                 | 31                            | 27           | 32           | 8,2                    | 7,6         | -19,7       | 10,4        |
| <b>Total</b>                    | <b>3 579</b>                  | <b>3 572</b> | <b>4 758</b> | <b>6,7</b>             | <b>12,6</b> | <b>-6,4</b> | <b>18,3</b> |
| <i>pétrole exclu</i>            | <i>2 630</i>                  | <i>2 642</i> | <i>3 607</i> | <i>4,2</i>             | <i>12,0</i> | <i>-3,6</i> | <i>21,9</i> |

Les valeurs unitaires de l'ensemble des produits non pétroliers destinés à l'industrie ont augmenté de 4,2% en 2006 et 12% en 2007 avec une baisse dans les quantités importées de 3,6% en 2006 et une hausse de 21,9% en 2007. On note plus particulièrement (tableau 13b) la forte chute dans l'importation d'animaux vivants destinés à la production de la viande en 2007 (-13,3%) après une hausse enregistrée en 2006. Ainsi l'importation de

bovins destinés à la boucherie a passé de 86 324 tonnes en 2005 à 92 749 tonnes en 2006 pour reculer à 81 267 tonnes en 2007. De même, celle d'ovins a chuté à 7 418 tonnes en 2007 après avoir passé de 8 819 tonnes en 2005 à 10 010 tonnes en 2006. On notera en sens inverse l'augmentation des quantités importées de produits agricoles destinés à l'industrie alimentaire survenant après la baisse de 2006. Il s'agit surtout du blé dur dont l'importation a atteint 405 140 tonnes en 2007 après avoir chuté de 402 406 en 2005 à 321 451 tonnes en 2006. A noter aussi la même fluctuation en ce qui concerne les matières premières destinées à la fabrication des corps gras alimentaires telles que les graines de sésame dont l'importation a baissé de 20 701 tonnes en 2005 à 16 786 tonnes en 2006 pour remonter à 23 459 tonnes en 2007.

Dans l'ensemble, la valeur des biens intermédiaires importés *pour la construction* a été stable en 2006 et en forte hausse en 2007 (+33,8%) mais vu la hausse des prix durant ces deux années, les quantités importés de ces produits ont progressé de 23,1% en 2007 après avoir accusé une baisse de 6,6% en 2006. Le tableau 13c ci-dessous donne l'évolution de l'importation des différents types de biens rentrant dans la production des bâtiments et travaux publics.

Tableau n° 13c  
Importation de produits intermédiaires pour la construction 2005-2007

| Nature du produit utilisé | Valeurs<br>en milliards de LL |            |            | Variations en % par an |            |             |             |
|---------------------------|-------------------------------|------------|------------|------------------------|------------|-------------|-------------|
|                           | 2005                          | 2006       | 2007       | des prix               |            | des volumes |             |
|                           |                               |            |            | 2006                   | 2007       | 2006        | 2007        |
| Pierres, sables, ciment   | 70                            | 59         | 90         | 2,6                    | 11,0       | -18,0       | 37,4        |
| Produits céramiques       | 76                            | 72         | 97         | -1,4                   | 7,7        | -3,9        | 25,5        |
| Verres                    | 31                            | 23         | 27         | -3,0                   | 11,8       | -24,8       | 5,9         |
| Métaux                    | 206                           | 229        | 302        | 20,6                   | 10,2       | -7,8        | 19,5        |
| Machines, appareils       | 105                           | 105        | 135        | -1,0                   | 6,5        | 0,4         | 21,6        |
| Bois, produits chimiques  | 36                            | 40         | 53         | -2,3                   | 2,5        | 13,2        | 31,7        |
| <b>Total</b>              | <b>525</b>                    | <b>527</b> | <b>705</b> | <b>7,5</b>             | <b>8,7</b> | <b>-6,6</b> | <b>23,1</b> |

En ce qui concerne l'importation de biens intermédiaires destinés *aux transports et services*, on notera la progression de la valeur des carburants importés pour le secteur des transports, due en grande partie à la hausse des prix du pétrole, les quantités ayant baissé en 2006 et haussé de façon modérée en 2007 (Voir tableau 13d).

Il faut remarquer enfin, que certains produits sont susceptibles d'être utilisés indistinctement dans plus d'un secteur, sans que l'on puisse établir une clé de répartition. C'est le cas en particulier des carburants liquides tels que le gaz oil ainsi que certains produits chimiques (Voir tableau 13e).

Tableau n° 13d  
 Importation de produits intermédiaires pour les transports et services 2005-2007

| Nature du produit utilisé              | Valeurs<br>en milliards de LL |              |              | Variations en % par an |            |             |             |
|--|-------------------------------|--------------|--------------|------------------------|------------|-------------|-------------|
|  | 2005                          | 2006         | 2007         | des prix               |            | des volumes |             |
|  |                               |              |              | 2006                   | 2007       | 2006        | 2007        |
| Produits pétroliers                    | 706                           | 770          | 916          | 19,0                   | 11,8       | -8,3        | 6,4         |
| Produits non pétroliers                | 317                           | 319          | 399          | -0,4                   | 3,0        | 0,9         | 21,7        |
| <i>Pr. Métalliques</i>                 | 134                           | 140          | 187          | -1,8                   | 3,4        | 6,9         | 29,1        |
| <i>Bois, caoutchouc, pr. chimiques</i> | 102                           | 96           | 120          | -0,3                   | 2,9        | -5,7        | 21,6        |
| <i>Autres produits</i>                 | 82                            | 78           | 89           | 2,2                    | 2,4        | -6,8        | 11,3        |
| <b>Total</b>                           | <b>1 023</b>                  | <b>1 089</b> | <b>1 315</b> | <b>12,6</b>            | <b>9,0</b> | <b>-5,4</b> | <b>10,8</b> |

Tableau n° 13e  
 Importation de produits intermédiaires non ventilés par secteur 2005-2007

| Nature du produit utilisé              | Valeurs<br>en milliards de LL |            |            | Variations en % par an |            |             |             |
|--|-------------------------------|------------|------------|------------------------|------------|-------------|-------------|
|  | 2005                          | 2006       | 2007       | des prix               |            | des volumes |             |
|  |                               |            |            | 2006                   | 2007       | 2006        | 2007        |
| Produits pétroliers                    | 477                           | 519        | 523        | 14,1                   | 11,8       | -4,7        | -9,8        |
| Produits non pétroliers                | 231                           | 206        | 265        | 1,0                    | 4,0        | -11,6       | 23,5        |
| <i>Bois, caoutchouc, pr. chimiques</i> | 178                           | 155        | 205        | 2,0                    | 5,9        | -14,4       | 24,9        |
| <i>Autres produits</i>                 | 53                            | 51         | 60         | -1,9                   | -2,1       | -2,5        | 19,2        |
| <b>Total</b>                           | <b>708</b>                    | <b>725</b> | <b>788</b> | <b>10,0</b>            | <b>9,0</b> | <b>-7,0</b> | <b>-0,3</b> |

**Quant aux dépenses de consommation à l'étranger**, elles ont été estimées pour l'année 1997 suivant les données de l'enquête sur le budget des ménages. Vu l'absence d'observations directes durant la période suivant 1997, ces dépenses ont été supposées évoluer en volume suivant le mouvement des voyageurs libanais vers l'étranger : -28,5% en 2006 et +38% en 2007.

Le calcul de l'évolution des dépenses en valeur a été effectué en adoptant comme indicateur des prix la moyenne des cours de l'euro et du dollar américain par rapport à la livre libanaise. Le cours du dollar est maintenu constant par la Banque de Liban, quant à celui de l'Euro il a haussé de 1,2% en 2006 et de 9% en 2007.

### Chapitre 3 La consommation

La consommation finale constitue la partie la plus importante des emplois des biens et services et représente, suivant les années, entre 70 et 75% des ressources disponibles. Elle est formée de la consommation des ménages (ou consommation privée) et des administrations (ou consommation publique). Les deux sections qui suivent présentent les détails de chacun des deux types de consommation.

#### Section I. La consommation des ménages

La consommation des ménages est obtenue à partir de l'estimation de la consommation privée sur le territoire national (consommation intérieure) en retranchant la consommation des touristes et en ajoutant les dépenses de consommation des voyageurs libanais à l'étranger. Cette consommation a été estimée lors de l'élaboration des comptes de 1997 sur la base des résultats de l'enquête sur les budgets des ménages. L'estimation pour les autres années est faite de façon indirecte par l'utilisation d'indicateurs adéquats.

Le tableau n° 14 montre l'évolution de la consommation des ménages suivant ses différentes composantes. Un indice des prix à la consommation a été élaboré spécialement pour apprécier l'évolution réelle de la consommation. Les sources des données sont publiées dans l'annexe.

Tableau n° 14  
Consommation des ménages par nature 2005-2007

| Nature du produit              | Valeurs<br>en milliards de LL |               |               | Variations en % par an |            |             |            |
|--------------------------------|-------------------------------|---------------|---------------|------------------------|------------|-------------|------------|
|                                | 2005                          | 2006          | 2007          | des prix               |            | des volumes |            |
|                                |                               |               |               | 2006                   | 2007       | 2006        | 2007       |
| Produits alimentaires          | 6 765                         | 6 944         | 8 074         | 8,0                    | 11,1       | -4,9        | 4,7        |
| Tabac                          | 564                           | 507           | 561           | 1,2                    | 0,2        | -11,2       | 10,3       |
| Textiles et habillement        | 1 952                         | 2 013         | 1 931         | 5,7                    | -4,2       | -2,5        | 0,1        |
| Energie et eaux                | 1 778                         | 1 714         | 1 806         | 1,7                    | 3,8        | -5,2        | 1,5        |
| Biens durables                 | 2 975                         | 2 883         | 3 495         | 3,2                    | 4,7        | -6,1        | 15,8       |
| Autres produits manufacturés   | 1 996                         | 1 984         | 2 307         | 2,3                    | 5,2        | -2,8        | 10,5       |
| Transport et communication     | 2 907                         | 2 789         | 3 084         | 2,2                    | 5,2        | -6,2        | 5,1        |
| Service de logement            | 2 376                         | 2 400         | 2 423         | 0,0                    | 0,0        | 1,0         | 1,0        |
| Education et santé             | 4 885                         | 5 223         | 5 776         | 0,4                    | 2,9        | 6,5         | 7,4        |
| Autres services                | 2 687                         | 2 755         | 3 064         | 1,1                    | 6,3        | 1,5         | 4,6        |
| <b>Consommation intérieure</b> | <b>28 885</b>                 | <b>29 213</b> | <b>32 521</b> | <b>3,2</b>             | <b>5,0</b> | <b>-2,0</b> | <b>6,0</b> |
| -Dépense nette des voyageurs   | -1 122                        | -1 167        | -1 116        | 3,8                    | 5,2        | 0,2         | -9,1       |
| <b>Total</b>                   | <b>27 763</b>                 | <b>28 045</b> | <b>31 404</b> | <b>3,2</b>             | <b>5,0</b> | <b>-2,1</b> | <b>6,6</b> |

La consommation privée intérieure (des ménages et des touristes sur le territoire) a régressé en 2006 (-2,0% en volume) mais a repris en 2007 accusant un taux de croissance réelle de 6,0%. La hausse des prix ayant atteint +3,2% en 2006 et 5% en 2007, la valeur de cette consommation a continué à progresser lentement en 2006 (+1,1%) et de façon plus importante en 2007 (+11,3%). Cette évolution est le résultat de la reprise par les ménages de leurs dépenses notamment pour l'achat de biens d'équipement, dépenses qui avaient été freinées par la guerre de juillet 2006. Ci-dessous un aperçu sur l'évolution des différents postes de dépenses.

#### a) La consommation alimentaire

En 2006, les mouvements de la population résidente sur le territoire conjugués à une hausse des prix, ont entraîné une baisse dans le volume des produits alimentaires consommés. Ainsi la légère hausse des dépenses des ménages pour l'alimentation (2,6%) provient d'une hausse des prix plus forte que la baisse des volumes (+8% contre -4,9%). En 2007 par contre, le volume de la consommation augmente malgré une augmentation des prix, progression due probablement au retour de la population qui s'était réfugiée à l'extérieur et à l'amélioration des conditions de vie. Suite à cette évolution, la part de la consommation alimentaire dans la consommation privée intérieure a passé de 24,4% en 2005 à 24,8% en 2006 et à 25,7% en 2007.

La valeur de la consommation alimentaire est détaillée dans le tableau n° 15 ci-dessous. Il montre la variation des prix des différentes sortes de produits alimentaires et l'évaluation de la croissance du volume de chaque catégorie de consommation.

Tableau n° 15  
Consommation alimentaire des ménages par nature 2005-2007

| Nature du produit                    | Valeurs<br>en milliards de LL |              |              | Variations en % par an |             |             |            |
|--------------------------------------|-------------------------------|--------------|--------------|------------------------|-------------|-------------|------------|
|                                      | 2005                          | 2006         | 2007         | des prix               |             | des volumes |            |
| Produits agricoles :                 | 1 642                         | 1 796        | 1 982        | 15,2                   | 8,5         | -5,1        | 1,7        |
| <i>Fruits</i>                        | 745                           | 781          | 839          | 11,8                   | 5,0         | -6,3        | 2,4        |
| <i>Légumes</i>                       | 809                           | 925          | 1 036        | 19,4                   | 11,4        | -4,2        | 0,5        |
| <i>Céréales et autres</i>            | 88                            | 89           | 106          | 5,4                    | 9,6         | -3,2        | 8,6        |
| Pr. de l'élevage et de la pêche      | 552                           | 506          | 722          | 8,1                    | 27,2        | -15,2       | 12,0       |
| Pr. des ind. alimentaires :          | 4 571                         | 4 642        | 5 370        | 5,4                    | 10,1        | -3,6        | 5,0        |
| <i>Viandes fraîches</i>              | 1 141                         | 1 201        | 1 311        | 8,2                    | 8,6         | -2,7        | 0,5        |
| <i>Pâtes alimentaires</i>            | 872                           | 876          | 1 038        | 2,5                    | 13,6        | -2,0        | 4,3        |
| <i>Produits laitiers</i>             | 719                           | 731          | 886          | 5,1                    | 17,0        | -3,2        | 3,7        |
| <i>Corps gras</i>                    | 435                           | 456          | 509          | 8,6                    | 10,9        | -3,6        | 0,7        |
| <i>Sucre, chocolat et confiserie</i> | 189                           | 196          | 219          | 10,3                   | 5,2         | -6,3        | 6,6        |
| <i>Conserves</i>                     | 242                           | 233          | 262          | 3,4                    | 7,4         | -6,9        | 4,7        |
| <i>Autres préparations aliment.</i>  | 470                           | 466          | 532          | 3,0                    | 5,0         | -3,7        | 8,7        |
| <i>Boissons alcoolisées</i>          | 131                           | 119          | 142          | 1,4                    | 7,2         | -10,7       | 11,9       |
| <i>Boissons non alcoolisées</i>      | 372                           | 365          | 471          | 3,0                    | 5,0         | -4,6        | 22,8       |
| <b>Total</b>                         | <b>6 765</b>                  | <b>6 944</b> | <b>8 074</b> | <b>8,0</b>             | <b>11,1</b> | <b>-4,9</b> | <b>4,7</b> |



Remarque : la forte variation en 2007 dans la consommation des produits de l'élevage (lait frais, œufs et miel) et de la pêche est peut être factice ; elle est due en fait à la forte chute de la consommation de ces produits en 2006 à cause de la guerre de juillet. Sur les deux ans, le taux de progression de la consommation a été négative (-2,1% en moyenne par an) avec une hausse importante des prix, des œufs notamment.

#### ***b) Consommation de tabac***

Les achats de tabac manufacturé par les résidents et les non-résidents sur le territoire ont, d'après les statistiques de la Régie des tabacs, ont régressé de façon importante en 2006 puis progressé en 2007 pour reprendre leur niveau atteint en 2005. (-11,2% puis +10,3% en volume) : les ventes de la Régie ont en effet atteint en 2006 leur plus bas niveau enregistré depuis 1997 : 7 252 tonnes contre 8 729 tonnes en 2004. Ce sont les ventes de tabac local qui ont le plus fortement chuté passant de 1 671 tonnes en 2004 à 675 tonnes en 2006.

#### ***c) Les dépenses privées sur les textiles et l'habillement***

Les dépenses de consommation sur les textiles et l'habillement n'ont pas retrouvé leur niveau atteint en 2005 après une augmentation survenue en 2006 suite à une hausse des prix. A la hausse des prix de 5,7% en 2006 a correspondu une baisse inférieure des quantités consommées (-2,5%). Ces dépenses qui représentaient environ 7% de la consommation totale en biens et services marchands, n'en représentent plus que 6,1% en 2007. Nous disposons de peu de détails sur l'évolution de la consommation de chacune des différentes composantes de ce groupe de produits qui comprend outre les articles d'habillements, les articles en cuir, les linges de maison et les tapis.

#### ***d) La consommation privée d'énergie***

La consommation privée d'énergie comprend les dépenses sur l'électricité, l'eau et les produits pétroliers. Le coefficient budgétaire de ce poste de dépense a régressé passant de 6,4% en 2005 à 5,7% en 2007. Remarquons l'accroissement modeste des prix au regard de la hausse des prix des produits pétroliers est dû au gel des prix de l'électricité et de l'essence.

Le tableau n° 16 donne le détail de la consommation d'énergie et eaux. On y relève que la consommation d'électricité a progressé de 1% en 2007 avec une hausse du prix moyen du kilowattheure de 3,9%. (Rappelons qu'à tarif constant, le prix moyen peut changer suivant la structure de la consommation du fait de la progressivité du tarif).

A défaut de statistiques récentes, la consommation d'eau a été estimée en supposant qu'elle augmente avec le même rythme que la population les prix étant restés inchangés.

La quantité des produits pétroliers consommés a augmenté de 1,4% en 2007 après un recul de 5,6% en 2006. La progression des prix a été plutôt modérée entre 3 et 4,5% par an.

Les produits pétroliers ont deux usages par les ménages : un usage pour les transports (essence pour les voitures privées) et un usage domestique pour le chauffage et la cuisine (gasoil et gaz butane).

Tableau n° 16  
Consommation des ménages d'énergie et eaux 2005-2007

| Nature du produit    | Valeurs<br>en milliards de LL |              |              | Variations en % par an |            |             |            |
|----------------------|-------------------------------|--------------|--------------|------------------------|------------|-------------|------------|
|                      | 2005                          | 2006         | 2007         | des prix               |            | des volumes |            |
| Electricité          | 677                           | 637          | 668          | 0,3                    | 3,9        | -6,2        | 1,0        |
| Eau                  | 157                           | 157          | 159          | 0,0                    | 0,0        | 0,0         | 1,0        |
| Produits pétroliers  | 925                           | 900          | 953          | 3,0                    | 4,5        | -5,6        | 1,4        |
| Combustibles solides | 19                            | 20           | 25           | 3,2                    | 2,1        | 0,4         | 25,8       |
| <b>Total</b>         | <b>1 778</b>                  | <b>1 714</b> | <b>1 806</b> | <b>1,7</b>             | <b>3,8</b> | <b>-5,2</b> | <b>1,5</b> |

Note : la consommation des produits pétroliers a été révisée à la baisse.

- Les quantités d'essence consommées ont très peu augmenté entre 2004 et 2007 (+3,4% en trois ans soit en moyenne 1,1% par an) malgré une hausse très modérée des prix. En effet, grâce à la politique de stabilisation des prix adoptée par le gouvernement, le prix moyen des vingt litres a passé de 22 050 en 2004 à 22 187 en 2006 et à 23 127 en 2007 après une baisse à 21 555 LL en 2005, alors que le prix à l'importation a haussé environ de 30% en 2005, 19% en 2006 et 12% en 2007. Cela a été possible grâce à la diminution des taxes à la consommation. Ainsi, la part des taxes perçues sur l'essence dans le prix à la consommation est tombée de 55,5% en 2003 à 43,7% en 2004, à 28,7% en 2005, à 21,2% en 2006 et à 18,3% en 2007.
- Les quantités de gasoil consommées par les ménages ont, par contre, été affectées par la très forte hausse du prix de ce carburant : 39,5% en 2005, +13,6% en 2006 et +9,6% en 2007 (de 11 212 LL les 20 litres en 2004 à 19 406 en 2007). On estime à 40% la diminution de la consommation de ce produit par les ménages entre 2004 et 2007.
- Quant au gaz domestique, sa consommation en volume avait diminué de 6% en 2005 suite à une hausse de son prix de 9,8% : le prix moyen de la bouteille de 10 kg a été relevé de 12 226 LL en 2004 à 13 426 en 2005. Par la suite cette consommation est restée presque stationnaire ainsi que les prix qui, après une baisse en 2006 ont retrouvé et légèrement dépassé leur niveau de 2005 à 13 572 LL les 10kg.

#### e) L'achat de biens d'équipement par les ménages

Après deux années de restriction, les dépenses des ménages pour l'achat de biens d'équipement ont fortement progressé en 2007 : +21,2% en valeur et +15,8% en volume.

L'achat de voitures constitue le principal poste de dépenses sur les biens d'équipement (environ 63% en 2007). En quantité, l'importation de voitures après avoir baissé entre 2004 et 2006 de 45 443 à 39 702 unités, a atteint 51 937 unités en 2007. En tenant compte

de l'évolution des différentes catégories de voitures, l'accroissement en volume d'achat de voitures privées aurait été de 22,3% et vu l'accroissement des prix (+4,7%), les dépenses des ménages sur l'achat de voitures a augmenté de 28,1% en 2007 par rapport à 2006.

Tableau n° 17  
Achat de biens d'équipement par les ménages 2005-2007

| Nature de l'équipement | Valeurs en milliards de LL |              |              | Variations en % par an |            |             |             |
|------------------------|----------------------------|--------------|--------------|------------------------|------------|-------------|-------------|
|                        | 2005                       | 2006         | 2007         | des prix               |            | des volumes |             |
|                        |                            |              |              | 2006                   | 2007       | 2006        | 2007        |
| Voitures               | 1 782                      | 1 728        | 2 214        | 0,9                    | 4,7        | -3,9        | 22,3        |
| Machines et appareils  | 478                        | 482          | 504          | 7,8                    | 2,9        | -6,4        | 1,6         |
| Meubles                | 264                        | 263          | 293          | -2,5                   | -0,3       | 2,0         | 11,9        |
| Instrument divers      | 217                        | 209          | 255          | 6,3                    | 4,3        | -9,2        | 16,5        |
| Bijoux                 | 233                        | 200          | 229          | 20,8                   | 16,6       | -29,0       | -2,0        |
| <b>Total</b>           | <b>2 975</b>               | <b>2 883</b> | <b>3 495</b> | <b>3,2</b>             | <b>4,7</b> | <b>-6,1</b> | <b>15,8</b> |

Par contre, les dépenses sur l'achat de machines et appareils électroménagers ont évolué de façon plus modérée (+4,6% en 2007).

#### f) La consommation d'autres biens manufacturés

Sous le titre « autres biens manufacturés » sont groupées les catégories suivantes : les produits des industries chimiques et pharmaceutiques pour les soins personnels et ménagers, les produits des éditions et enfin les objets divers en verre, poterie ou en métal. L'évolution de la consommation de ces produits est donnée dans le tableau n° 18.

Tableau n° 18  
Consommation de biens manufacturés selon leur nature 2005-2007

| Nature des biens consommés       | Valeurs en milliards de LL |              |              | Variations en % par an |            |             |             |
|----------------------------------|----------------------------|--------------|--------------|------------------------|------------|-------------|-------------|
|                                  | 2005                       | 2006         | 2007         | des prix               |            | des volumes |             |
|                                  |                            |              |              | 2006                   | 2007       | 2006        | 2007        |
| Pr. chimiques et pharmaceutiques | 1 427                      | 1 516        | 1 769        | 1,6                    | 5,3        | 4,5         | 10,8        |
| Produits des éditions            | 390                        | 366          | 425          | 6,2                    | 5,7        | -11,6       | 9,8         |
| Verreries, ouvrages en métaux    | 112                        | 83           | 113          | -3,5                   | 1,3        | -23,0       | 33,9        |
| Autres produits                  | 67                         | 19           | 0            | 3,9                    | 4,8        |             |             |
| <b>Total</b>                     | <b>1 996</b>               | <b>1 984</b> | <b>2 307</b> | <b>2,3</b>             | <b>5,2</b> | <b>-2,8</b> | <b>10,5</b> |

- Les produits chimiques et pharmaceutiques sont les plus importants de ce groupe. Ils représentent un peu plus de 5% de l'ensemble de la consommation privée intérieure. Les dépenses sur ce poste ont constamment augmenté en valeur et en volume. Relevons en particulier la progression des quantités des médicaments importés et destinés à être vendus au détail. La valeur de ces importations a passé de 593,6 milliards en 2005 à 707,5 en 2006 et à 830,3 en 2007 et les quantités de

4 553 à 5 254 puis à 5 658 tonnes : soit une hausse respectivement de 19,2% et 17,4% dans les valeurs et de 15,4% et 7,7% dans les quantités.

- Les produits des éditions comprennent principalement les journaux, les revues et les livres y compris les livres scolaires. La progression de la dépense des ménages sur ce poste constatée durant les années précédentes a repris en 2007 après un léger recul en 2006.

### g) *Les dépenses privées sur les transports et communications*

Les dépenses des ménages et des touristes sur les transports et les communications constituent un des postes qui ont été les plus affectés par la guerre de juillet 2006 : -4,1% en valeur, -6,2% en volume.

Tableau n° 19  
Consommation intérieure de services de transports et communication 2005-2007

| Nature des biens consommés  | Valeurs en milliards de LL |              |              | Variations en % par an |            |             |            |
|-----------------------------|----------------------------|--------------|--------------|------------------------|------------|-------------|------------|
|                             |                            |              |              | des prix               |            | des volumes |            |
|                             | 2005                       | 2006         | 2007         | 2006                   | 2007       | 2006        | 2007       |
| Transports routiers         | 754                        | 746          | 839          | 2,9                    | 11,4       | -3,8        | 0,9        |
| Transport aérien et voyages | 434                        | 436          | 595          | 1,7                    | 12,8       | -1,1        | 20,8       |
| PTT                         | 1 720                      | 1 607        | 1 651        | 2,1                    | 0,0        | -8,5        | 2,7        |
| <b>Total</b>                | <b>2 907</b>               | <b>2 789</b> | <b>3 084</b> | <b>2,2</b>             | <b>5,2</b> | <b>-6,2</b> | <b>5,1</b> |

En 2007, ce sont les dépenses sur l'utilisation des services de *transport aériens* qui ont repris avec vigueur : +36,5% en valeur, +20,8% en volume, la hausse des prix ayant été de 12,8%. Notons que la consommation intérieure de services de *transport aérien* est égale à la valeur des titres de transport de passagers vendus par les agences de voyage sur le territoire national. Ces ventes sont connues grâce aux statistiques de l' IATA.

Par contre, l'utilisation des *transports routiers* est resté plutôt stable, la hausse de 12,5% enregistrée en 2007 par rapport à 2006 est presque entièrement due à la hausse des prix.

Quant aux dépenses des ménages sur *la poste et les télécommunications*, leur croissance en 2007 a été plus modeste que les celles enregistrées les années précédant 2006 : 22,1% en 2004, +18,0% en 2005 et +2,7% en 2007 mais ce dernier chiffre est sujet à révision, l'administration des PTT n'ayant pas encore publié leurs comptes définitifs.

### h) *La valeur locative des logements*

En l'absence de statistiques sur l'évolution de l'habitat, l'accroissement du nombre de logements occupés a été supposé être égal au nombre de mariages enregistrés annuellement net des reprises de logements anciens. Ce nombre représente 1% des logements occupés l'année précédente aussi bien en 2006 qu'en 2007. La valeur locative moyenne d'un appartement a par ailleurs été stable. Ainsi, la valeur locative des

habitations qui avait été estimée, grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages à 2 059 milliards en 1997, a atteint 2 423 milliards de LL en 2007.

*i) La consommation de services d'éducation et de santé*

Les services sociaux marchands représentent plus de 18% du total de la consommation privée. La croissance réelle de ce poste de dépense n'a pas été affectée par la guerre de juillet 2006. Elle a atteint 6,5% en 2006 et 7,4% en 2007.

Les dépenses sur l'éducation et la santé ont évolué à des rythmes différents ainsi que le montre le tableau n° 20 ci-dessous.

Tableau n° 20  
Consommation de services sociaux selon leur nature 2005-2007

| Nature du service | Valeurs en milliards de LL |              |              | Variations en % par an |            |             |            |
|-------------------|----------------------------|--------------|--------------|------------------------|------------|-------------|------------|
|                   |                            |              |              | des prix               |            | des volumes |            |
|                   | 2005                       | 2006         | 2007         | 2006                   | 2007       | 2006        | 2007       |
| Education         | 3 201                      | 3 323        | 3 509        | 1,1                    | 2,7        | 2,7         | 2,8        |
| Santé             | 1 684                      | 1 900        | 2 267        | -0,8                   | 3,3        | 13,7        | 15,5       |
| <b>Total</b>      | <b>4 885</b>               | <b>5 223</b> | <b>5 776</b> | <b>0,4</b>             | <b>2,9</b> | <b>6,5</b>  | <b>7,4</b> |

Les droits de scolarité payés aussi bien pour l'enseignement primaire et secondaire qu'universitaire privé ont atteint 3 201 milliards en 2005, 3 323 milliards en 2006 et 3 509 milliards de LL en 2007 soit un taux de croissance de 3,8% en 2006 et 5,6% en 2007. Les prix ayant légèrement haussé, la croissance réelle a été de 2,7% et 2,8% par an. Cette croissance est due en très grande partie à la prolifération des universités privées. En effet, le nombre d'étudiants inscrits dans les universités privées passait de 38 202 en 1997 à 71 414 en 2005, 76 334 en 2006 et 87 403 en 2007 ; soit un taux de croissance moyen de 8,1% entre 1997 et 2004, et de 8,5% en 2005, 6,9% en 2006 et 14,9% en 2007. Tandis que durant les mêmes périodes le nombre d'élèves inscrits dans les écoles privées a passé 510 740 à 522 755 (+0,3% en moyenne par an) puis à 528 320 en 2005 (+1,1%), 535 114 en 2006 (+1,3) et 529 378 en 2007 (-1,1%). Au total, le coefficient budgétaire des dépenses d'éducation en scolarités passe de 8,5% en 1997 à 11,5% en 2005, 11,8% en 2006 et 11,1% en 2007.

L'évolution des services de santé est moins bien connue. En supposant que cette évolution est corrélée avec celle des quantités de médicaments importés, on estime que le volume des soins procurés par les services privés de santé a fortement progressé durant les deux années 2006 et 2007 (est-ce l'effet de la guerre ?) : +13,7% en 2006 et +15,5% en 2007. Des relevés de prix des soins médicaux ont par ailleurs montré une très légère baisse des prix en 2006 (-0,8%) suivie d'une hausse plus importante en 2007 (+3,3%). Ainsi les dépenses sur les services de santé auraient haussé de 12,8% en 2006 et 19,3% en 2007 et leur poids dans la consommation des ménages a passé de 6,1% en 2005 à 6,8% en 2006 et 7,2% en 2007.

### *j) La consommation de services individuels*

Les services individuels forment environ 9% de l'ensemble des dépenses des ménages et des touristes sur le territoire national. Ils comprennent les services des hôtels et restaurants, les services d'entretien et de réparation et les services divers tels que les services récréatifs, de soins personnels et les services ménagers.

Le tableau n° 21 ci-dessous montre la composition de ces services et leur évolution entre 2005 et 2007.

Tableau n° 21  
Consommation de services individuels selon leur nature 2005-2007

| Nature du service       | Valeurs en milliards de LL |              |              | Variations en % par an |            |             |            |
|-------------------------|----------------------------|--------------|--------------|------------------------|------------|-------------|------------|
|                         | 2005                       | 2006         | 2007         | des prix               |            | des volumes |            |
|                         |                            |              |              | 2006                   | 2007       | 2006        | 2007       |
| Hôtels et restaurants   | 1 236                      | 1 167        | 1 223        | -2,0                   | 4,2        | -3,7        | 0,6        |
| Entretien et réparation | 99                         | 144          | 193          | 4,1                    | 19,1       | 39,9        | 12,3       |
| Assurances et banques   | 537                        | 583          | 677          | 0,0                    | 0,0        | 8,6         | 16,1       |
| Autres services         | 814                        | 861          | 971          | 5,7                    | 11,7       | 0,0         | 1,0        |
| <b>Total</b>            | <b>2 687</b>               | <b>2 755</b> | <b>3 064</b> | <b>1,1</b>             | <b>6,3</b> | <b>1,5</b>  | <b>4,6</b> |

*Le secteur des hôtels et restaurants* est tributaire en partie du mouvement des touristes et en partie de l'accroissement du niveau de vie de la population résidente. En 2006 le taux de croissance de l'arrivée des voyageurs étrangers a été négatif (-7,4%) ; la fréquentation des hôtels et restaurants par la population locale a été supposée restée stationnaire d'où un taux de croissance réel estimé de ce secteur de -3,7% en 2006. En 2007 l'arrivée des touristes reste stationnaire mais on assiste à un fort mouvement d'arrivées de libanais (voir chapitre 1, section VI, paragraphe c).

La consommation *des services d'entretien et réparation* est déduite à partir de l'estimation de la production de tels services (voir chapitre 1, section VI, paragraphe b).

La consommation de *services financiers* est constituée essentiellement des services d'assurance dont la valeur est égale à la somme des primes versées par les ménages moins les indemnités reçues. Ce secteur qui a connu une forte croissance durant les années précédentes a continué à croître mais à un rythme plus faible (voir chapitre 1, section VI, paragraphe g).

### **Section II. La consommation publique**

Par définition, la consommation publique est égale à la production par les administrations de services non marchands. L'estimation de la valeur de tels services a été exposée dans le chapitre relatif à la production (Chapitre 1, section VIII).

La consommation publique comprend en fait, outre la valeur des services collectifs, les coûts de production de services individuels gratuits (ou presque) tels les services d'éducation et les services de soins médicaux dispensés dans les établissements publics. Normalement, ces services doivent faire l'objet d'une estimation séparée. Le système de comptabilité publique ne permet pas actuellement d'établir un compte distinct pour les services sociaux assurés par l'administration ; on peut cependant en tirer les principaux éléments rentrant dans le calcul de la valeur de tels services. Le tableau n° 22 reprend les frais d'éducation tels qu'ils apparaissent dans la clôture des comptes de l'Etat pour l'enseignement primaire et secondaire et dans les comptes de l'Université libanaise pour l'enseignement supérieur ; il montre aussi les sommes déboursées par le ministère de la santé pour l'hospitalisation de malades soignés aux frais de l'Etat. La clôture des comptes de 2007 n'étant pas disponible, le tableau donne les chiffres pour les années 2002 à 2006 seulement.

Tableau n° 22  
Estimation du coût des services publics d'éducation et de santé 2002-2006

| Nature du service                  | En milliards de LL |            |            |            |            |
|------------------------------------|--------------------|------------|------------|------------|------------|
|                                    | 2002               | 2003       | 2004       | 2005       | 2006       |
| Enseignement primaire et sec.      |                    |            |            |            |            |
| <i>Salaires</i>                    | 460                | 499        | 504        | 495        | 485        |
| <i>Consommation de b. &amp; s.</i> | 22                 | 23         | 41         | 24         | 20         |
| Total                              | 482                | 522        | 545        | 519        | 505        |
| Université libanaise               |                    |            |            |            |            |
| <i>Salaires</i>                    | 128                | 121        | 118        | 116        | ...        |
| <i>Consommation de b. &amp; s.</i> | 16                 | 21         | 17         | 18         | ...        |
| Total                              | 144                | 142        | 135        | 134        | ...        |
| Total Education                    | 599                | 663        | 680        | 653        | ...        |
| Frais d'hospitalisation            | 217                | 274        | 227        | 222        | 180        |
| <b>Total des services sociaux</b>  | <b>816</b>         | <b>937</b> | <b>907</b> | <b>875</b> | <b>...</b> |

Il faudrait, pour compléter l'estimation des coûts de tels services, ajouter une évaluation de l'amortissement des bâtiments scolaires et universitaires appartenant à l'Etat et imputer une partie des frais bancaires supportés par l'Etat pour couvrir son déficit.

La croissance en volume du service d'éducation publique, si on la mesure par l'évolution du nombre d'élèves et d'étudiants inscrits chaque année, est différente de celle des coûts notamment dans l'enseignement primaire et secondaire :

- *Dans l'enseignement primaire et secondaire*, le nombre d'élèves inscrits dans les écoles publiques et privées gratuites a passé de 480,4 mille en 2000-2001 à 485,5 mille en 2004-2005 soit un taux de croissance moyen de 0,3% par an alors que les coûts ont passé durant la même période de 470 à 519 milliards de LL soit un taux de croissance de 2% par an en moyenne. En 2006 ce nombre chute à 475 mille élèves (-2,2%) avec une diminution équivalente des coûts.

- *A l'Université libanaise* par contre, le coût de l'enseignement a varié entre 2001 et 2005 à peu près au même rythme que celui des étudiants : durant cette période le nombre d'étudiants a passé de 71 050 inscrits à 70 065, en baisse de 0,3% par an en moyenne, alors que le taux de croissance annuel moyen des coûts a été de -0,9% par an.

## Chapitre 4 Les investissements

Les investissements matériels sont constitués de la formation brute de capital fixe et de la variation des stocks.

### Section I. La formation brute de capital fixe

La formation brute de capital fixe est calculée globalement en ajoutant à la valeur de la production du secteur de la construction, celle des biens d'équipement achetés par les entreprises et les administrations. La plus grande partie de tels biens étant importés, les statistiques du commerce extérieur fournissent les indicateurs nécessaires à l'estimation de leur valeur. Le tableau n° 23 montre la composition de la formation brute de capital fixe et son évolution de 2005 à 2007.

Tableau n° 23  
La formation brute de capital fixe par nature 2005-2007

| Nature du capital fixe | Valeurs en milliards de LL |              |               | Variations en % par an |            |             |             |
|------------------------|----------------------------|--------------|---------------|------------------------|------------|-------------|-------------|
|                        |                            |              |               | des prix               |            | des volumes |             |
|                        | 2005                       | 2006         | 2007          | 2006                   | 2007       | 2006        | 2007        |
| Bâtiments et T.P.      | 5 030                      | 5 472        | 7 222         | 5,6                    | 13,1       | 3,0         | 16,7        |
| Ouvrages en métaux     | 190                        | 152          | 160           | -7,6                   | 1,0        | -13,3       | 4,2         |
| Machines et appareils  | 856                        | 745          | 884           | -1,7                   | -2,9       | -11,4       | 22,1        |
| Matériel de transport  | 499                        | 613          | 970           | -1,9                   | -5,6       | 25,2        | 67,6        |
| Meubles                | 330                        | 324          | 360           | 0,8                    | 0,9        | -2,6        | 10,2        |
| Autres produits        | 405                        | 456          | 521           | -0,8                   | 4,4        | 13,6        | 9,5         |
| <b>Total</b>           | <b>7 310</b>               | <b>7 762</b> | <b>10 117</b> | <b>3,3</b>             | <b>8,3</b> | <b>2,8</b>  | <b>20,3</b> |

La guerre de juillet 2006 a ralenti le mouvement de hausse des investissements observé les années précédentes. Conséquemment, l'année 2007 peut être considérée comme une année de rattrapage des activités bloquées durant le troisième trimestre 2006. De plus la nécessité de reconstruire l'infrastructure détruite par la guerre a dopé l'activité de la construction comme nous l'avons déjà constaté (chapitre 1, section IV). Ainsi la valeur des investissements réalisés dans le bâtiment et les travaux publics a fait un bond de 32% en 2007 après une progression de 8,8% seulement en 2006. Une partie de cette progression est due à la hausse des prix de la construction. En termes réels, le taux de croissance de ce type d'investissement serait de 16,7% en 2007 contre 3% en 2006.

On relève aussi en 2007 une forte croissance dans l'investissement en biens d'équipement notamment en matériel de transport (+58,2% en valeur) et en machines et appareils dont la valeur a augmenté de 18,7% en 2007 après un recul de 13% en 2006. Les variations de prix utilisés pour le calcul des variations en volume des biens d'équipement sont les valeurs unitaires à l'importation de ces biens augmentées des taxes. Dans ce cas, une variation des prix pourrait être due en partie à une variation de qualité.



### *La répartition de la formation brute de capital fixe entre le secteur privé et le secteur public*

La formation brute de capital fixe des entreprises n'est pas connue directement. Elle est déduite par différence entre la valeur totale et celle des investissements publics. On obtient ainsi non pas les investissements de toutes les entreprises mais ceux du secteur privé. En effet, les investissements publics comprennent, en plus de la formation brute de capital fixe des administrations, les dépenses d'infrastructure de la distribution d'électricité et d'eau et de télécommunications qui constituent une partie de la formation brute de capital fixe des entreprises publiques.

Tableau n° 24  
Répartition de la formation brute de capital fixe par secteur public/privé 2002-2007  
*en milliards de LL*

| Secteur utilisateur | 2002         | 2003         | 2004         | 2005         | 2006         | 2007          |
|---------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| Secteur privé       | 4 700        | 5 252        | 5 935        | 6 438        | 6 854        | 9 106         |
| Secteur public      | 901          | 739          | 950          | 872          | 908          | 1 012         |
| <b>Total</b>        | <b>5 601</b> | <b>5 991</b> | <b>6 884</b> | <b>7 310</b> | <b>7 762</b> | <b>10 117</b> |

Quant aux investissements publics, ils sont estimés à partir des comptes de l'Etat et des administrations autonomes dont le CDR.<sup>9</sup>

Les investissements publics ont renoué avec la croissance en 2004 après une longue période de contraction : +23,6% en valeur contre -8,5% en 2003. Après un recul en 2005, ils sont de nouveau en progression en 2006 (+4,2%) et en 2007 (+11,4%). La nécessité de reconstruire les destructions provoquées par la guerre de juillet 2006 explique en partie cette croissance. En fait, cette croissance aurait dû être plus élevée. En effet, une bonne partie des réparations des ponts et autres infrastructures détruits a été faite grâce à des dons privés ou étrangers. Ces réparations ayant été réalisées directement par les donateurs leurs valeurs n'ont pas été comptabilisées dans les dépenses publiques et apparaissent par suite comme des investissements privés. On estime leur montant à environ 100 milliards de LL.

## **Section II. La variation des stocks**

Aucune statistique n'est disponible sur les stocks auprès des entreprises. Les variations de stocks apparaissant dans les comptes ont été introduites pour régulariser l'emploi des ressources en biens et services d'une année à l'autre. En 2007, le fort accroissement des importations serait dû en partie à la nécessité de reconstituer certains stocks entamés durant 2006 suite à la fermeture du port et l'arrêt des approvisionnements durant six semaines. L'équilibrage des comptes a conduit à estimer à -30 milliards de LL la variation des stocks en 2006 et à +343 milliards de LL en 2007.

Les prix utilisés pour le calcul des variations de stocks en volume sont les valeurs unitaires à l'importation des biens stockés.

<sup>9</sup> Les investissements publics ont été révisés suite au dépouillement des comptes des municipalités et à un examen plus détaillé des projets réalisés par le CDR

## Chapitre 5 Les exportations

Les exportations, suivant les concepts standards, comprennent les exportations au sens territorial et les dépenses des touristes sur le sol national.

Après le frein causé par la guerre en 2006, les exportations ont retrouvé en 2007 leur taux de croissance des années précédentes : 16,6% en 2007 contre 2% en 2006. Les paragraphes qui suivent passent en revue l'évolution des exportations des différents secteurs dont les détails sont donnés dans le tableau n° 25.

Les prix retenus pour évaluer les variations en volume sont, pour les biens exportés, ceux qui sont déduits des statistiques douanières en divisant les valeurs par les quantités. Les prix des services sont supposés être restés constants. Quant à l'indice des prix des dépenses des touristes au Liban, il est supposé être égal à l'indice des prix à la consommation.

Tableau n° 25  
Les exportations de biens et services par nature 2005-2007

| Nature du produit                   | Valeurs en milliards de LL |              |              | Variations en % par an |            |             |             |
|-------------------------------------|----------------------------|--------------|--------------|------------------------|------------|-------------|-------------|
|                                     | 2005                       | 2006         | 2007         | des prix               |            | des volumes |             |
|                                     |                            |              |              | 2006                   | 2007       | 2006        | 2007        |
| Exportations agricoles              | 344                        | 336          | 436          | -1,3                   | 5,4        | -1,0        | 23,1        |
| <i>Produits de l'agriculture</i>    | 323                        | 309          | 396          | -1,6                   | 6,9        | -2,8        | 20,0        |
| <i>Produits de l'élevage</i>        | 21                         | 27           | 40           | 2,1                    | -7,4       | 27,9        | 59,5        |
| Exp. de biens manufacturés          | 3 618                      | 3 713        | 4 875        | 4,5                    | 5,0        | -1,9        | 25,0        |
| <i>Produits agro-alimentaires</i>   | 352                        | 366          | 468          | 5,5                    | 5,3        | -1,7        | 21,5        |
| <i>Textiles et cuir</i>             | 485                        | 498          | 579          | -3,2                   | -1,3       | 6,1         | 17,7        |
| <i>Minerais non métalliques</i>     | 296                        | 225          | 323          | 4,6                    | 3,0        | -27,3       | 39,5        |
| <i>Métaux, machines et appar.</i>   | 1 361                      | 1 416        | 1 957        | 5,0                    | 5,0        | -0,9        | 31,6        |
| <i>Bois, caoutchouc, chimie</i>     | 515                        | 539          | 738          | 4,0                    | 10,4       | 0,7         | 24,1        |
| <i>Meubles</i>                      | 64                         | 84           | 101          | -5,6                   | -0,3       | 39,1        | 20,9        |
| <i>Divers</i>                       | 545                        | 585          | 708          | 12,4                   | 6,7        | -4,6        | 13,5        |
| Total des export. de biens          | 3 962                      | 4 048        | 5 311        | 4,0                    | 5,1        | -1,8        | 24,9        |
| Exportation de services             | 1 561                      | 1 684        | 1 663        | 0,2                    | 0,0        | 7,6         | -1,3        |
| <i>Télécommunications</i>           | 203                        | 198          | 205          | 2,1                    | 0,0        | -4,7        | 3,7         |
| <i>Services aux entreprises</i>     | 383                        | 405          | 430          | 0,0                    | 0,0        | 6,0         | 6,0         |
| <i>Services financiers</i>          | 59                         | 328          | 304          | 0,0                    | 0,0        | 457,1       | -7,2        |
| <i>Commerce</i>                     | 917                        | 753          | 724          | 0,0                    | 0,0        | -17,8       | -3,9        |
| <b>Exportations hors territoire</b> | <b>5 523</b>               | <b>5 733</b> | <b>6 974</b> | <b>2,9</b>             | <b>3,8</b> | <b>0,9</b>  | <b>17,2</b> |
| Dépense des touristes               | 1 523                      | 1 456        | 1 533        | 3,2                    | 5,0        | -7,4        | 0,2         |
| <b>Total général</b>                | <b>7 047</b>               | <b>7 189</b> | <b>8 507</b> | <b>2,9</b>             | <b>4,0</b> | <b>-0,9</b> | <b>13,8</b> |

### *a) Les exportations agricoles*

L'agriculture a souffert plus que les autres secteurs de la mauvaise conjoncture politique de 2006. Mais les exportations agricoles ont vite repris en 2007 atteignant un taux de croissance de 30,6% en valeur et 23,1% en volume. Rappelons que la valeur des exportations agricoles retenue dans les comptes est très nettement supérieure à celle qui apparaît dans les statistiques douanières. Les coefficients de correction qui ont été appliqués varient de 1,5 à 3 suivant les nécessités de l'équilibrage des comptes emplois/ressources des produits agricoles.

En 2007, les exportations de fruits, qui constituent plus de la moitié des exportations agricoles, ont, dans l'ensemble, augmenté de 18,7% en valeur et de 14,4% en volume. On relève aussi une forte croissance dans l'exportation de tabac brut (+42,2%), la Régie ayant ralenti considérablement sa production de cigarettes suite à la chute de la demande.

### *b) Les exportations industrielles*

Comme pour les exportations agricoles, les statistiques douanières relatives à l'exportation de produits manufacturés ont été majorées pour certains biens mais dans des proportions beaucoup plus faibles.

Les exportations industrielles ont repris en 2007 leur tendance à la hausse amorcée à partir de l'année 2000 et freinée en 2006 : +31,3% en valeur par rapport à 2006 et +37,7% par rapport à 2005, soit 16,1% en moyenne par an au cours des deux années. Vu la progression constante des prix à l'exportation la croissance en volume des exportations de biens manufacturés aura été de 11,4% en moyenne par an entre 2005 et 2007.

Il est à noter que les exportations de lingots d'or, comme les importations, ont été exclues des comptes. Leur inclusion aurait faussé les vraies tendances des exportations industrielles. En effet, comme le montre le tableau ci-dessous, les exportations d'or ont fluctué avec une très grande amplitude entre 2004 et 2007 : -33,4% en 2005, +270,3% en 2006 et -29,4% en 2007.

Tableau n° 26  
Exportations de lingots d'or 2004-2007

|                        | 2004   | 2005  | 2006   | 2007   | Tx de variation en %/an |       |       |
|------------------------|--------|-------|--------|--------|-------------------------|-------|-------|
|                        |        |       |        |        | 2005                    | 2006  | 2007  |
| Valeur milliards de LL | 272,3  | 181,3 | 671,4  | 474,2  | -33,4                   | 270,3 | -29,4 |
| Quantité en kg         | 16 504 | 9 878 | 26 994 | 16 254 | -40,1                   | 173,3 | -39,8 |
| Prix en millions LL/Kg | 16,5   | 18,4  | 24,9   | 29,2   | 11,2                    | 35,5  | 17,3  |

- Les industries agroalimentaires ont vu leur exportation s'accroître en 2007 dans presque toutes les branches dans des proportions variables : conserves (+27,3 en valeur, 21,7% en volume), des confiseries et chocolat (17,4% en valeur, 5,1% en volume) et des pâtes (27% en valeur, 22,4% en volume), corps gras alimentaires (33,8% en valeur, 34,9% en volume) et les boissons alcoolisées (27% en valeur, 28% en volume). Dans l'ensemble l'accroissement des exportations de produits

- agroalimentaire a augmenté de 27,9% en valeur et de 21,5% en volume après une baisse en volume de 1,7% durant l'année 2006.
- Les exportations de textiles et cuir ont poursuivi, en 2006 leur ralentissement constaté l'année précédente : 2,7% en valeur contre +5,5% en 2005 et +21,2% en 2004. Elles ont repris en 2007 avec un taux de croissance de 16,2% en valeur. La croissance en volume a été plus élevée à cause de la baisse des prix. Il s'agit essentiellement de chaussures et d'articles en cuir.
  - Les exportations de minéraux non métalliques et les produits à base de ces minéraux ont subi de fortes fluctuations : -27,3% et +39,5% en volume respectivement en 2006 et 2007. En 2006, près de la moitié de ces produits sont constitués de ciment dont l'exportation a passé de 1 654 mille tonnes pour une valeur de 168,2 milliards LL en 2005 à 916 mille tonnes valant 105 milliards de LL en 2006 soit une baisse de 45,9% en quantité et de 37,6% en valeur. En 2007, les quantités de ciment exportées baissent à 903 mille tonnes (-1,5%), mais l'accroissement des prix ayant atteint 8,7%, la valeur des exportations de ce produit augmente de 7,1%. Aussi, la forte croissance des exportations de minerais non métalliques observés en 2007 est due en fait à l'exportation (ou plutôt la réexportation) de diamant naturel brut.
  - Le groupe des métaux, machines et appareils, occupe une place importante dans les exportations industrielles (40% de la valeur des produits manufacturés exportés en 2007). Il est composé des sous-groupes suivants : métaux, à l'exclusion de l'or (12,1%), ouvrages en métaux (6,7%), machines et appareils (18,8%) et matériel de transport (2,4%).
    - o Les exportations de métaux ont augmenté en 2007 de 59% en valeur. Cette hausse provient de l'exportation de ferrailles (déchets) qui ont passé de 133 milliards de LL en 2006 à 239 milliards en 2007.
    - o La valeur des exportations d'ouvrages en métaux a haussé de 26,7%. Parmi les principaux produits exportés de ce sous-groupe on relève les structures métalliques pour la construction dont la valeur des exportations a passé de 21,9 milliards de LL en 2006 à 33,9 milliards en 2007.
    - o Les machines et appareils ont vu leurs exportations augmenter de 27,7% en 2007 par rapport à 2006.
  - Tous les sous-groupes du groupe « bois, caoutchouc, chimie » ont connu une progression de leurs exportations entre 2005 et 2007 : les ouvrages en bois sauf les meubles (de 32,1 milliards de LL en 2005 à 28,3 en 2006 puis à 34,6 milliards en 2007), les papiers et cartons (de 120,9 à 139 puis à 174,4), les produits chimiques de base (de 197,7 à 194,3 puis à 277,8), les ouvrages en caoutchouc (de 6,9 à 12,4 puis à 15,6) et enfin les ouvrages en plastique (de 66,4 à 63,8 puis à 84,7 milliards de LL).
  - Les exportations de meubles, quoique peu importantes, ont également progressé en valeur : +31,3% en 2006 et +20,5% en 2007.
  - Les produits divers comprennent essentiellement les produits des éditions dont les exportations ont augmenté de 16,2% et de 40,2% en valeur, passant de 164 milliards de LL en 2005 à 191 milliards en 2006 et à 267 milliards de LL en 2007 et les bijoux dont les exportations ont augmenté de 2,3% et de 12,7% (passant de 297 à 303 puis à 341 milliards de LL).

### *c) Les exportations de services*

Les échanges de services avec l'extérieur ne sont pas encore bien recensés. Seuls les encaissements nets des services publics de télécommunication sont connus de façon régulière. Les exportations nettes de services de transport ont été négligées. Les exportations nettes de services aux entreprises ont pu être estimées grâce à l'enquête auprès des grandes entreprises effectuées en 2004. Les exportations de services financiers comprennent la partie du produit net bancaire imputée aux intérêts reçus de l'extérieur et l'exportation nette de services de réassurance, celle-ci étant négative. Quant aux recettes du commerce triangulaire retenues dans les comptes, elles ont fait l'objet d'estimations très grossières.

Les recettes nettes de la direction générale des télécommunications provenant des communications avec l'étranger, ont repris leur croissance en 2007 (+3,7%) après deux années consécutives de baisse : -3,6% en 2005 et -4,7% en 2006.

Les chiffres d'affaires réalisés à l'extérieur par les sociétés libanaises de services aux entreprises nets des paiements de services aux non résidents, se sont élevés, d'après les déclarations des grandes entreprises interrogées à 205 milliards de LL en 2002 et 245 milliards en 2003, soit en hausse de 19,3%.<sup>10</sup> Un taux de croissance de 25% pour 2004 et 2005 a été retenu au vu des déclarations de chiffres d'affaires des entreprises off shore au ministère des finances. A défaut de statistiques récentes un taux de croissance moyen de 6% par an a été adopté pour les estimations de 2006 et 2007.

La très forte croissance des services financiers en 2006 provient de l'accroissement des intérêts reçus par les banques de leur placement à l'étranger qui ont passé, d'après les estimations de la Banque du Liban de 279 en 2005 à 1 047 milliards de LL en 2006. Le ratio service bancaire / intérêts reçus étant de 28,2% en 2005 et de 29,9% en 2006, la part des intérêts comptabilisée comme exportation a été de 97,8 milliards de LL en 2005 et 377,8 milliards en 2006. Par ailleurs les services de réassurances avec l'extérieur ont représenté une importation nette de 50 et 51,2 milliards de LL respectivement en 2006 et 2007. Ces montants ont été retranchés des exportations de services.

Le taux de croissance retenu pour l'estimation des recettes nettes du commerce triangulaire est celui du mouvement de transit et de réexportation. Après une forte croissance (+32,4%) en 2004, les recettes nettes du commerce provenant de l'extérieur ont constamment baissé : -3,5% en 2005, -17,8% en 2006 et -3,9% en 2007.

### *d) Les dépenses des touristes*

Le taux de croissance en volume des dépenses des touristes et autres voyageurs étrangers sur le territoire libanais est, par convention, égale à celui du nombre de voyageurs étrangers (syriens exclus) rentrés annuellement au Liban : +24,9% en 2004 et -2,9% en 2005, -7,4% en 2006 et + 0,2% en 2007. L'indice des prix retenus pour estimer les dépenses en valeur est celui des prix à la consommation.

---

<sup>10</sup> Suite à cette enquête il s'est avéré que les chiffres retenus pour les exportations de services dans les comptes 1997-2002 étaient nettement sous-estimés.



## **Deuxième partie**

### **Les comptes intégrés**

Le système international de comptes économiques (SCN93) prévoit l'établissement d'une série de comptes pour chacune des cinq catégories d'agents de l'économie nationale désignée par S.1 et pour le reste du monde désigné par S.2.

Les cinq catégories d'agents de l'économie nationale sont :

- S.11 : les sociétés non financières
- S.12 : les institutions financières
- S.13 : les administrations publiques
- S.14 : les ménages
- S.15 : les associations à but non lucratif

L'état de développement des statistiques nationales libanaises ne permet pas d'établir correctement les comptes économiques de chacun de cinq agents séparément. Il est en particulier impossible de répartir les opérations de production et de répartition entre les sociétés non financières et les ménages. Il est par contre possible d'estimer de façon approximative les principaux éléments des comptes intégrés pour l'ensemble des agents intérieurs et ceux du reste du monde.

Les tableaux n<sup>os</sup> 27 et 28 présentent les comptes intégrés de l'ensemble de l'économie nationale (S.1) et du reste du monde (S.2). Ils permettent de dégager les principaux flux ayant caractérisé l'activité économique durant la période 2005-2007.

Le chapitre 1 présente les comptes des agents de l'économie nationale qui font apparaître les principaux agrégats : le compte de production, le compte d'exploitation et de distribution primaire des revenus, le compte de distribution secondaire des revenus, le compte d'utilisation des revenus, le compte de capital et enfin le compte financier.

Le chapitre 2 expose l'estimation des principaux éléments de la balance des paiements répartis dans quatre comptes : le compte des échanges de biens et services, le compte des revenus et des transferts courants, le compte de transfert en capital et enfin le compte financier.

Les comptes d'agents qu'il a été possible d'établir concernent les comptes de l'administration centrale et les comptes des banques commerciales. Ces comptes sont reproduits en annexe.

Tableau n° 27  
Comptes intégrés de l'économie nationale (S.1) 2005-2007

En milliards de LL

| Comptes   | Emplois       |               |               | Ressources |        |        |
|---|---------------|---------------|---------------|------------|--------|--------|
|   | 2005          | 2006          | 2007          | 2005       | 2006   | 2007   |
| <b>I. Compte de Production</b>  |               |               |               |            |        |        |
| P11. Production marchande   |               |               |               | 40 442     | 41 865 | 47 134 |
| P12. Production non marchande   |               |               |               | 4 968      | 5 115  | 5 375  |
| D2-D3. Imp. - subv. /produits   |               |               |               | 5 247      | 4 970  | 5 932  |
| P2. Consommation intermédiaire  | 17 703        | 18 124        | 20 683        |            |        |        |
| <i>B1. Valeur ajoutée brute (PIB)</i>                                     | <i>32 955</i> | <i>33 826</i> | <i>37 758</i> |            |        |        |
| Total   | 50 658        | 51 950        | 58 440        | 50 658     | 51 950 | 58 440 |
| <b>II.1. Compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires</b> |               |               |               |            |        |        |
| B1. PIB   |               |               |               | 32 955     | 33 826 | 37 758 |
| D2-D3. Imp. - subv. /produits   | 5 247         | 4 970         | 5 932         | 5 247      | 4 970  | 5 932  |
| D41. Intérêts   | 6 212         | 6 397         | 7 426         | 6 355      | 6 674  | 7 502  |
| <i>secteur privé</i>  | <i>3 180</i>  | <i>2 925</i>  | <i>2 925</i>  |            |        |        |
| <i>secteur public</i>   | <i>3 031</i>  | <i>3 472</i>  | <i>3 472</i>  |            |        |        |
| D1+D4..Salaires et autres   | 21 550        | 22 868        | 25 185        | 22 194     | 23 158 | 25 745 |
| <i>B5. Solde des rev. prim. (RNB)</i>                                     | <i>33 742</i> | <i>34 394</i> | <i>38 394</i> |            |        |        |
| Total   | 66 751        | 68 628        | 76 937        | 66 751     | 68 628 | 76 937 |
| <b>II.2. Compte de distribution secondaire des revenus</b>                |               |               |               |            |        |        |
| B5. Revenu National Brut  |               |               |               | 33 742     | 34 394 | 38 394 |
| D5. Impôts directs  | 1 554         | 2 029         | 2 117         | 1 554      | 2 029  | 2 117  |
| D61. Cotisations sociales   | 1 031         | 951           | 1 110         | 1 031      | 951    | 1 110  |
| D62. Prestations sociales   | 1 675         | 1 764         | 1 839         | 1 698      | 1 787  | 1 863  |
| D79. Autres transferts courants   | 407           | 473           | 486           | 4 211      | 6 601  | 6 774  |
| <i>B6. Soldes des rev. sec. (RNDB)</i>                                    | <i>37 569</i> | <i>40 545</i> | <i>44 706</i> |            |        |        |
| Total   | 42 235        | 45 761        | 50 259        | 42 235     | 45 761 | 50 259 |
| <b>II.4. Compte d'utilisation des revenus</b>                             |               |               |               |            |        |        |
| P2. Consommation  | 32 731        | 33 161        | 36 779        |            |        |        |
| <i>B8. Epargne brute</i>  | <i>4 838</i>  | <i>7 384</i>  | <i>7 928</i>  |            |        |        |
| Total : RNDB  | 37 569        | 40 545        | 44 706        | 37 569     | 40 545 | 44 706 |
| <b>III. 1 Compte de capital</b>   |               |               |               |            |        |        |
| B8. Epargne brute   |               |               |               | 4 838      | 7 384  | 7 927  |
| P51. Formation brute de capital   | 7 219         | 7 732         | 10 460        |            |        |        |
| D9. Transfert de capital  | 121           | 88            | 105           | 1 393      | 4 178  | 2 204  |
| <i>B9. Solde: Cap./Bes.(-) de financ.</i>                                 | <i>-1 109</i> | <i>3 742</i>  | <i>-434</i>   |            |        |        |
| Total   | 6 231         | 11 562        | 10 132        | 6 231      | 11 562 | 10 132 |
| <b>III. 2 Compte financier</b>  |               |               |               |            |        |        |
| B9. Capacité/Besoin de finance.   |               |               |               | -1 109     | 3 742  | -434   |
| F2. Numéraires et dépôts  | 5 186         | 9 303         | 12 624        | 4 060      | 5 090  | 9 554  |
| F3. Titres autres qu'actions  | 2 757         | 4 001         | 2 434         | 3 316      | 2 152  | 2 464  |
| F4. Crédits   | 189           | 3 671         | 2 225         | 328        | 3 783  | 3 154  |
| F5. Actions / Participations  | 1 624         | 5 347         | -340          | 3 160      | 7 555  | 2 204  |
| Total   | 9 755         | 22 322        | 16 942        | 9 755      | 22 322 | 16 942 |



Tableau n° 28  
Comptes du reste du monde (S.2) 2005-2007

En milliards de LL

| Comptes                                    | Emplois       |               |               | Ressources    |               |               |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
|  | 2005          | 2006          | 2007          | 2005          | 2006          | 2007          |
| <b>I. Opérations sur biens et services</b> |               |               |               |               |               |               |
| Importations                               |               |               |               | 14 042        | 14 256        | 17 988        |
| Exportations                               | 7 047         | 7 189         | 8 507         |               |               |               |
| <i>B11. Balance commerciale</i>            | 6 995         | 7 067         | 9 481         |               |               |               |
| <b>Total</b>                               | <b>14 042</b> | <b>14 256</b> | <b>17 988</b> | <b>14 042</b> | <b>14 256</b> | <b>17 988</b> |
| <b>II. Compte des revenus</b>              |               |               |               |               |               |               |
| B11. Balance commerciale                   |               |               |               | 6 995         | 7 067         | 9 481         |
| D1. Salaires et assimilés                  | 674           | 586           | 755           | 822           | 937           | 1 201         |
| D41. Intérêts                              | 2 284         | 2 203         | 2 317         | 2 142         | 1 926         | 2 241         |
| D4... Autres revenus                       | 1 101         | 997           | 1 427         | 309           | 355           | 421           |
| D62. Prestations sociales                  | 23            | 23            | 24            |               |               |               |
| D79. Autres transferts courants            | 3 804         | 6 128         | 6 288         |               |               |               |
| <i>B12. Balance courante</i>               | 2 381         | 348           | 2 532         |               |               |               |
| <b>Total</b>                               | <b>10 268</b> | <b>10 285</b> | <b>13 344</b> | <b>10 268</b> | <b>10 285</b> | <b>13 344</b> |
| <b>III. 1 Compte de capital</b>            |               |               |               |               |               |               |
| B12. Balance courante                      |               |               |               | 2 381         | 348           | 2 532         |
| D9. Transfert de capital (net)             | 1 272         | 4 090         | 2 099         |               |               |               |
| <i>B9. Solde: Cap./Bes.(-) de financ.</i>  | 1 109         | -3 742        | 434           |               |               |               |
| <b>Total</b>                               | <b>2 381</b>  | <b>348</b>    | <b>2 532</b>  | <b>2 381</b>  | <b>348</b>    | <b>2 532</b>  |
| <b>III. 2 Compte financier</b>             |               |               |               |               |               |               |
| B9. Capacité / Besoin de finance.          |               |               |               | 1 109         | -3 742        | 434           |
| F2. Numéraires et dépôts (nets)            |               |               |               | 1 126         | 4 213         | 3 070         |
| F3. Titres autres qu'actions               | 559           | -1 849        | 30            |               |               |               |
| F4. Crédits                                | 140           | 112           | 930           |               |               |               |
| F5. Actions / Participations               | 1 536         | 2 208         | 2 544         |               |               |               |
| <b>Total</b>                               | <b>2 235</b>  | <b>471</b>    | <b>3 504</b>  | <b>2 235</b>  | <b>471</b>    | <b>3 504</b>  |

## Chapitre 1

### Les comptes intégrés de l'économie nationale

Les différentes opérations effectuées entre les agents économiques ou les flux découlant de l'activité économique sont répartis dans les six catégories ou sous-catégories de comptes suivantes : (les numéros sont les codes de la nomenclature internationale des comptes)

- I. Le compte de production
- II.1. Le compte d'exploitation et de distribution primaire des revenus
- II.2. Le compte de distribution secondaire des revenus
- II.4. Le compte d'utilisation des revenus
- III.1. Le compte de capital
- III.2. Le compte financier

Ces comptes permettent de dégager les principaux agrégats caractérisant l'activité économique. Ces agrégats sont résumés dans le tableau n° 29 ci-dessous

Tableau n° 29  
Evolution des principaux agrégats 2003-2007

| Nature de l'agrégat                   | <i>En milliards de LL</i> |               |               |               |               |
|---------------------------------------|---------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
|                                       | 2003                      | 2004          | 2005          | 2006          | 2007          |
| <b>PIB</b>                            | <b>30 276</b>             | <b>32 848</b> | <b>32 955</b> | <b>33 826</b> | <b>37 758</b> |
| +Revenus nets des facteurs            | -681                      | -531          | 787           | 567           | 636           |
| <b>=RNB</b>                           | <b>29 595</b>             | <b>32 317</b> | <b>33 742</b> | <b>34 394</b> | <b>38 394</b> |
| +Transferts courants nets             | 5 457                     | 4 428         | 3 827         | 6 151         | 6 312         |
| <b>=RNBD</b>                          | <b>35 052</b>             | <b>36 745</b> | <b>37 569</b> | <b>40 545</b> | <b>44 706</b> |
| -Consommation                         | -30 717                   | -32 666       | -32 731       | -33 161       | -36 779       |
| <b>=Epargne nationale brute</b>       | <b>4 335</b>              | <b>4 079</b>  | <b>4 838</b>  | <b>7 384</b>  | <b>7 928</b>  |
| +transferts de capital nets           | 2 720                     | 1 894         | 1 272         | 4 090         | 2 099         |
| <b>=Epargne br. disponible</b>        | <b>7 055</b>              | <b>5 973</b>  | <b>6 110</b>  | <b>11 475</b> | <b>10 027</b> |
| -FBCF                                 | 5 802                     | 7 284         | 7 219         | 7 732         | 10 460        |
| <b>=Cap.(+)/Bes.(-) de financemt.</b> | <b>1 253</b>              | <b>-1 312</b> | <b>-1 109</b> | <b>3 742</b>  | <b>-434</b>   |
| +Financement extérieur                | 3 852                     | 1 567         | 2 235         | 471           | 3 504         |
| <b>=Balance des paiements</b>         | <b>5 105</b>              | <b>255</b>    | <b>1 126</b>  | <b>4 213</b>  | <b>3 070</b>  |

Note : Les chiffres de 2003 à 2005 ont été révisés

Ainsi :

- La production intérieure brute (PIB) est le solde du compte de production de l'ensemble des agents économiques
- Le revenu national brut (RNB) est tiré du compte de distribution primaire des revenus
- Le revenu national brut disponible (RNBD) est le solde du compte de distribution secondaire des revenus
- L'épargne nationale brute est le solde du compte d'utilisation des revenus

- L'épargne nationale brute disponible et la capacité ou le besoin de financement sont déduits du compte de capital
- Le solde de la balance des paiements apparaît dans le compte financier sous la rubrique « variation du numéraire et des dépôts ».

Les détails de ces comptes sont présentés dans les sections qui suivent.

## **Section I. Le compte de production**

Le compte de production enregistre en ressources la valeur de la production perçue par différents agents économiques et en emplois la valeur de la consommation intermédiaire. Le solde de ce compte est égal au produit intérieur brut ou PIB.

La valeur de la production est subdivisée en : production marchande (P.11), production non marchande (P.12) et en impôts moins subventions sur les produits (D.2 – D.3).

### ***a) La production marchande (P.11)***

La production marchande est égale aux recettes hors taxes de toutes les unités de production provenant de la vente de biens et services. Cependant, vu les méthodes d'estimation adoptée en l'absence de statistiques adéquates, la valeur de la production marchande décrite ici comprend aussi la valeur de la production autoconsommée.

La valeur de cette production est égale à la somme de la production de tous les secteurs marchands calculée aux prix du marché, diminuée des impôts indirects et augmentée des subventions d'exploitation.

Le détail de la production marchande évaluée aux prix payés par les utilisateurs est donné dans le chapitre premier de la première partie.

### ***b) La production non marchande (P.12)***

La production non marchande, telle qu'elle apparaît dans ces comptes, représente uniquement l'estimation de la production des administrations publiques. Elle ne comprend donc pas la valeur de la production autoconsommée des ménages ni celle des associations à but non lucratif.

La méthode d'estimation de cette production est donnée dans le chapitre premier de la première partie.

### ***c) Les impôts nets des subventions sur les produits (D.2 – D.3)***

En principe, seuls les impôts spécifiques sur les produits nets des subventions devraient figurer dans ce compte. Mais, faute d'informations suffisantes, c'est l'ensemble des impôts indirects rentrant dans le compte d'exploitation des entreprises qui a été retenu. Ceux-ci comprennent les éléments suivants : les droits de douanes, les taxes sur la consommation

de certains produits dont, à partir de 2002, la TVA, les bénéfices des entreprises publiques et enfin les taxes municipales et autres taxes.

Les taxes municipales reportées ont été révisées à la suite du dépouillement des comptes de municipalités les plus importantes et d'un échantillon de petites et moyennes municipalités pour les années 2004 et 2005. Les taxes des autres années sont estimées à partir des indications tirées des comptes du Trésor qui collecte certaines taxes pour le compte des municipalités. Elles comprennent une part d'ajustement nécessaire à l'équilibre des comptes du secteur public. Quant aux autres taxes, elles sont tirées de la clôture des comptes de l'Etat. Le tableau n° 30 donne l'évolution des différents types d'impôts indirects de 2003 à 2007.

Tableau n° 30  
Les impôts indirects par nature 2003-2007

| Nature de la taxe                   | <i>En milliards de LL</i> |              |              |              |              |
|-------------------------------------|---------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
|                                     | 2003                      | 2004         | 2005         | 2006         | 2007         |
| Droits de douanes                   | 475                       | 529          | 481          | 461          | 561          |
| Taxes sur la consommation           | 2 575                     | 2 874        | 2 440        | 2 349        | 2 779        |
| Bénéfices des entreprises publiques | 1 260                     | 1 453        | 1 663        | 1 428        | 2 003        |
| Timbres et autres                   | 224                       | 274          | 261          | 259          | 271          |
| Taxes municipales et ajustement     | 384                       | 424          | 422          | 497          | 343          |
| -subventions                        | -20                       | -61          | -19          | -26          | -27          |
| <b>Total</b>                        | <b>4 898</b>              | <b>5 493</b> | <b>5 247</b> | <b>4 970</b> | <b>5 932</b> |

*Les droits de douanes*, après une période de baisse de 2001 à 2003, suite à la politique adoptée par le gouvernement de remplacer progressivement ces droits par la TVA, sont repartis à la hausse en 2004 avec cependant un rythme de croissance inférieur à celui de la croissance des importations. Le ratio droit / valeur douanière des importations a passé de 4,3% en 2003 à 3,1% en 2007.

Comme le montre le tableau n° 31, *les taxes sur la consommation* sont constituées en grande partie de la TVA qui a été introduite en 2002.

Tableau n° 31  
Les taxes sur la consommation par nature 2003-2007

| Nature de la taxe             | <i>En milliards de LL</i> |                |                |                |                |
|-------------------------------|---------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
|                               | 2003                      | 2004           | 2005           | 2006           | 2007           |
| - sur la valeur ajoutée       | 1 322,4                   | 1 688,2        | 1 560,8        | 1 660,2        | 2 003,2        |
| - sur le tabac                | 184,6                     | 196,5          | 190,8          | 162,0          | 211,0          |
| - d'embarquement à l'aéroport | 72,3                      | 84,2           | 83,8           | 64,4           | 77,7           |
| - sur les carburants          | 816,3                     | 644,7          | 362,2          | 230,3          | 185,0          |
| - sur les voitures            | 164,2                     | 242,2          | 230,5          | 216,5          | 286,0          |
| - Autres                      | 15,4                      | 18,1           | 11,9           | 16,0           | 16,3           |
| <b>Total</b>                  | <b>2 575,2</b>            | <b>2 873,9</b> | <b>2 440,0</b> | <b>2 349,3</b> | <b>2 779,2</b> |

En 2004, la forte poussée des recettes provenant de la TVA (+27,7%) n'est pas entièrement la conséquence de la croissance des transactions ; elle est due en partie à

l'élargissement de l'assiette et au décalage dans le temps entre le moment où les recettes sont perçues et celui où les remboursements dus sont effectués. Entre 2004 et 2007, le taux de croissance de la TVA a été en moyenne de 5,9% par an. La baisse des taxes sur les carburants enregistrée régulièrement depuis 2004 est due à la politique de stabilisation des prix de l'essence.

*Les bénéficiaires des entreprises publiques* sont comptés comme des impôts sur les produits car les prix des biens et services produits par ces entreprises sont fixés par l'Etat. Ce sont les bénéficiaires des entreprises publiques de télécommunications qui sont les plus importants et ont accusé une très forte croissance durant les dernières années : ils ont passé de 141 milliards en 1997 à 785 milliards de LL en 2002, à 1 086 milliards en 2003, à 1 310 milliards en 2004 et à 1 456 milliards en 2005. On les estime à 1 298 milliards de LL en 2006 et à 1 820 milliards en 2007.

*Quant aux subventions aux entreprises publiques* qui apparaissent dans les comptes de l'Etat, elles se présentent comme suit : (Tableau n° 32)

Tableau n° 32  
Les subventions aux entreprises publiques 2003-2007

| Entreprise                 | <i>En milliards de LL</i> |             |             |             |             |
|----------------------------|---------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
|                            | 2003                      | 2004        | 2005        | 2006        | 2007p       |
| Office du blé et betterave | -                         | 15,0        | -           | 5,0         | ...         |
| Offices des eaux           | 0,4                       | 1,6         | -           | -           | ...         |
| Transport en commun        | 15,0                      | 14,0        | 15,0        | 13,0        | ...         |
| Télévision Liban           | 2,5                       | 28,2        | 4,0         | 4,0         | ...         |
| Autres                     | 2,4                       | 2,1         | 0,3         | 4,0         | ...         |
| <b>Total</b>               | <b>20,3</b>               | <b>60,9</b> | <b>19,3</b> | <b>26,0</b> | <b>27,0</b> |

p : Chiffres provisoires

Les subventions accordées à l'Electricité du Liban, ne sont pas reportées dans les dépenses budgétaires de l'Etat. Elles sont enregistrées dans les comptes du Trésor comme avances aux établissements publics et traitées comme une opération financière. Les dettes de l'Electricité du Liban au Trésor ont augmenté de 81 milliards de LL en 2003, de 511 milliards en 2004 et de 734 milliards en 2005. Les comptes du Trésor pour 2006 et 2007 ne sont pas encore disponibles. A noter aussi que les subventions indirectes aux planteurs de tabacs dont les montants ne sont pas connus sont déduites des taxes sur le tabac manufacturé.

#### *d) Les emplois intermédiaires*

Les emplois intermédiaires sont égaux aux achats par les unités de production de biens et services consommables diminués des variations de stocks. Ils sont évalués aux prix du marché, c'est-à-dire toutes taxes comprises.

La consommation intermédiaire des différents secteurs d'activité est décrite dans le premier chapitre de la première partie.

## Section II. Le compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires

On entend par revenus primaires la rémunération des facteurs de production et autres éléments rentrant dans la valeur du PIB. Le compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires enregistre en ressources le PIB et tous les revenus primaires reçus par les agents nationaux. Il enregistre en emplois les revenus primaires payés par les agents nationaux. Le solde de ce compte dégage le second agrégat important à savoir le revenu national brut ou RNB. Etabli pour les unités de production seulement, le compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires permet de décomposer le PIB suivant l'optique du revenu.

### a) L'optique revenu du PIB

Le tableau n° 33 suivant montre la répartition du PIB suivant la rémunération des facteurs de production et autres éléments rentrant dans sa valeur : salaires et assimilés, impôts nets des subventions sur les produits, intérêts, autres revenus et les amortissements.

Tableau n° 33  
La répartition du PIB suivant les facteurs de production 2003-2007

|                                | <i>En milliards de LL</i> |               |               |               |               |
|--------------------------------|---------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Eléments du PIB                | 2003                      | 2004          | 2005          | 2006          | 2007          |
| Impôts – subventions /produits | 4 898                     | 5 493         | 5 247         | 4 970         | 5 932         |
| Intérêts                       | 2 567                     | 3 085         | 3 180         | 2 925         | 3 631         |
| Salaires et autres revenus     | 20 026                    | 21 421        | 21 550        | 22 868        | 25 185        |
| Amortissements (solde)         | 2 785                     | 2 849         | 2 977         | 3 063         | 3 010         |
| <b>Total =PIB</b>              | <b>30 276</b>             | <b>32 848</b> | <b>32 955</b> | <b>33 826</b> | <b>37 758</b> |

*Les salaires et assimilés* représentent l'ensemble des charges salariales supportées par les entreprises et les administrations publiques. Les salaires payés par les administrations publiques sont tirés des comptes du secteur public, leur évolution est reportée dans le tableau n° 10 (voir première partie, chapitre 1, section VIII). Quant aux salaires et autres charges salariales payées par les entreprises, ils ont fait l'objet d'estimation lors de l'établissement des comptes de 1997 grâce aux données d'enquêtes. La part des salaires dans le PIB était de 35,5% : 83,2% dans le secteur administratif et 29,1% dans le secteur marchand.

Malheureusement il n'existe pas d'informations suffisantes sur la période 1998-2007 qui permettent de connaître l'évolution de cette part. L'enquête sur les grandes entreprises effectuée en 2004 et portant sur 240 établissements industriels, 270 établissements de service (à l'exclusion des services de télécommunication, de finances et d'éducation) et 96 de commerce, a révélé les ratios charges salariales / valeur ajoutée brute en 2002 et 2003 suivants :

| <u>Secteur</u> | <u>2002</u> | <u>2003</u> |
|----------------|-------------|-------------|
| Industrie      | 24,6%       | 24,2%       |
| Services       | 32,4%       | 32,9%       |
| Commerce       | 10,5%       | 10,9%       |

*La part des impôts indirects nets des subventions* dans le PIB a par contre évolué de façon significative entre 1997 et 2004, passant de 10,5% en 1997 à 16,7% en 2004. Cette dernière évolution est due à l'introduction de la TVA en février 2002 et à l'élargissement de son assiette durant les deux années suivantes. En 2005 et 2006, par contre, la baisse de la consommation a entraîné une baisse des impôts indirects et de leur part dans le PIB qui recule à 15,9% puis à 14,7%. Avec la reprise de la consommation en 2007, la part des impôts indirects dans le PIB remonte à 15,7%.

*Les intérêts* représentent la rémunération du capital financier versée par les entreprises aux propriétaires de ces capitaux. Ils ne comprennent pas les intérêts versés par les administrations. En effet, par convention, ces intérêts ne rentrent pas dans l'estimation de la production non marchande et par conséquent ne font pas partie du PIB.

Pour estimer les charges d'intérêts supportées par les entreprises, les comptes présentés ici ont retenu la rémunération des dépôts auprès des banques commerciales, des banques d'investissements. Les intérêts servis par les banques ont été répartis entre les agents débiteurs au prorata de leur endettement vis-à-vis des banques. Il convient de préciser qu'une partie des intérêts encaissés par les banques représente la rémunération de leur service d'intermédiation financière.

Tableau n° 34  
Calcul des charges d'intérêts bancaires payées par les entreprises et les administrations  
2003-2007

|  | <i>En milliards de LL</i> |              |              |              |              |
|--|---------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Données des banques  | 2003                      | 2004         | 2005         | 2006         | 2007         |
| Intérêts reçus   |                           |              |              |              |              |
| sur bons du Trésor   | 2 903                     | 2 083        | 1 978        | 2 502        | 2 754        |
| des non-résidents  | 220                       | 279          | 279          | 1 047        | 1 047        |
| d'autres débiteurs   | 3 527                     | 4 171        | 4 429        | 4 173        | 5 009        |
| <b>Total</b>   | <b>6 650</b>              | <b>6 533</b> | <b>6 686</b> | <b>7 722</b> | <b>8 810</b> |
| Intérêts payés aux déposants                                   | 4 839                     | 4 832        | 4 801        | 5 413        | 6 386        |
| <i>Ratio intérêts payés/reçus</i>                              | <i>0,728</i>              | <i>0,740</i> | <i>0,718</i> | <i>0,701</i> | <i>0,725</i> |
| Imputation des intérêts servis aux déposants à la charge des : |                           |              |              |              |              |
| administrations  | 2 112                     | 1 541        | 1 420        | 1 754        | 1 996        |
| non-résidents  | 160                       | 206          | 200          | 734          | 759          |
| entreprises  | 2 567                     | 3 085        | 3 180        | 2 925        | 3 631        |
| <b>Total</b>   | <b>4 839</b>              | <b>4 832</b> | <b>4 801</b> | <b>5 413</b> | <b>6 386</b> |

Ainsi, les intérêts payés par le secteur privé aux propriétaires des dépôts via les banques ont été évalués à 3 180 milliards de LL en 2005, 2 925 milliards en 2006 et 3 631 milliards en 2007 soit respectivement 9,7%, 8,6% et 9,6% du PIB. En 1997 cette part s'élevait à 5,3% seulement.

Quant aux intérêts payés par le secteur public et qui ne rentrent pas dans la valeur du PIB, mais inscrits quand même dans le compte de répartition primaire d'après les conventions internationales, ils sont tirés des comptes des administrations publiques après déduction de la valeur des services bancaires. Ces services sont estimés en appliquant le ratio

services bancaires sur intérêts du tableau n° 34 aux intérêts reçus sur bons du Trésor par les banques. Le tableau suivant donne l'évolution des charges de la dette publique et leur répartition entre intérêts et services bancaires.

Tableau n° 35  
Evolution des charges de la dette publique et de la part des intérêts dans les charges  
2003-2007 *En milliards de LL*

| Décomposition des charges       | 2003         | 2004         | 2005         | 2006         | 2007         |
|---------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Service de la dette             | 4 952        | 4 219        | 3 724        | 4 375        | 4 730        |
| - valeur des services bancaires | 941          | 675          | 693          | 903          | 935          |
| <b>= Intérêts payés</b>         | <b>4 011</b> | <b>3 544</b> | <b>3 031</b> | <b>3 472</b> | <b>3 795</b> |

*Les autres revenus* sont composés des dividendes versés aux propriétaires des capitaux engagés dans la production et des revenus mixtes des entrepreneurs individuels. Ces revenus ont fait l'objet d'une estimation globale en 1997, la rémunération des actionnaires restant inconnue. Comme pour les salaires, l'estimation de tels revenus est donnée pour l'année 1997 seulement ; leur part relative dans le PIB était de 42,3%.

En raison de l'insuffisance de l'information, les salaires et les revenus autres que les intérêts ont été regroupés dans un même agrégat à partir de 1998.

*Les amortissements* sont en fait le résidu du compte d'exploitation des entreprises augmenté de la valeur estimée de l'amortissement du capital fixe des administrations publiques. Ce dernier élément est donné dans le tableau n° 10 montrant le calcul de la valeur de la production non marchande.

#### *b) Calcul du revenu national brut (RNB)*

Le RNB est égal au solde du compte d'exploitation et d'affectation des revenus primaires de l'ensemble des agents économiques nationaux. Il est donc égal au PIB plus le solde (ressources – emplois) des revenus primaires qui est égal au revenu net des facteurs provenant du reste du monde. Ces derniers sont tirés des comptes du reste du monde S.2 (tableau n° 28), comptes qui sont exposés au chapitre suivant.

Les soldes des trois types de revenus primaires (salaires, intérêts et autres revenus) sont détaillés dans le tableau n° 36.

Tableau n° 36  
Composition du revenu national brut 2003-2007  
*En milliards de LL*

| Eléments du RNB                | 2003          | 2004          | 2005          | 2006          | 2007          |
|--------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| PIB                            | 30 276        | 32 848        | 32 955        | 33 826        | 37 758        |
| Intérêts extérieurs nets       | -1 104        | -867          | 143           | 277           | 76            |
| Autres revenus extérieurs nets | 423           | 336           | 644           | 290           | 560           |
| <b>Total = RNB</b>             | <b>29 595</b> | <b>32 317</b> | <b>33 742</b> | <b>34 394</b> | <b>38 394</b> |



Après quatre années de dégradation des revenus extérieurs nets entraînant une croissance du revenu national brut plus faible que celle du PIB, les années 2006 et 2007 ont connu une reprise de tels revenus : l'emploi d'étrangers diminue légèrement et les revenus du travail des libanais à l'étranger augmentent sensiblement, d'après les estimations de la BDL. Par ailleurs, la tendance des intérêts servis aux non résidents à dépasser ceux reçus par les libanais sur leurs placements à l'étranger s'inverse. Ainsi le revenu national brut a augmenté en 2007 de la même manière que le PIB en valeur nominale (11,6%).

### Section III. Le compte de distribution secondaire des revenus

Le compte de distribution secondaire des revenus enregistre en ressources le revenu national brut (RNB) et les ressources des agents nationaux provenant des différents types de transferts à savoir : les impôts directs, les cotisations sociales, les prestations sociales et les transferts courants. Les paiements de tels transferts effectués par les agents nationaux sont reportés en emplois. Le solde de ce compte est donc égal au RNB augmenté des transferts courants nets provenant de l'extérieur. On obtient ainsi le troisième agrégat utile à l'étude du fonctionnement de l'économie nationale, appelé « Revenu national brut disponible » (RNBD).

#### a) *Les impôts directs*

Les impôts directs sont des prélèvements obligatoires effectués par les administrations sur les ressources des agents nationaux. Ils sont inscrits en emplois du secteur privé et en ressources des administrations.

On distingue deux types d'impôts directs : l'impôt sur le revenu et l'impôt sur la propriété. L'impôt sur les voitures privées est analogue à celui sur la propriété et a été compté avec les impôts directs contrairement au classement administratif qui l'englobe parmi les impôts sur la consommation. Le tableau n° 37 ci-dessous reporte les montants encaissés par l'administration centrale au titre de ces impôts tels qu'ils apparaissent dans la clôture des comptes de l'Etat.

Tableau n° 37  
Répartition des impôts directs par nature 2003-2007

| Nature de l'impôt       | <i>En milliards de LL</i> |              |              |              |              |
|-------------------------|---------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
|                         | 2003                      | 2004         | 2005         | 2006         | 2007p        |
| Impôt sur le revenu     | 708                       | 801          | 907          | 1 184        | 1 308        |
| Impôts sur la propriété | 310                       | 396          | 409          | 579          | 532          |
| Impôts sur les voitures | 238                       | 238          | 237          | 265          | 276          |
| <b>Total</b>            | <b>1 256</b>              | <b>1 435</b> | <b>1 554</b> | <b>2 029</b> | <b>2 117</b> |

p : chiffres provisoires

#### b) *Les cotisations sociales*

Les cotisations sociales qui ont pu être recensées dans ces comptes concernent les cotisations encaissées par la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale et les prélèvements

effectués par l'Etat sur le salaire des fonctionnaires pour alimenter la caisse de retraite. Les cotisations obligatoires à d'autres caisses telles que la coopérative des fonctionnaires ont été négligées faute de statistiques.

Toutes les cotisations, y compris celles payées par les patrons à la CNSS sont supposées être payées par les salariés puisqu'elles sont comptées dans la rémunération du travail. Elles sont inscrites en ressources des administrations.

Les paiements de l'Etat à la CNSS sont classés dans le budget comme des transferts et non comme des cotisations dues en tant que patron employant des contractuels n'ayant pas le statut de fonctionnaire et donc soumis au code du travail. Ces paiements sont sporadiques (60 milliards en 2000, 80 milliards en 2004, 340 milliards en 2005, 220 milliards en 2006 et pas de paiements entre 2001 et 2003). Ces paiements ont été exclus à la fois de la rémunération des travailleurs et des cotisations sociales.

Tableau n° 38  
Les cotisations sociales payées par les agents nationaux 2003-2007

| Nature de la cotisation       | <i>En milliards de LL</i> |            |              |            |              |
|-------------------------------|---------------------------|------------|--------------|------------|--------------|
|                               | 2003                      | 2004       | 2005         | 2006       | 2007         |
| Cotisation à la CNSS          | 648                       | 759        | 946          | 865        | 1 022        |
| Cotisation des fonctionnaires | 74                        | 86         | 85           | 85         | 88           |
| <b>Total</b>                  | <b>722</b>                | <b>845</b> | <b>1 031</b> | <b>951</b> | <b>1 110</b> |

### *c) Les prestations sociales*

Les prestations sociales qui apparaissent en ressources du compte II.2 sont supérieures à celles inscrites en emplois du fait que des ménages résidents reçoivent, en plus des prestations locales, des pensions de retraite payées par des organismes non-résidents. Le montant de ces pensions avait été estimé en 1997 grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages à 23 milliards de LL. Il a été maintenu constant tout au long de la période suivante par manque d'informations.

Tableau n° 39  
Répartition des prestations sociales reçues par nature 2003-2007

| Nature de la prestation            | <i>En milliards de LL</i> |              |              |              |              |
|------------------------------------|---------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
|                                    | 2003                      | 2004         | 2005         | 2006         | 2007         |
| Prestations de la CNSS             | 806                       | 812          | 801          | 829          | 943          |
| <i>Allocations maladie</i>         | 397                       | 444          | 439          | 451          | 540          |
| <i>Allocations familiales</i>      | 215                       | 217          | 221          | 231          | 224          |
| <i>Indemnité de fin de service</i> | 194                       | 150          | 141          | 147          | 179          |
| Pensions de retraite               |                           |              |              |              |              |
| payées par l'Etat                  | 849                       | 821          | 874          | 935          | 897          |
| par l'Extérieur                    | 23                        | 23           | 23           | 23           | 23           |
| <b>Total</b>                       | <b>1 678</b>              | <b>1 656</b> | <b>1 698</b> | <b>1 787</b> | <b>1 863</b> |

Quant aux prestations servies par les agents nationaux (inscrites en emplois), elles se limitent aux allocations et indemnités versées par la CNSS et aux pensions de retraite servies par l'Etat. Les premières ont passé de 407 milliards de LL en 1997 à 812 milliards

en 2004 puis à 943 milliards en 2007 et les secondes de 528 à 821 milliards de LL puis à 897 milliards durant la même période.

Comme pour les cotisations, les prestations fournies par d'autres caisses ont été négligées dans la présente comptabilité.

*d) Les transferts courants et calcul du RNBD*

La rubrique « transferts courants » groupe trois types de flux : les recettes non fiscales de l'Etat, l'aide apportée par l'Etat aux individus, associations et autres organismes du secteur privé résidents ou non et enfin les transferts courants effectués par les non-résidents aux résidents.

Les deux premières rubriques sont tirées de la clôture des comptes de l'Etat à un ajustement près concernant les aides effectuées par l'intermédiaire d'autres administrations.

Les transferts extérieurs nets résultent des méthodes adoptées pour l'estimation des différentes rubriques de la balance des paiements, méthodes qui sont exposées dans le chapitre suivant.

Tableau n° 40  
Répartition des transferts courants reçus suivant leur nature 2003-2007

| Nature du transfert        | <i>En milliards de LL</i> |              |              |              |              |
|----------------------------|---------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
|                            | 2003                      | 2004         | 2005         | 2006         | 2007         |
| Recettes non fiscales      | 332                       | 303          | 283          | 298          | 289          |
| Aides                      | 150                       | 147          | 113          | 168          | 189          |
| Transferts extérieurs nets | 5 439                     | 4 418        | 3 815        | 6 135        | 6 296        |
| <b>Total</b>               | <b>5 921</b>              | <b>4 868</b> | <b>4 211</b> | <b>6 601</b> | <b>6 774</b> |

Le solde du compte de la distribution secondaire des revenus est égal au revenu national brut augmenté des paiements extérieurs nets au titre de la distribution secondaire, ainsi que le montre le tableau n° 41 ci-dessous.

Tableau n° 41  
Calcul du RNBD 2003-2007

|                                   | <i>En milliards de LL</i> |               |               |               |               |
|-----------------------------------|---------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
|                                   | 2003                      | 2004          | 2005          | 2006          | 2007          |
| RNB                               | 29 595                    | 32 317        | 33 742        | 34 394        | 38 394        |
| Allocations reçues de l'extérieur | 23                        | 23            | 23            | 23            | 23            |
| Transferts extérieurs nets        | 5 439                     | 4 418         | 3 815         | 6 135         | 6 296         |
| Moins coopération internationale  | -5                        | -13           | -11           | -7            | -7            |
| <b>Total = RNBD</b>               | <b>35 052</b>             | <b>36 745</b> | <b>37 569</b> | <b>40 545</b> | <b>44 706</b> |

De 1997 à 2002, les transferts extérieurs nets ont eu tendance à baisser. Par suite, la croissance du RNBD durant cette période a été plus faible que celle du PIB. En 2003 les résultats de la balance des paiements ont fait apparaître un fort mouvement de transfert

vers le Liban (voir chapitre suivant) d'où une croissance du RNBD plus forte que celle du PIB en valeur courante (12,8% contre 5,5% pour le PIB). Le niveau des transferts extérieurs nets qui avait atteint 18,3% du PIB en 1997, baisse à 11,6% du PIB en 2005 pour remonter de façon remarquable en 2006 et 2007, années où la balance des paiements enregistre à nouveau de forts excédents. Ces transferts représentent 16,7% du PIB en 2007.

#### **Section IV. Le compte d'utilisation du revenu**

Le compte d'utilisation du revenu enregistre en emploi la consommation nationale et en ressources le revenu national brut disponible. Le solde de ce compte est égal à l'épargne nationale.

Après une croissance en 1998, l'épargne nationale apparaît en baisse constante, surtout à partir de l'année 2000 jusqu'en 2002. Ainsi le taux d'épargne globale qui était de 13,4% en 1997, tombe à 7,7% en 2002. Cette évolution semble liée à celle des transferts extérieurs qui ont fortement chuté durant la dernière période, ainsi qu'il ressort de l'étude de la balance des paiements. Aussi, avec la reprise de tels transferts en 2003, le taux d'épargne atteint 12,4%. En 2004, il recule à 11,1% et remonte à 12,9% en 2005. En 2006 et 2007 la croissance des revenus disponibles est plus élevée que celle de la consommation, d'où un taux atteignant environ 18%.

#### **Section V. Le compte de capital**

Le compte de capital enregistre en emplois la formation brute de capital fixe, la variation des stocks et les transferts en capital effectués par les agents nationaux. Il enregistre en ressource l'épargne brute et les transferts en capital reçus.

Les transferts en capital inscrits en emplois représentent l'aide à la reconstruction payée par l'Etat pour le retour des déplacés par la guerre ainsi que les transferts pour la reconstruction du Liban Sud. Importants au début (481 milliards de LL en 1997) ces transferts ont diminué progressivement pour devenir négligeables de 2002 à 2003. On note une légère reprise de ces subventions à partir de 2004. Elles sont estimées à 105 milliards en 2007.

Les transferts inscrits en ressources comprennent, outre ceux inscrits en emplois, les transferts nets en capital provenant de l'extérieur. Ces derniers ont aussi diminué progressivement passant de 1 999 milliards en 1997 à 375 milliards de LL en 2002 mais ont repris les années suivantes pour atteindre 1 272 milliards en 2005, 4 091 milliards en 2006 et 2 099 milliards de LL en 2007. Il n'y a là cependant qu'une estimation très rudimentaire résultant des estimations de la balance des paiements. Ces estimations sont exposées dans le chapitre suivant.

Le solde du compte de capital s'appelle, suivant qu'il est positif ou négatif, capacité ou besoin de financement. Dans son ensemble, l'économie libanaise a toujours eu un besoin de financement extérieur. Comme le montre le tableau n° 42 suivant, excepté en 2006 où

l'économie a dégagé un excédent, la capacité de financement des ménages ne suffit pas à couvrir le besoin de financement des entreprises et des administrations.

Tableau n° 42  
Répartition de la capacité (+) ou du besoin (-) de financement national par agent 2003-2007

|                  | <i>En milliards de LL</i> |               |               |              |             |
|------------------|---------------------------|---------------|---------------|--------------|-------------|
| Agent économique | 2003                      | 2004          | 2005          | 2006         | 2007        |
| Administrations  | -3 655                    | -2 529        | -1 840        | -2 576       | -2 144      |
| Entreprises      | -2 976                    | -4 172        | -4 042        | -4 425       | -7 103      |
| Ménages          | 7 885                     | 5 390         | 4 894         | 10 743       | 8 813       |
| <b>Total</b>     | <b>1 253</b>              | <b>-1 312</b> | <b>-1 109</b> | <b>3 742</b> | <b>-434</b> |

Dans le système comptable adopté, en effet, la capacité de financement des ménages est égale à leur épargne augmentée des revenus non distribués des sociétés et des transferts nets en capital provenant de l'extérieur. Ces derniers sont supposés être versés entièrement aux ménages<sup>11</sup>. La capacité de financement des ménages, ainsi définie est donc tributaire des transferts extérieurs aussi bien courants qu'en capital. Ainsi en 2006, les transferts importants enregistrés amènent la capacité de financement à un niveau record (plus de 10 mille milliards de LL), dépassant largement les besoins de financement des entreprises et des administrations cette année-là.

Le besoin de financement des entreprises est égal à la formation brute de capital fixe dans le secteur marchand et à la variation des stocks diminuée des montants retenus comme amortissement. L'évolution du besoin de financement des entreprises a donc suivi celle des investissements dans le secteur privé qui étaient en régression en 2005 et en forte hausse en 2007.

Quant au besoin de financement des administrations il est égal au déficit du secteur public. Ce déficit est très largement supérieur à la valeur des investissements publics mais tend à diminuer progressivement. Il représentait 15,7% du PIB et 14,5% du RNBD en 2002. En 2007, ces ratios tombent respectivement à 5,7% et 4,8%. Rappelons cependant qu'il s'agit là du déficit budgétaire qui ne comprend pas le déficit des opérations du Trésor hors budget. Il aurait été plus important si les avances du Trésor à l'Electricité du Liban étaient enregistrées comme subventions et non comme avances.

## Section VI. Le compte financier

Le compte financier enregistre en emplois la variation des créances et droits et en ressources la variation des dettes des agents nationaux. Le solde du compte financier est égal à la capacité ou au besoin de financement. Cette égalité résulte du principe de l'équilibre général des comptes. Les méthodes d'estimation adoptées dans l'élaboration des comptes reposent en grande partie sur ce principe d'équilibre. Ainsi, la capacité de financement des ménages se traduit par un accroissement équivalent des créances et

<sup>11</sup> Rappelons aussi que les entreprises individuelles ne sont pas groupées avec les ménages mais avec les autres entreprises

droits qu'ils détiennent, le besoin de financement des entreprises est couvert par l'accroissement des participations et par les crédits obtenus et enfin, le déficit des administrations se traduit par un accroissement égal de la dette publique.

Les créances et dettes retenues dans les comptes actuels sont classées, selon la nomenclature internationale, sous les quatre rubriques suivantes : Numéraires et dépôts (F2), Titres autres qu'actions (F3), Crédits (F4), Actions ou participations (F5).

*a) La variation des numéraires et dépôts (F2)*

Les numéraires et dépôts recensés ici ne concernent que les billets de banque en LL émis par la banque centrale, les dépôts détenus par les résidents du secteur privé auprès du système bancaire et les avoirs extérieurs nets des banques libanaises. Ils ne comprennent pas les billets de banque en dollars ou autres devises ni les dépôts auprès des banques à l'étranger détenus par les résidents (banques exclues). Les numéraires et dépôts détenus par le secteur public sont aussi exclus. Les chiffres adoptés découlent des données sur la masse monétaire établies par la banque du Liban.

La variation de la masse monétaire constitue une ressource pour le système bancaire et un emploi du secteur privé non bancaire. Il s'agit en grande partie des dépôts détenus par les ménages, la variation du compte caisse et banque des sociétés non financières pouvant être considérée comme négligeable. Ainsi la hausse de la variation de la masse monétaire de 4 060 milliards de LL en 2005 à 5 090 milliards en 2006 puis à 9 554 milliards en 2007 est, en partie, le reflet de l'évolution de la capacité de financement des ménages (voir plus haut).

Tableau n° 43

Variation de la masse monétaire et des avoirs extérieurs nets du système bancaire 2003-2007

|                                  | <i>En milliards de LL</i> |              |              |              |               |
|----------------------------------|---------------------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| Nature de la monnaie             | 2003                      | 2004         | 2005         | 2006         | 2007          |
| Monnaie en LL                    | 5 672                     | -98          | -1 513       | -987         | 1 353         |
| Dépôts en devise                 | 1 132                     | 7 000        | 5 573        | 6 077        | 8 200         |
| <b>Total = ressources</b>        | <b>6 805</b>              | <b>6 902</b> | <b>4 060</b> | <b>5 090</b> | <b>9 554</b>  |
| Avoirs extérieurs nets des banq. | 5 106                     | 255          | 1 126        | 4 213        | 3 070         |
| <b>Total = emplois</b>           | <b>11 910</b>             | <b>7 157</b> | <b>5 186</b> | <b>9 303</b> | <b>12 624</b> |

Note : La variation des dépôts en devise est calculée à taux de change constant

Les fortes fluctuations enregistrées dans la composition de la monnaie entre devises et livres libanaises découlent des variations conjoncturelles de la confiance dans la monnaie nationale et du différentiel d'intérêt. Il est à noter que les variations des dépôts en devises ont été calculées à taux de change constant.

Du côté des emplois, au montant de la variation de la monnaie détenue par les résidents s'ajoute l'accroissement des avoirs extérieurs nets détenus par les banques résidentes. Cette dernière est égale à celle des dépôts des banques libanaises à l'étranger diminués

des dépôts des non-résidents. Elle est calculée à taux de change constant. Par définition cette variation est égale à celle du solde de la balance des paiements.

*b) La variation des titres autres qu'actions*

Seuls les bons du Trésor libanais ont été pris en compte, les titres du secteur privé ou étranger ont été négligés. Le tableau n° 44 ci-dessous donne la répartition des bons du Trésor par souscripteur<sup>12</sup>.

Est enregistrée en emplois la variation des bons du Trésor détenus par les banques et par les autres résidents. Ceux détenus par les administrations autonomes sont exclus par consolidation. En plus des bons souscrits par les résidents, les Administrations ont comme ressources les bons souscrits par les non-résidents. Il faut noter toutefois que la répartition des bons du Trésor entre souscripteurs résidents et non-résidents n'est pas connue avec précision, les chiffres adoptés sont tirés de l'estimation des éléments de la balance des paiements faite par la Banque du Liban.

Tableau n° 44  
Variation des bons du Trésor répartis par souscripteur 2003-2007

|                         | <i>En milliards de LL</i> |              |              |              |              |
|-------------------------|---------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Souscripteur            | 2003                      | 2004         | 2005         | 2006         | 2007         |
|                         | <i>B.T. en LL</i>         |              |              |              |              |
| Administrations         | -618                      | -361         | 250          | 860          | 1 475        |
| Banques*                | 3 621                     | 990          | 2 312        | 773          | 2 626        |
| Autres                  | -1 206                    | -1 316       | -279         | -134         | -398         |
| <b>Total</b>            | <b>1 798</b>              | <b>-687</b>  | <b>2 283</b> | <b>1 500</b> | <b>3 704</b> |
|                         | <i>B.T. en devises</i>    |              |              |              |              |
| Banques*                | -815                      | 3 472        | 724          | 3 361        | 205          |
| Hors banques            | 787                       | 374          | 559          | -1 849       | 30           |
| <b>Total</b>            | <b>-28</b>                | <b>3 846</b> | <b>1 283</b> | <b>1 513</b> | <b>235</b>   |
|                         | <i>Ensemble des bons</i>  |              |              |              |              |
| Banques*                | 2 806                     | 4 463        | 3 035        | 4 135        | 2 831        |
| Résidents secteur privé | -1 206                    | -1 316       | -279         | -134         | -398         |
| Non-résidents           | 787                       | 374          | 559          | -1 849       | 30           |
| <b>Total consolidé</b>  | <b>2 387</b>              | <b>3 520</b> | <b>3 316</b> | <b>2 152</b> | <b>2 464</b> |

\*Banque du Liban, banques commerciales et banques d'affaires

En 2004, les émissions de bons de Trésor en devises tendent à remplacer celles en livres libanaises. Ce sont les banques qui ont souscrits à la plus grande partie de ces émissions. En 2005 les bons du Trésor en devises émis nets des remboursements sont nettement plus faibles (+1 283 milliards de LL à taux de change constants dont 724 milliards souscrits par les banques contre 3 472 milliards sur un total de 3 846 milliards d'émission nette en

<sup>12</sup> Les bons du Trésor souscrits par les banques sont tirés de leurs bilans tels que publiés par la BDL. Ceux souscrits par le public et les administrations sont estimés à partir des statistiques fournies par la BDL. Les variations des bons en devises sont calculées à taux de change constant. Des divergences plus ou moins importantes apparaissent entre les comptes du Trésor et les statistiques de la Banque centrale. Les chiffres adoptés dans les comptes sont le résultat d'un arbitrage.

2004. En 2007, le bilan de la banque du Liban fait apparaître à l'actif une diminution du portefeuille de bons du Trésor (-2 500 milliards de LL) en contrepartie d'une diminution au passif du poste « différence de change » inscrit au crédit du Trésor en vertu de l'article 115 du code de la monnaie et du crédit. Cette écriture comptable n'a pas été prise en compte dans le calcul des émissions nettes des remboursements.

*c) La variation des crédits*

Les montants inscrits en emplois représentent la variation des crédits bancaires tels qu'ils sont reportés dans les statistiques sur la situation monétaire ainsi qu'une estimation des avances du Trésor aux entreprises publiques. En ressources, les crédits comprennent aussi les emprunts extérieurs nets reçus par les administrations publiques.

Tableau n° 45  
Variation des crédits selon leur nature 2003-2007

| Nature des crédits                | <i>En milliards de LL</i> |              |            |              |              |
|-----------------------------------|---------------------------|--------------|------------|--------------|--------------|
|                                   | 2003                      | 2004         | 2005       | 2006         | 2007         |
| Crédits bancaires                 |                           |              |            |              |              |
| Au secteur privé                  | -549                      | 1 464        | 678        | 1 163        | 914          |
| Au secteur public (net)           | 129                       | -1 190       | -1 223     | 1 137        | -118         |
| <i>Crédits</i>                    | 184                       | 151          | 8          | -9           | -35          |
| <i>- dépôts du secteur public</i> | -54                       | -1 341       | -1 231     | 1 146        | -83          |
| Total des crédits bancaires       | -419                      | 274          | -545       | 2 301        | 796          |
| Avances du Trésor                 | 431                       | 511          | 734        | 1 370        | 1 429        |
| <b>Total des emplois</b>          | <b>12</b>                 | <b>785</b>   | <b>189</b> | <b>3 671</b> | <b>2 225</b> |
| Emprunts extérieurs               | 1 205                     | 307          | 140        | 112          | 930          |
| <b>Total : ressources</b>         | <b>1 217</b>              | <b>1 092</b> | <b>328</b> | <b>3 783</b> | <b>3 154</b> |

*Les crédits bancaires au secteur privé* ont repris en 2004 après avoir subi un net ralentissement durant la période 1997-2003. Cette reprise s'est ralentie en 2005 pour reprendre les deux années suivantes sans atteindre le niveau de 2004. Le montant des crédits nets des remboursements a atteint 914 milliards de LL en 2007 contre 1 464 milliards en 2004. Le tableau n°46 ci-dessous montre l'évolution de la répartition des crédits dans le secteur financier par secteur utilisateur telle que publiée par la Banque du Liban.

Ces crédits sont différents des crédits rapportés dans la situation monétaire mais permettent de voir les variations dans la répartition des crédits par secteur et leur évolution. On voit par exemple que ce sont les crédits au secteur de la construction qui ont le plus reculé durant la période 2000-2003 et qui ont repris en 2004 pour reculer à nouveau en 2005. Ces crédits reprennent timidement en 2006 et de façon plus appréciable en 2007. On relèvera par contre un accroissement des crédits à l'industrie en 2003 et 2004 et une forte croissance en 2007. On assiste cette année-là aussi à une forte poussée des crédits au secteur des services.



Tableau n° 46  
Variation des crédits au secteur privé suivant les secteurs économiques 2003-2007

*En milliards de LL*

| Secteur                          | 2003        | 2004         | 2005       | 2006         | 2007         |
|----------------------------------|-------------|--------------|------------|--------------|--------------|
| Agriculture                      | 0           | -54          | 52         | -16          | 34           |
| Industrie                        | 338         | 385          | 191        | 31           | 592          |
| Construction                     | -441        | 293          | -414       | 111          | 440          |
| Commerce                         | 61          | 404          | -410       | 67           | 891          |
| Services                         | 96          | 139          | 80         | 782          | 1 675        |
| Institutions financières         | 67          | 86           | 197        | 254          | 485          |
| Autres organismes                | -350        | 54           | 189        | 15           | 190          |
| Individus                        | 448         | 582          | 398        | 885          | 1 157        |
| <b>Total</b>                     | <b>221</b>  | <b>1 889</b> | <b>283</b> | <b>2 130</b> | <b>5 462</b> |
| Ajustement                       | -770        | -425         | 395        | -967         | -4 548       |
| <b>Total = Crédits bancaires</b> | <b>-549</b> | <b>1 464</b> | <b>678</b> | <b>1 163</b> | <b>914</b>   |

*Les créances du système bancaire sur le secteur public* sont nettes des dépôts. La variation des crédits reflète plus celle des dépôts que celles des crédits à proprement parler. Ces derniers sont négligeables, les banques finançant le secteur public au moyen des souscriptions aux bons du Trésor. En 2004 et 2005 par exemple, les crédits bancaires nets au secteur public ont diminué d'environ 1 200 milliards de livres suite à une faible augmentation des crédits (+151 milliards en 2004 et +8 milliards de LL en 2005) et à une forte augmentation des dépôts (+1 341 milliards et +1 231 milliards de LL). La variation des bons de Trésor détenus par le secteur monétaire (Banque du Liban et banques commerciales) ayant été de +3 547 milliards en 2005, les créances nettes du système bancaire sur le secteur public ont augmenté de 2 324 milliards de LL. En 2006 par contre, on assiste à une forte contribution du système bancaire au financement du secteur public : 4 833 milliards de LL, dont en 3 696 milliards en BT et 1 146 milliards en diminution de dépôts.

*Les avances du Trésor aux entreprises publiques* telles que l'Electricité du Liban ne sont pas connues avec précision. Le système de comptabilité publique actuel ne permet pas de connaître la ventilation des avances par bénéficiaire. Les chiffres indiqués sont approximatifs et permettent d'équilibrer les comptes des administrations publiques.

*Les emprunts publics extérieurs* rapportés sont ceux effectués par le CDR et autres organismes publics tels que recensés par la Banque du Liban. Le recours de l'Etat au financement extérieur se fait principalement à l'aide d'émission d'euro bonds.

#### **d) La variation des actions ou participations**

Il n'existe pas à l'heure actuelle des données sur les bilans des sociétés. Les chiffres indiqués en emplois représentent en principe la variation des droits des ménages sur la propriété des entreprises qu'elles soient des sociétés anonymes ou des entreprises individuelles. Ils comprennent aussi les montants déboursés par les ménages pour l'achat de logements neufs. Ces derniers montants avaient été estimés à 1 328 milliards en 1997 grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages. A défaut d'autres données sur les

années suivantes, la participation des ménages à la formation brute du capital des entreprises est estimée par résidu.

En ressources, aux participations des résidents s'ajoutent les investissements directs des non-résidents. Ces derniers sont estimés dans le cadre de la balance des paiements. Voir chapitre suivant.

## Chapitre 2

### Les comptes du reste du monde et la balance des paiements

Les opérations effectuées avec le reste du monde sont enregistrées dans quatre comptes qui dégagent les principaux soldes de la balance des paiements :

- I. Le compte des opérations sur biens et services dont le solde est égal à la balance commerciale
- II. Le compte des revenus primaires et des transferts courants dont le solde est égal à la balance courante
- III.1 Le compte des transferts en capital dont le solde est égal à la capacité ou au besoin de financement de l'extérieur
- III.2 Le compte financier dont le solde est égal au déficit ou à l'excédent de la balance des paiements.

Ces différents soldes sont repris dans le tableau n° 47.

Tableau n° 47  
Evolution des différents soldes de la balance des paiements 2003-2007

|                                     | <i>En milliards de LL</i> |              |               |               |               |
|-------------------------------------|---------------------------|--------------|---------------|---------------|---------------|
| Nature de la balance                | 2003                      | 2004         | 2005          | 2006          | 2007          |
| <b>Balance commerciale</b>          | <b>6 242</b>              | <b>7 102</b> | <b>6 995</b>  | <b>7 067</b>  | <b>9 481</b>  |
| + revenus et transferts nets        | -4 776                    | -3 897       | -4 614        | -6 719        | -6 949        |
| <b>= balance courante</b>           | <b>1 466</b>              | <b>3 205</b> | <b>2 381</b>  | <b>348</b>    | <b>2 532</b>  |
| + Transferts nets de capitaux       | -2 720                    | -1 894       | -1 272        | -4 090        | -2 099        |
| <b>= Cap./bes. de financement</b>   | <b>-1 253</b>             | <b>1 312</b> | <b>1 109</b>  | <b>-3 742</b> | <b>434</b>    |
| + Financement net                   | -3 852                    | -1 567       | -2 235        | -471          | -3 504        |
| <i>Crédits</i>                      | -787                      | -374         | -559          | 1 849         | -30           |
| <i>Bons du Trésor</i>               | -1 205                    | -307         | -140          | -112          | -930          |
| <i>Investissements directs nets</i> | -1 860                    | -886         | -1 536        | -2 208        | -2 544        |
| <b>= balance des paiements</b>      | <b>-5 106</b>             | <b>-255</b>  | <b>-1 126</b> | <b>-4 213</b> | <b>-3 070</b> |

*Remarque : Un solde positif dans le compte de l'extérieur représente un déficit pour le pays, tandis qu'un solde négatif représente un excédent. Ainsi la balance des paiements a été excédentaire de 2003 à 2007.*

#### Section I. Le compte des opérations sur biens et services

Le compte des opérations sur biens et services avec le reste du monde enregistre en emplois les exportations et en ressources les importations. Ces agrégats ont été passés en revue dans la première partie, chapitre 2 et chapitre 5. Le solde de ce compte appelé balance commerciale, a un sens plus large que le sens courant du terme puisque ces échanges ne se limitent pas seulement aux marchandises mais englobent aussi les exportations nettes de services.

La balance commerciale a été toujours déficitaire au Liban. Entre 1997 et 2002, le déficit des échanges de biens et services avec l'extérieur a régressé de 8 009 milliards de LL à 5 440 milliards suite à la stagnation des importations et à une croissance sensible des exportations. En 2003 et en 2004, suite à une croissance des importations plus importante que les exportations, le déficit est remonté à 6 242 milliards puis à 7 101 milliards de LL. En 2005 et 2006, le déficit se maintient presque au même niveau. En 2007 il atteint le niveau record de 9 480 milliards de LL suite à une très forte croissance des importations. En 1997 ce déficit représentait 33% du PIB et 24,8% de la dépense nationale ; en 2002, il ne représente plus que 18,8% du PIB et 15,9% de la dépense nationale. Ces ratios remontent respectivement à 21,2% et 17,5% en 2005, à 20,9% et 17,3% en 2006 et à 25,1% et 20,1% en 2007.

Notons que l'estimation de la balance commerciale a été révisée à la baisse suite à la révision à la hausse des exportations nettes de services.

## **Section II. Le compte des revenus primaires et des transferts courants**

Ce compte enregistre en emplois les revenus primaires payés aux résidents libanais par le reste du monde ainsi que les transferts nets de l'étranger. Il reprend en ressources le solde des opérations sur biens et services et enregistre les paiements de revenus primaires effectués par l'économie nationale à des non-résidents.

Le solde de ce compte est égal à celui de la balance courante des paiements. Comme la balance commerciale, cette dernière balance est positive pour le reste du monde, ce qui dénote un déficit pour le Liban. De 1997 à 2002, la balance courante régresse suite à l'amélioration de la balance commerciale au profit du Liban et en 2003 elle chute de façon importante suite à la reprise des mouvements de transfert. En 2004 la forte poussée des importations et le ralentissement des mouvements de transfert courant, font remonter la balance courante au niveau atteint en 1997. En 2005, cette balance est de nouveau en baisse. La stagnation des importations et la forte croissance des transferts vers le Liban font chuter la balance courante à son plus bas niveau enregistré depuis dix ans.

Ci-dessous un aperçu sur l'évolution des éléments rentrant dans ce compte.

### ***a) Les revenus primaires***

Appelés aussi revenus des facteurs, les revenus primaires comprennent les salaires, les intérêts et autres revenus du travail ou du capital.

*Les salaires et autres revenus du travail* reçus de l'extérieur par les résidents libanais avaient été estimés pour 1997 grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages. Ces chiffres ont été projetés sur les années suivantes en prenant comme indicateur la fréquence des voyages des libanais à l'étranger. Quant aux salaires payés aux non-résidents, ils ont été projetés proportionnellement à la valeur ajoutée dans les secteurs de l'agriculture et de la construction. Cependant à la suite des nouveaux travaux entrepris par la Banque du Liban sur la balance des paiements de nouveaux indicateurs de

l'évolution de ces revenus ont été adoptés, sans aboutir cependant à des chiffres plus fiables. (voir tableau 28).

*Les intérêts* reçus par les résidents libanais sur leurs placements à l'étranger et les intérêts payés aux non-résidents sont estimés par la Banque du Liban dans le cadre des travaux sur la balance des paiements. Ces estimations montrent une nette régression des intérêts reçus qui tombent de 1 297 milliards de LL en 1997 à 549 milliards en 2003, tandis que les intérêts servis aux investisseurs non-résidents augmentaient considérablement, passant de 951 milliards de LL en 1997 à 1 652 milliards en 2003 après un pic de 1 747 milliards en 2002. En 2004 on assiste à une remontée des intérêts dans les deux sens mais le solde reste en faveur des non-résidents (1813-946 milliards de LL). A partir de 2005 par contre les intérêts reçus par les libanais dépassent ceux servis aux non résidents dégageant ainsi un surplus positif de 143 milliards de LL en 2005, de 277 milliards en 2006 et de 76 milliards de LL en 2007.

Les intérêts constituant la part la plus importante des revenus primaires échangés avec l'extérieur, le revenu net des facteurs provenant du reste du monde s'est considérablement dégradé à partir de 2001 : après une progression entre 1997 et 2000 où l'apport extérieur au revenu national passe de 472 à 739 milliards de LL, ce revenu net tombe à 177 milliards en 2001 et devient négatif en 2002 (-388 milliards de LL), en 2003 (-683 milliards) et en 2004 (-534 milliards). Il redevient positif en faveur du Liban à partir de 2005 (+784, +565 et +633 milliards de LL respectivement en 2005, 2006 et 2007). (Voir tableau n° 29).

#### ***b) Les transferts courants nets***

Le Liban a de tout temps bénéficié d'un flux de transferts provenant de l'extérieur. Il n'existe aucune statistique sérieuse sur la nature et le montant de tels transferts. La méthode adoptée pour l'estimation des transferts courants a été de considérer tout le résidu de la balance des paiements, autrement dit la rubrique "erreur et omission", comme des transferts et de le répartir entre transferts courants et transferts en capital suivant une clé de répartition dépendant de la conjoncture générale et en particulier de celle des investissements. Les clés de répartition résultant entre transferts courants et transferts en capital ont été, à un ajustement près, les suivantes : 0,7/0,3 en 1997, 1998 et 2004 ; 0,8/0,2 en 1999 ; 0,85/0,15 en 2000 et 2002 ; 0,9/0,1 en 2001 ; deux tiers/un tiers en 2003 ; trois quarts/un quart en 2005 et 2007 ; enfin 0,6/0,4 en 2006.

La tendance générale des transferts extérieurs nets était à la baisse entre 1997 et 2002, Il était normal, vu la tendance à la baisse des investissements au Liban, de considérer que cette baisse ait touché plus les transferts en capitaux que les transferts courants. En 2003, le fort excédent de la balance des paiements a laissé entrevoir un mouvement massif de transferts vers le Liban dû à la hausse des revenus pétroliers. Les investissements dans le secteur privé ayant redémarré à la hausse, l'accroissement des transferts en capitaux a été considéré comme étant plus important que celui des transferts courants. Ce mouvement s'est maintenu en 2004 et 2005 mais à un niveau plus faible. On enregistre en 2006 à un niveau record de transfert (plus de 10 mille milliards de LL) dont 40% seraient des transferts de capitaux et 60% des transferts courants

Aux transferts courants nets, il convient d'ajouter les paiements de pensions de retraites et autres prestations sociales reçus de l'étranger. Ces paiements avaient été estimés à 23 milliards de LL en 1997 grâce à l'enquête sur les conditions de vie des ménages et ont été maintenus constants tout au long de la période.

### **Section III. Le compte des transferts en capital**

Ce compte reprend en ressources la balance courante et en emplois les transferts nets de capitaux.

Les transferts nets de capitaux ont été estimés par la même méthode que les transferts courants : voir section précédente. Cette méthode d'estimation aboutit à faire apparaître des transferts extérieurs nets en capitaux en chute entre 1997 et 2002 : de 1 895 milliards de LL en 1997 à 494 milliards en 2002. A partir de 2003 ces transferts deviennent plus importants et culminent à plus de 4 mille milliards de LL en 2006 pour retomber à 2 099 milliards en 2007.

Vu l'équilibre général des comptes le solde de ce compte est rigoureusement égal en valeur absolue au besoin ou à la capacité de financement de l'économie nationale. Sauf en 2003 et 2006, ce solde a été positif durant toute la période 1997-2007.

### **Section IV. Le compte financier**

Le compte financier enregistre en emplois la variation des créances et en ressources la variation des dettes du reste du monde vis-à-vis de l'économie nationale. Le solde du compte financier est strictement égal à la capacité ou au besoin de financement. Les créances et dettes sont reportées nettes dans chaque catégorie.

*En emplois*, on trouve :

*a) Les titres autres qu'actions,*

Il s'agit de la variation du portefeuille de bons du Trésor libanais détenus par les non-résidents. Ces montants sont estimés par la Banque du Liban. Voir chapitre précédent, section VI, paragraphe b.

*b) Les crédits*

Il s'agit uniquement des emprunts extérieurs effectués par le CDR et autres organismes publics.

*c) Les actions et participations*

Les droits des non-résidents sur les entreprises résidentes comprennent en grande partie la propriété immobilière. A partir d'une estimation faite dans le cadre des comptes de 1997, la variation de ces droits a été projetée sur les années suivantes proportionnellement aux investissements directs retenus par la Banque du Liban dans l'estimation des éléments de la balance des paiements.

***En ressources***, on enregistre, outre la capacité de financement, la variation nette des avoirs extérieurs du système bancaire libanais sous la rubrique "numéraires et dépôts". Par définition, cette variation représente le solde final de la balance des paiements.

Comme on peut le constater, la balance des paiements est fortement déficitaire en 2001 puis excédentaire en 2002 par suite de la contribution des organismes étrangers au financement du Trésor libanais en exécution des décisions de Paris II. En 2003, la balance des paiements enregistre des excédents encore plus importants sous le double effet de la poursuite d'achat de bons du Trésor et de l'apport des transferts en capitaux ou des transferts courants. En 2004, malgré l'importance de la masse des transferts, l'excédent de la balance des paiements est plus modeste du fait de la forte hausse des importations et d'une souscription plus modeste aux euro bonds. A partir de 2005, l'excédent de la balance des paiements résulterait d'une reprise des investissements directs principalement dans le secteur de l'immobilier.

## Conclusion

La projection des comptes économiques sur les années 2003 à 2007 suivant les méthodes mises au point lors de l'élaboration des comptes 1997-2002 a permis non seulement d'évaluer les évolutions macro-économiques mais aussi de repérer les changements survenus dans les caractéristiques de l'économie et des finances libanaises et de mesurer l'impact des événements politiques majeurs survenus durant ces dernières années sur l'activité économique. Voici en résumé les principaux faits qui s'en dégagent :

*a) L'économie libanaise se caractérise par une certaine rigidité face aux variations de la demande qui agissent plus intensément sur les importations*

Les deux années de forte croissance 2004 et 2007 ont été marquées par une croissance du Produit Intérieur Brut plus faible que celle de la demande : 7,5% contre une augmentation de la demande à prix constants de 9,1% en 2004 et 10,4% en 2007. En sens inverse, la baisse de la demande n'entraîne pas forcément une baisse dans l'activité interne. Ainsi, en 2005 et 2006 alors que la demande globale reculait en termes réels de 1% et de 0,5%, le taux de croissance de l'économie restait positif (+1% en 2005 et + 0,6% en 2006).

Par contre, toute variation de la demande entraîne une variation plus forte et dans le même sens des importations : ainsi le taux de croissance en termes réels des importations a été de 13,4% en 2004 et de 17,2% en 2007. Durant les années 2005 et 2006 où la demande globale était en baisse, les quantités de biens importés ont baissé respectivement de 5,7% et 3,2%.

*b) Suivant la conjoncture, le rôle prépondérant de la consommation privée dans la variation de la demande est atténué ou renforcé par le mouvement des investissements et de la demande extérieure*

En 2004 la demande des ménages, les investissements et la demande extérieure ont contribué de façon presque égale à l'accroissement de la demande globale. En 2007, deuxième année de croissance forte, la contribution des exportations est moins importante ; ce sont les investissements autant, sinon plus que la consommation qui tirent la croissance vers le haut. (Voir tableau n° 48).

Tableau n° 48  
Contribution des différentes composantes de la demande à sa croissance en %/an

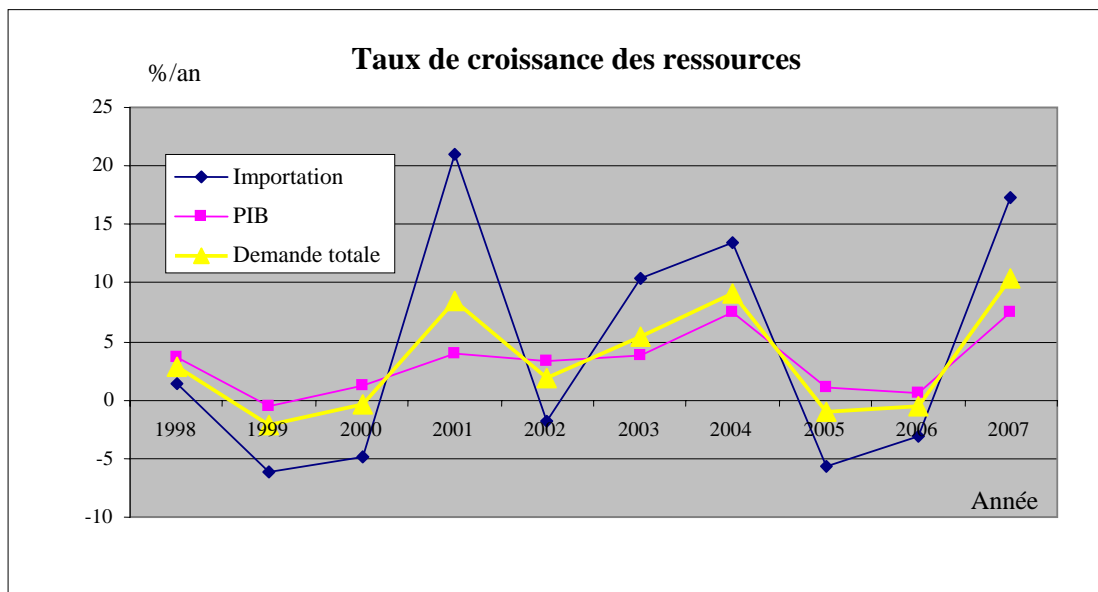
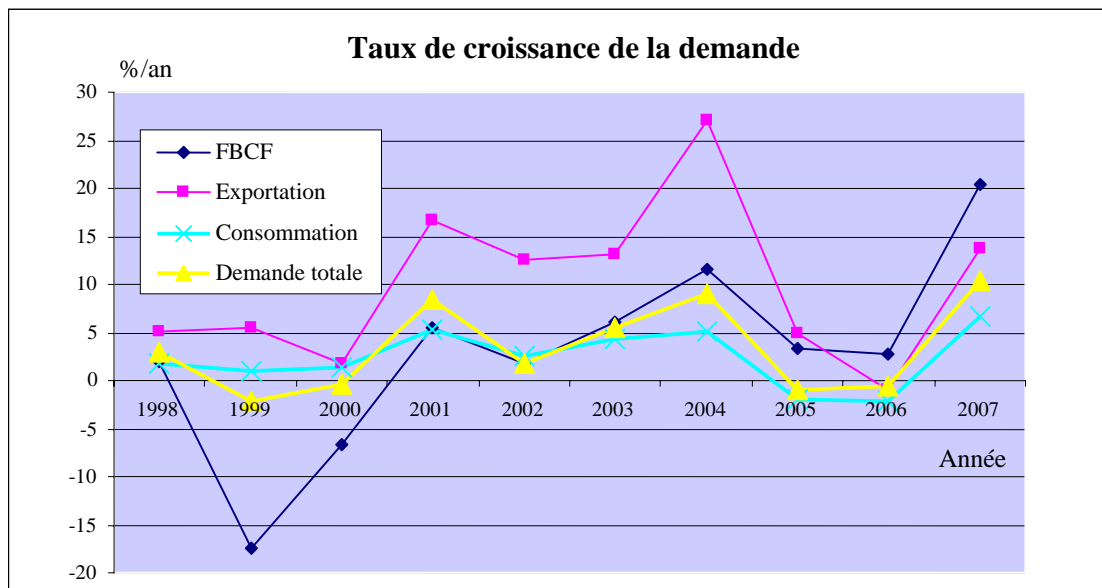
| Composantes de la demande | 2003       | 2004       | 2005        | 2006        | 2007        |
|---------------------------|------------|------------|-------------|-------------|-------------|
| Consommation privée       | 2,7        | 3,1        | -1,1        | -1,2        | 3,8         |
| Consommation publique     | 0,2        | -0,4       | 0,0         | 0,3         | 0,5         |
| FBCF et var. des stocks   | 1,0        | 3,1        | -0,6        | 0,5         | 4,0         |
| Exportations              | 1,5        | 3,3        | 0,7         | -0,1        | 2,1         |
| <b>Demande totale</b>     | <b>5,5</b> | <b>9,1</b> | <b>-1,0</b> | <b>-0,5</b> | <b>10,4</b> |

Note : La contribution à la croissance de la demande est calculée en multipliant la croissance de la composante par le rapport de la valeur de cette composante sur la valeur totale



c) *Persistence des investissements privés*

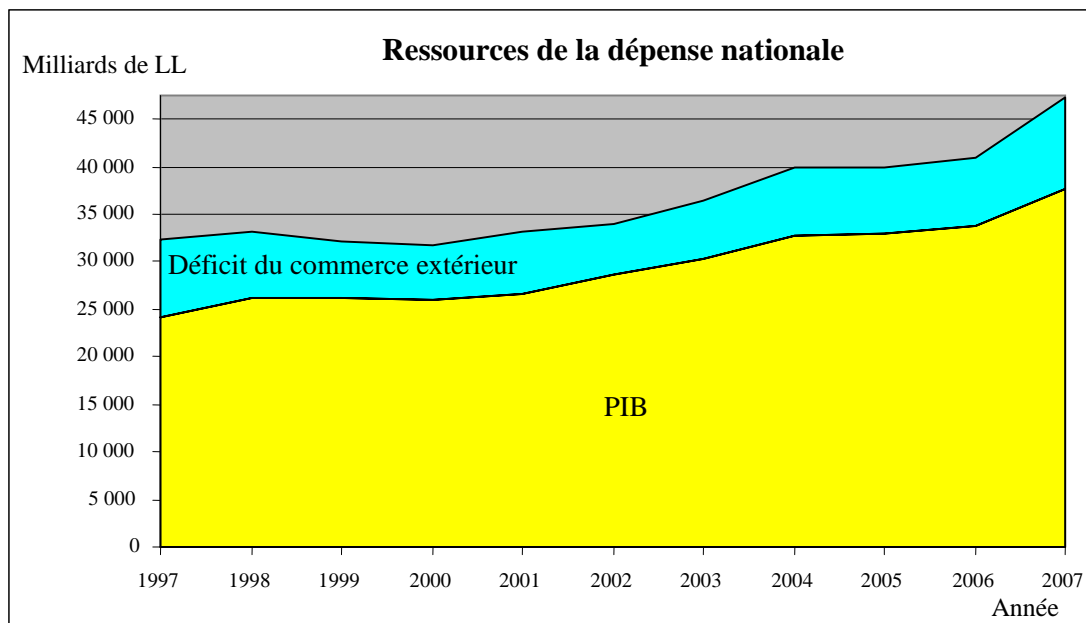
Après une période de régression, les investissements ont repris avec vigueur en 2003 (+11,9% en valeur), ont poursuivi leur progression en 2004 (+23,4%) et ont stagné en 2005 (+0,1%). Cette stagnation est due au recul des investissements publics et à la diminution des stocks, la formation brute de capital fixe des entreprises privées continuant à progresser (+9,5% en valeur, 5,6% en volume) grâce à l'apport de capitaux étrangers en quête de placement. En 2006, malgré les hostilités, les investissements tant privés que publics augmentent en valeur réelle de 3,5% et en 2007, ils accusent un taux de croissance record de 25% (21% si l'on exclut l'accroissement des stocks).



d) *L'écart structurel entre dépense nationale et production intérieure a légèrement augmenté les dernières années*

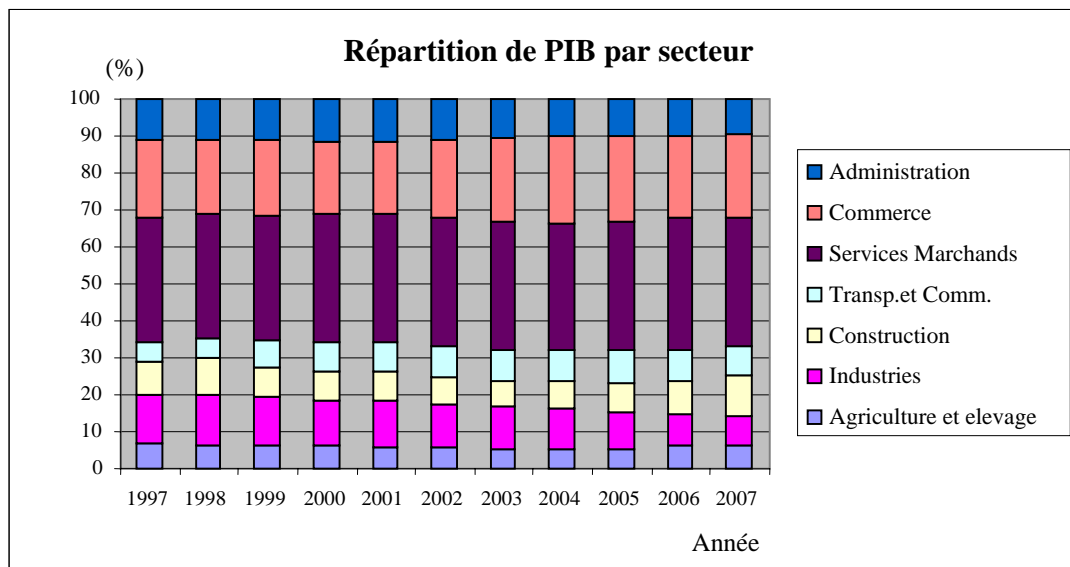
Après l'évolution des années 1997-2002 ayant abouti à une atténuation de l'écart en valeur relative entre la dépense nationale et le produit intérieur brut, cet écart qui était tombé de 33,0% du PIB en 1997 à 18,5% en 2002 est remonté pour fluctuer entre 21 et 22% de 2003 à 2006 et atteindre 25% en 2007. Cette évolution est la conséquence de la disparité dans l'évolution des différents secteurs de l'économie et entre les prix à l'importation et à la production.

Parallèlement, le déficit commercial en biens et services qui couvrait initialement 24,8% de la dépense nationale en 1997 avait reculé à 15,6% de cette dépense en 2002. Ce ratio fluctue entre 17% et 18% entre 2003 et 2006 pour remonter à 20,1% en 2007.



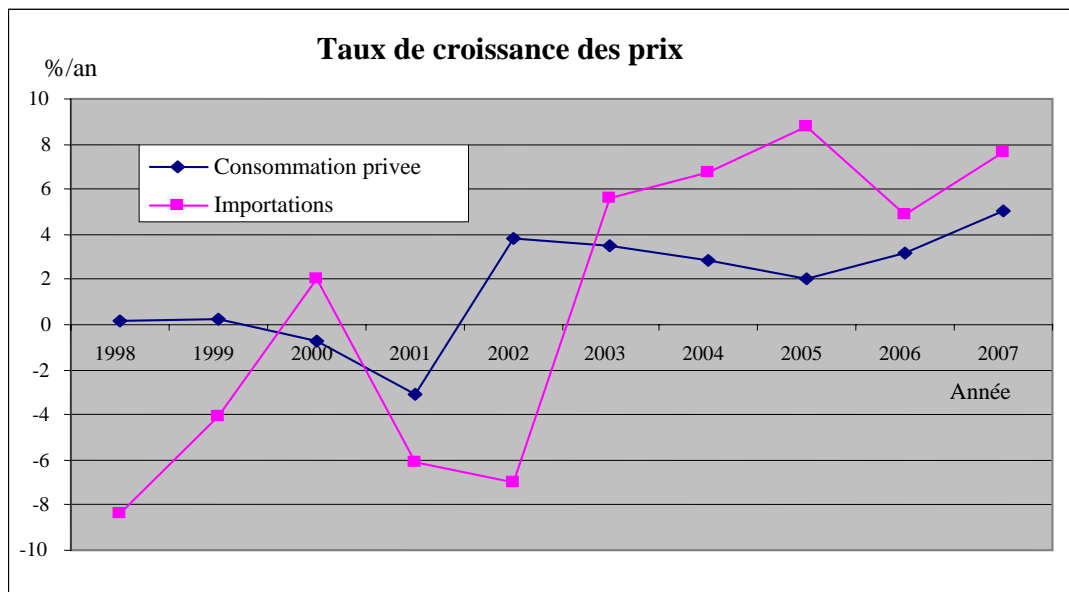
e) *Faiblesse persistante des secteurs de production de biens*

La part de l'agriculture dans le PIB a constamment baissé de 1997 à 2005 passant de 6,7% à 5,2% pour remonter en 2006 et 2007 à un niveau légèrement supérieur à 6%. Par contre, la part des industries a continué à régresser, tombant de 13,7% en 1997 à 8,1% en 2007. La dégradation importante de la valeur ajoutée dans le secteur de l'énergie est responsable en grande partie de cette régression. Au total, la contribution de ces deux secteurs de production de biens se situe désormais autour de 15%. Notons que la progression de l'industrie aurait été plus importante, si les prix de ses facteurs de production au lieu de baisser ou stagner, avaient suivi la même tendance que les prix de l'ensemble des valeurs ajoutées.



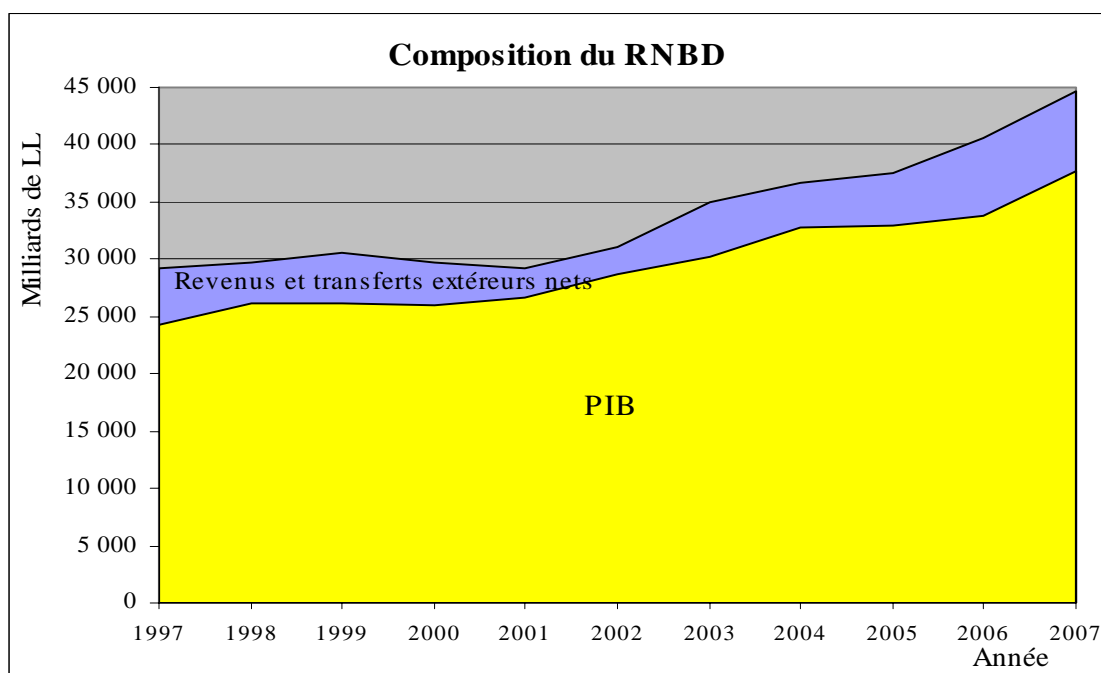
f) *Une hausse des prix à l'importation partiellement répercutée sur les prix à la consommation*

Les prix unitaires à l'importation avaient baissé de 4,1% en moyenne durant la période 1997-2002, baisse due en grande partie à l'appréciation de la livre libanaise par rapport aux principales devises étrangères et à la baisse des prix matières premières. En 2003 la livre libanaise, liée au dollar américain, commence à se déprécier tandis que les prix des matières premières repartent à la hausse. Cela a eu pour conséquence une hausse des prix à l'importation de 5,6%. Les prix internes n'ont pas suivi la même tendance de sorte que les prix à la consommation ont crû de 3,6% seulement. Cette même tendance est observée durant les années suivantes : de 2004 à 2007, les valeurs unitaires des biens importés haussent en moyenne de 7% par an alors que les prix à la consommation haussaient de 3,3% par an seulement.



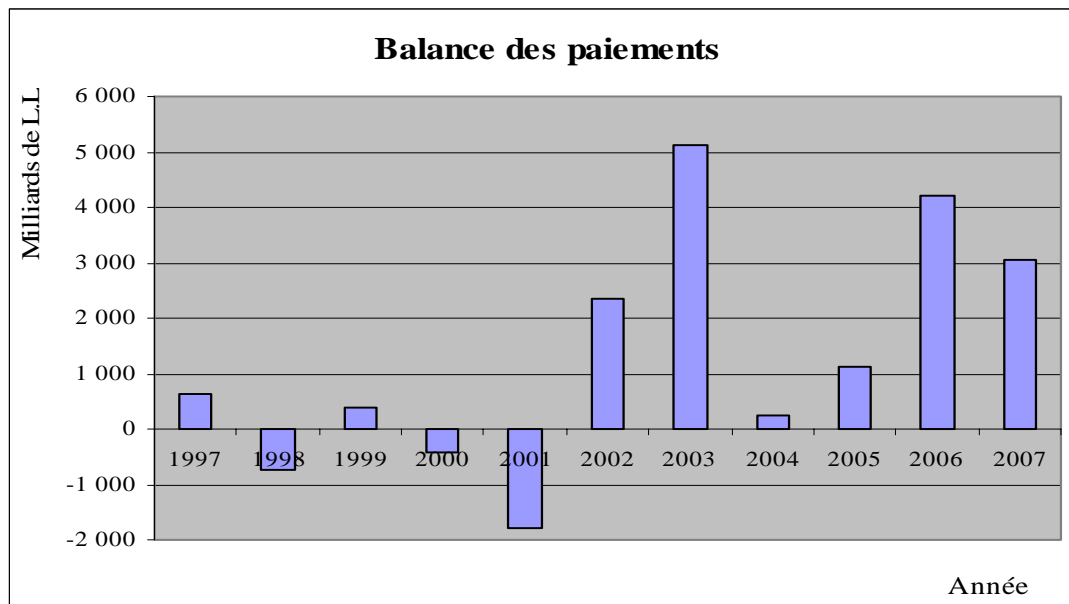
g) Une dépendance des transferts extérieurs plus importante

Le déficit dans les échanges de biens et services avec l'extérieur a toujours été couvert par des revenus et des transferts extérieurs qui ont contribué au financement de l'économie nationale soit directement soit indirectement en contribuant à la formation de l'épargne des ménages. Les transferts estimés autres que les investissements directs, après une période de décroissance, ont très fortement repris à partir de 2003. La part des revenus et des transferts extérieurs courants dans le revenu national brut disponible qui était tombée de 18,6% en 1997 à 7,5% en 2002 est remontée à 13,6% en 2003 et à 15,6% en 2007.



*h) Une balance des paiements toujours positive*

L'importance des transferts courants ou en capital accompagnés souvent d'investissements directs ou dans les bons du Trésor ont plus que comblé le déficit de la balance commerciale, dégageant ainsi un surplus dans la balance des paiements. En 2005 et 2006 la baisse des importations suite à la baisse de la demande a permis aussi de dégager un excédent, excédent plus important en 2006 suite à l'augmentation des transferts. En 2007, ce sont les transferts qui ont permis de dégager un excédent malgré la forte hausse des importations et du déficit de la balance commerciale.



*i) Une épargne nationale en progression par rapport à 2004*

L'épargne nationale brute avait fortement diminué de 1999 à 2002 après avoir atteint un sommet de 4 476 milliards de LL en 1998. Grâce à la reprise de l'activité mais surtout en raison de l'excédent de la balance des paiements, l'épargne nationale brute progresse fortement en 2003 puis régresse légèrement en 2004 suite à l'accroissement des dépenses de consommation. Les événements politiques de 2005 et 2006 poussent les ménages à épargner plus qu'à consommer. En 2007 la croissance du revenu disponible est plus élevée que celle de la consommation et l'épargne atteint un niveau record de 7 925 milliards de LL représentant 17,7% du RNDB.

*j) La participation des banques au financement des investissements privés reste timide*

La participation du système bancaire au financement des investissements privés est allée en décroissant depuis 1997 pour devenir même négatif en 2003. L'excès des disponibilités des banques a été investi en bons du trésor, placé à l'étranger ou gelé auprès de la Banque du Liban. En 2004 les crédits bancaires au secteur privé reprennent ; leur variation devient positive et représente 20% des investissements de ce secteur. Mais

depuis 2005 ils sont de nouveau en recul par rapport aux investissements du secteur privé (FBCF+variation des stocks): ils ne contribuent plus que pour environ 10% au financement de ces investissements.

*k) Le déficit du budget public est en régression constante*

La régression du déficit public amorcée en 2003 s'est poursuivie en 2005. Le ratio déficit/PIB, après avoir varié durant la période 1997-2002 entre 15% et 20% est tombé à 12,1% en 2003, à 6% en 2005 et à 5,7% en 2007 après une remontée à 7,6% en 2006. Sa couverture nécessite désormais l'utilisation d'une plus faible partie de la capacité de financement interne et externe.

Cependant il s'agit du déficit budgétaire qui ne comprend pas les avances du Trésor à l'Electricité du Liban. Si ces avances figuraient dans le budget au titre de subvention aux entreprises publiques, le déficit aurait dépassé les 9% du PIB en 2007.

*l) La charge de la dette publique reste encore importante*

L'importance des intérêts purs (marges bancaires exclues) servis sur la dette publique dans les circuits de la distribution secondaire, malgré un recul sensible, reste prédominante : ils représentaient 141% des prélèvements obligatoires sur les revenus en impôts directs et cotisations sociales en 1997. Ce rapport passe à 175% en 2002 et 174% en 2003 et tombe à 137% en 2004 et à 106% en 2005 et en 2006. Il remonte à 108% en 2007.